



 **OCDE**
Rapport annuel 2008



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES



Rapport annuel : 2008

Photos

Toutes les photos sont © OCDE, sauf :

page 12 © REUTERS/Tobias Schwarz
page 12 © REUTERS/POOL New
page 12 © REUTERS/Christian Charisius
page 14 © REUTERS/Mark Avery
page 22 © REUTERS/Vijay Mathur
page 26 © REUTERS/Michael Kooren
page 30 © REUTERS/Yves Herman
page 35 © REUTERS/Fabrizio Bensch
page 40 © REUTERS/Srdjan Zivulovic
page 48 © REUTERS/Shawn Best
page 57 © REUTERS/Albert Gea
page 62 © REUTERS/Paul McLane

Photos en haute résolution, contacter : silvia.thompson@oecd.org.

Publications : les titres de publications en italique sont en vente via la librairie en ligne de l'OCDE : www.oecd.org/librairie.

LE RAPPORT ANNUEL DE L'ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE) est préparé par la Division des affaires publiques de la Direction des relations extérieures et de la communication. Il est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.

Also published in English under the title
OECD Annual Report: 2008

© OCDE 2008

Toute reproduction, copie, transmission ou traduction de cette publication sont interdites sans autorisation écrite préalable. Les demandes doivent être adressées à Publications de l'OCDE : rights@oecd.org ou par fax (+33-1) 45 24 13 91. La permission de reproduire une partie de cet ouvrage doit être demandée au Centre français d'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, France (contact@cfcopies.com).

VUE D'ENSEMBLE

| | |
|---|----|
| ■ Avant-propos | 5 |
| ■ L'OCDE en quelques mots | 9 |
| Qu'est-ce que l'OCDE ? | |
| Budget et finances | |
| Événements marquants | |
| ■ Coups de projecteur de l'année | 14 |
| La crise des prêts hypothécaires à haut risque et des produits structurés | |
| L'économie du changement climatique | |

PRINCIPALES ACTIVITÉS

| | |
|---|----|
| ■ Croissance économique, stabilité et innovation | |
| Croissance économique | 21 |
| Deux géants en puissance : l'Inde suit la Chine | |
| Science, technologie et innovation | 25 |
| L'innovation en constante évolution | |
| Industrie et entrepreneuriat | 30 |
| Rester compétitif dans l'économie mondiale | |
| ■ Emploi, cohésion sociale et environnement | |
| Emploi et cohésion sociale | 34 |
| Mondialisation, emplois et salaires | |
| Éducation | 39 |
| Améliorer la direction des établissements scolaires | |
| Environnement | 43 |
| Agir pour assurer l'avenir de l'environnement | |
| Santé | 47 |
| Suivre les indicateurs de la qualité des soins | |
| ■ Échanges et fiscalité internationale | |
| Échanges, agriculture et pêche | 50 |
| La mondialisation de la pêche | |
| Prix agricoles et biocarburants | |
| Fiscalité | 56 |
| Impôts sur la consommation | |
| ■ Gouvernance | |
| Gouvernance publique | 60 |
| Examen du service public irlandais | |
| Gouvernance privée | 64 |
| Fonds souverains | |

■ Développement et relations mondiales

| | |
|--|----|
| Coopération pour le développement | 68 |
| Les premières <i>Perspectives économiques de l'Amérique latine</i> | |
| Relations mondiales | 72 |
| L'OCDE et l'Inde | |
| ■ Statistiques | |
| Statistiques | 76 |
| ■ Communications | |
| Relations extérieures et communication | 79 |
| OECD.Stat | |
| Le BIAC et le TUAC | |

| | |
|--|----|
| ■ Forum pour le partenariat avec l'Afrique | 85 |
| ■ Agence internationale de l'énergie | 86 |
| ■ La lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme | 88 |
| ■ L'Unité de soutien du Processus du dialogue de Heiligendamm | 89 |
| ■ Agence pour l'énergie nucléaire | 90 |
| ■ Forum international des transports | 92 |

AU SUJET DE L'OCDE

| | |
|--|-----|
| ■ Activités civiques | 96 |
| Parité hommes-femmes et diversité | |
| ■ Direction exécutive | 98 |
| ■ Qui fait quoi ? | 100 |
| ■ Réunion du Conseil au niveau des ministres de 2007 | 105 |

INFORMATIONS PRATIQUES

| | |
|---|-----|
| ■ Le Secrétariat de l'OCDE | 109 |
| ■ Organigramme | 110 |
| ■ Ambassadeurs, Représentants permanents auprès de l'OCDE | 112 |
| ■ Les pays membres de l'OCDE | 115 |

— Avant-propos

www.oecd.org/secretairegeneral

Une nouvelle OCDE face aux nouveaux défis mondiaux

L'année qui vient de s'écouler a été extrêmement riche en défis pour l'économie mondiale. L'ouverture des marchés aux échanges et aux investissements est aujourd'hui menacée par la montée des pressions protectionnistes. Les turbulences financières et le ralentissement économique qui a suivi ont fait trébucher l'économie mondiale. Le prix des produits alimentaires, du pétrole et des métaux atteint un niveau record. Les risques liés au changement climatique sont devenus l'une des grandes priorités de l'action politique.

Comme le montre ce *Rapport annuel*, l'OCDE a été au cœur des efforts déployés pour aider les pays à trouver des solutions novatrices, en se plaçant aux avant-postes pour analyser, diagnostiquer et formuler les politiques les plus profitables pour ses membres et pour le monde entier.

Les faux pas de l'économie mondiale

Les États-Unis connaissent un grave ralentissement économique. L'Union européenne lutte contre l'impact de ce ralentissement et le poids d'un euro fort. Nous traversons une crise de confiance à l'échelle mondiale. Les prix du pétrole, de l'or, des métaux et des denrées alimentaires atteignent des niveaux records, notamment parce qu'ils servent maintenant de réserve de valeur à la place des actifs financiers qui jouaient habituellement ce rôle.

Fort heureusement, les économies émergentes restent en forte croissance. Mais cette expansion ne pourra durer longtemps si la situation continue de se dégrader dans les économies de l'OCDE. Dans une économie mondialisée, il n'y a pas de « découplage ». Si nous ne trouvons pas rapidement des solutions, les pays en développement seront eux aussi touchés : la plupart de leurs recettes à l'exportation, de leurs investissements, de leurs prêts et de leurs transferts de fonds proviennent d'Amérique du Nord, d'Europe et du Japon.

La crise des prêts hypothécaires à haut risque a mis en lumière la vulnérabilité du système financier actuel. L'innovation financière, comme la titrisation de presque tous les types de créances en actifs négociables, a sans doute permis de répartir les risques, mais au prix de nouvelles faiblesses. Les institutions nationales et internationales, notamment l'OCDE, se doivent de réagir rapidement et efficacement pour anticiper les crises et mieux faire connaître les enjeux.

Si nous la maîtrisons correctement, l'innovation sera fondamentale pour nous aider à surmonter les difficultés actuelles. Le nouveau mandat qui nous a été confié par les ministres pour mettre au point une Stratégie pour l'innovation reconnaît que cette action est au cœur même de tous les travaux de l'OCDE. Il nous faudra élaborer un ensemble d'instruments et de recommandations pour mieux comprendre le potentiel de l'innovation et le renforcer. Cela suppose que nous nous dotions des moyens nécessaires pour déterminer et évaluer comparativement nos capacités et nos résultats dans ce domaine. Cette Stratégie aura également pour but de clarifier les liens entre l'innovation et l'entrepreneuriat, la croissance économique, le progrès social et les défis mondiaux, comme la santé et le changement climatique.



Le Secrétaire général de l'OCDE,
Angel Gurría.

Changement climatique – l'impérieuse nécessité d'une action immédiate

Le changement climatique est un enjeu planétaire majeur. Il met à l'épreuve nos capacités de coopération et la créativité de nos décisions. Les *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030* montrent que les politiques ambitieuses et globales dont nous avons besoin pour nous attaquer au changement climatique sont réalisables, disponibles et financièrement abordables. D'après cette étude, si nous nous engageons sur la voie d'une stabilisation des émissions de gaz à effet de serre à un niveau acceptable dans l'atmosphère, nous ne réduirions la croissance mondiale que d'un dixième de 1 % par an (en moyenne) d'ici à 2050. Ce n'est pas rien, mais cela reste abordable compte tenu de la croissance et de l'amélioration du niveau de vie attendues ces prochaines années. En outre, le coût de l'inaction serait bien plus élevé.

Les pays ont à leur disposition toute une gamme d'instruments financiers et économiques pour limiter les émissions. Mais les bonnes solutions exigent la participation de tous les pays, une ferme volonté politique de la part des pays développés et en développement et la meilleure expertise technique possible.

L'OCDE travaille sur l'économie du changement climatique depuis plusieurs décennies. Nous sommes prêts à continuer d'apporter notre concours aux responsables politiques pour déterminer, élaborer et mettre en œuvre les politiques efficaces de lutte contre le changement climatique les moins coûteuses. La réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres, qui se tiendra en juin, s'attaquera directement au changement climatique. Elle rassemblera autour de la même table les ministres des grandes économies émergentes et leurs homologues de l'OCDE. C'est uniquement par ce dialogue que nous pourrons faire avancer au niveau mondial l'action concernant le changement climatique, en vue d'un développement économiquement, écologiquement et socialement durable.



Le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, intervenant lors de la session plénière de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est tenue en décembre 2007 à Bali, Indonésie.

L'ouverture des marchés menacée

Comme les travaux de l'OCDE l'ont clairement démontré, le Programme de Doha pour le développement offre la possibilité salutaire d'ouvrir davantage les échanges pour contribuer à la croissance de l'économie mondiale, et améliorer plus particulièrement les perspectives économiques des pays en développement. Mais, malgré plusieurs reports des échéances, les membres de l'OMC n'ont pas pu parvenir à un accord. Parmi tous les défis de dimension mondiale auxquels se trouve confrontée la communauté internationale, s'entendre sur de nouvelles mesures de libéralisation des échanges devrait être le plus facile à relever. La montée actuelle du protectionnisme rend cette action d'autant plus urgente.

Les préoccupations du public concernant les questions de sécurité dans certains pays de l'OCDE ont servi de prétexte à l'adoption de mesures protectionnistes injustifiées dirigées contre certains investissements étrangers. Cette tendance dangereuse et menaçante pourrait anéantir les efforts que nous déployons depuis de nombreuses décennies pour mettre en place un système ouvert d'investissement international. L'OCDE a travaillé sur une « Initiative pour la liberté de l'investissement » dans le but de définir les disciplines et les principes qui permettront aux pays d'accueil de préserver leurs intérêts nationaux légitimes en matière de sécurité, tout en réduisant au minimum les restrictions aux investissements internationaux.

Le sentiment protectionniste s'est exprimé tout dernièrement à l'égard des fonds souverains, qui soulèvent d'importants problèmes quant à leur taille et au contrôle de leur

capital. Certains pays d'accueil potentiels craignent que les décisions d'investissement des fonds souverains puissent davantage obéir à des objectifs politiques qu'à des considérations de profit, en ciblant certains actifs sensibles en termes de sécurité et d'autres actifs « stratégiques ». Cette fois encore, l'OCDE a montré la voie en apportant une réponse pragmatique et rationnelle à un dossier complexe.

L'an dernier, lors d'une réunion à laquelle ont participé les ministres des finances du G7 et les autorités des pays dotés de fonds souverains, l'OCDE a été chargée d'élaborer des lignes directrices et des pratiques exemplaires pour les politiques des pays d'accueil à l'égard des investissements de ces fonds. Nos délibérations ont abouti à un engagement des pays de l'OCDE : ils maintiendront leurs frontières ouvertes pour les investissements de ces fonds, comme pour les autres investisseurs. Les pays d'accueil et les marchés veulent à juste titre avoir l'assurance que les décisions d'investissement des fonds souverains obéiront uniquement à des motivations commerciales et respecteront des normes strictes de transparence et de gouvernance. En vérité, l'OCDE élabore depuis plusieurs décennies des règles et des lignes directrices qui ont pour but de promouvoir la liberté des mouvements de capitaux et un système ouvert d'investissement international, principaux moteurs de la croissance économique. Ces mêmes principes devraient s'appliquer aux investissements des fonds souverains, qui peuvent être bénéfiques pour les pays d'origine comme pour les pays d'accueil.

Les migrations internationales ont, elles aussi, alimenté le protectionnisme. Depuis les années 60, l'immigration nette vers la zone OCDE a triplé, et ce mouvement devrait encore s'accélérer à l'avenir avec les pressions démographiques dues au vieillissement de la population. Il est difficile de gérer les migrations dans des conditions qui profitent aux pays d'immigration comme aux pays d'émigration. Les gouvernements peuvent remédier plus facilement aux préoccupations du public s'ils sont en mesure de recenser et de résoudre les problèmes précis que posent les migrations. Parmi les principaux défis, citons celui d'attirer les immigrants pour répondre aux besoins actuels et futurs du marché du travail et celui d'intégrer les immigrés et leur famille dans nos économies et nos sociétés. Les travaux de l'OCDE et l'expérience qu'elle a acquise en la matière sont considérables, et nous ne cessons d'enrichir cet acquis en nous efforçant constamment d'affiner nos informations et de mieux comprendre les flux migratoires.

Une nouvelle OCDE plus pertinente

L'OCDE connaît actuellement un changement historique. Soucieuse d'être de plus en plus « pertinente » face aux défis de notre époque, elle devient une plaque tournante du dialogue sur les problèmes mondiaux. C'est dans ce cadre que nous partageons nos expériences et nos connaissances pour améliorer nos économies et bâtir une mondialisation plus harmonieuse. L'atout de l'OCDE réside dans sa capacité à aider les gouvernements à résoudre des problèmes complexes en prenant en compte les multiples dimensions qui caractérisent les défis mondiaux d'aujourd'hui.

Les réformes économiques ne se font jamais sans douleur, mais différer ces réformes peut se révéler extrêmement coûteux. Les travaux que l'OCDE consacre à l'économie politique de la réforme sont nouveaux et importants pour l'Organisation, car les gouvernements sont de plus en plus nombreux à nous demander de les aider à concevoir, promouvoir et mettre en œuvre des réformes structurelles capables d'améliorer leur performance économique. C'est comme s'ils allaient plus loin en s'appuyant sur nos conseils. Pour que ces analyses soient les plus profitables, l'OCDE est prête non seulement à apporter des solutions possibles aux grands dossiers, mais aussi à faciliter l'approbation des réformes

et leur mise en œuvre, de concert avec ses pays membres. Améliorer la gouvernance mondiale et la coopération entre les institutions internationales est une autre tâche à mener à bien.

L'Organisation s'emploie également à renforcer ses capacités pour élaborer des réponses concertées aux défis mondiaux en se montrant plus réactive, ouverte et représentative. C'est seulement l'an dernier que les ministres de pays de l'OCDE ont lancé un processus à deux niveaux d'élargissement et d'engagement renforcé avec dix nouveaux pays. Ces économies représentent près de la moitié de la population mondiale, 15 % des exportations mondiales et un PIB total de 5 800 milliards USD. Les discussions d'adhésion avec le Chili, l'Estonie, Israël, la Fédération de Russie et la Slovénie sont déjà bien avancées. Parallèlement, nous renforçons notre coopération avec l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Indonésie en vue d'une éventuelle adhésion, en reconnaissant le poids de ces pays dans l'économie mondiale.

Notre conviction est que nous devons coopérer avec ces pays pour régler tout problème mondial quel qu'il soit. Ainsi, l'OCDE est d'ores et déjà de plus en plus sensible à la diversité et appréhende mieux les multiples voies de la croissance et du développement.

Désormais, l'OCDE entretient des relations avec un plus grand nombre d'acteurs et d'institutions. Grâce à son Partenariat pour la gouvernance démocratique, l'OCDE aide également les pays en développement à renforcer leurs capacités de gouvernance et à fournir à leurs citoyens de meilleurs services publics. Lors du Sommet du G8 à Heiligendamm, il a été demandé à l'OCDE d'être une « plateforme » de dialogue entre les pays du G8 et cinq grandes économies émergentes. Nous avons déjà renforcé le mandat qui nous a été confié depuis longtemps d'assurer la cohérence des politiques de développement.

À la fin de l'année dernière, j'ai eu l'occasion, aux côtés des dirigeants de quatre autres organisations économiques internationales, de rencontrer la Chancelière allemande, Angela Merkel, pour examiner comment apporter des solutions cohérentes aux défis mondiaux les plus urgents. Il est apparu évident que, pour endiguer la vague d'opposition à la mondialisation, les organisations internationales doivent renforcer leur coordination, leur pertinence, leur efficacité et leur légitimité.

À cet égard, je me félicite de notre coopération avec les autres organisations internationales pour les aider à s'acquitter de leurs missions. Ainsi, à l'initiative du Secrétaire général des Nations Unies, l'OCDE a été invitée à rejoindre le Groupe de direction chargé de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement. Ces Objectifs consistent notamment à diminuer de moitié l'extrême pauvreté, à stopper l'épidémie de HIV/SIDA et à assurer un enseignement primaire universel, tout cela d'ici à 2015. Malheureusement, les progrès sont loin d'être satisfaisants.

Bien sûr, nous devons nous efforcer de faire mieux, mais il nous faut aussi prendre le temps de reconnaître ce qui a été accompli jusqu'à présent et ce qui doit encore l'être. C'est en cela que ce *Rapport annuel* est précieux, car il fait la synthèse des nombreux aspects des travaux de l'Organisation. Après avoir passé deux ans à l'OCDE, j'ai la ferme conviction que nous sommes sur la bonne voie, mais j'ai aussi le sentiment que notre tâche vient juste de commencer. ■

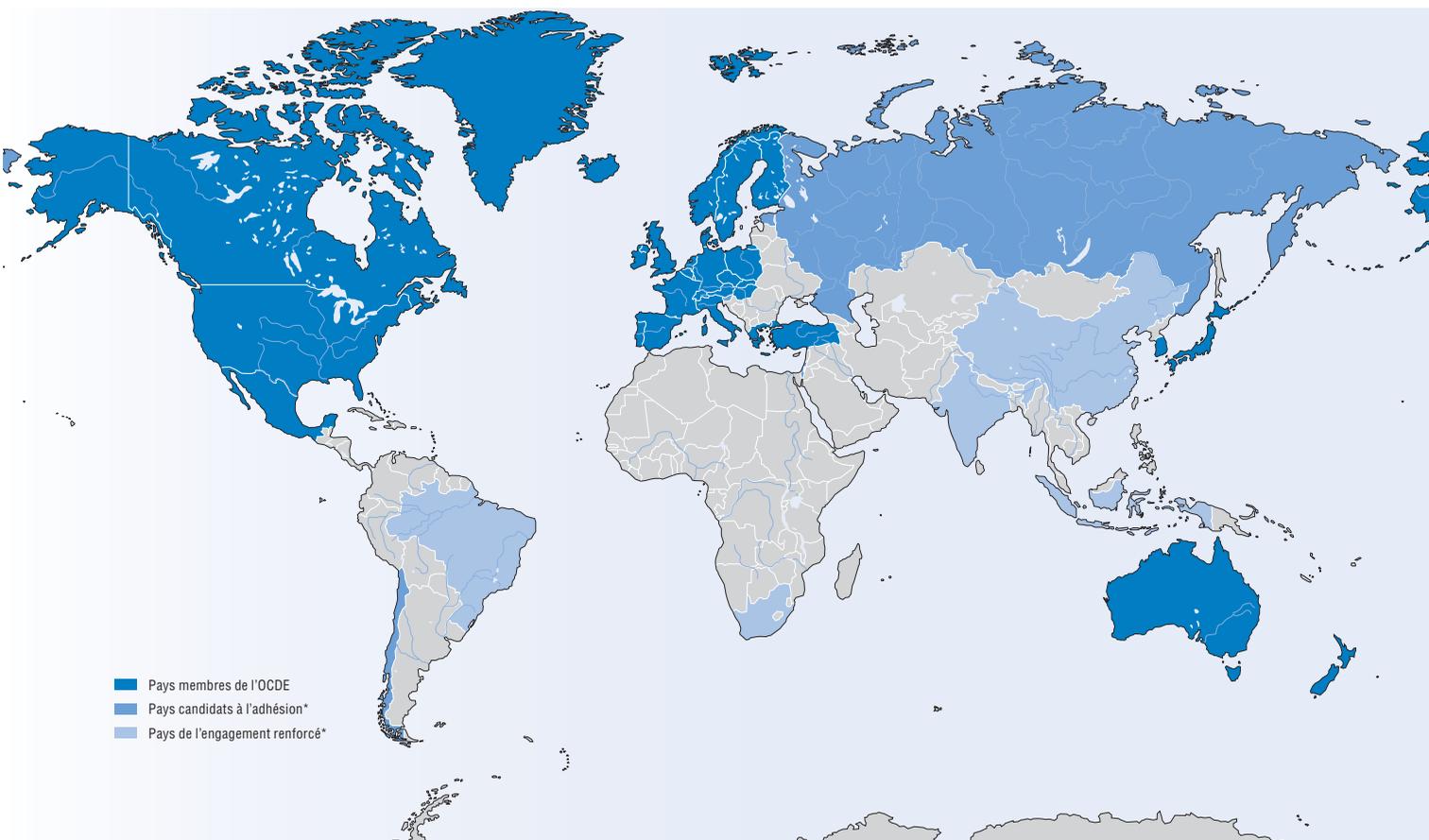


Le Secrétaire général adjoint de l'OCDE, Thelma Askey (*deuxième personne en partant de la gauche*), et le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría (*au centre*), avec les représentants des cinq pays candidats à l'adhésion.

L'OCDE en quelques mots

www.oecd.org/apropos
webmaster@oecd.org

- 78 % du RNB mondial (USD courants)
- 68 % du commerce international
- 18 % de la population mondiale
- 2.9 % de croissance du PIB en 2007
- 94 % de l'aide publique au développement dans le monde
- 49 % des émissions mondiales de CO₂
- 34 % de la production mondiale d'énergie
- 59 % de la consommation mondiale d'électricité



* Voir le chapitre consacré aux Relations mondiales, p. 72.

Qu'est-ce que l'OCDE ?

La création de l'OCDE remonte au Plan Marshall. Aujourd'hui, l'Organisation compte 30 pays membres, tous attachés à la démocratie et à l'économie de marché. Elle offre aux gouvernements un espace de dialogue qui leur permet de confronter leur expérience en matière de politiques, de recenser les bonnes pratiques et de promouvoir des décisions et des recommandations. Dialogue, consensus, examens et pressions par les pairs sont au cœur de l'OCDE.

L'Organisation a pour vocation première d'aider les pouvoirs publics et la société civile à profiter pleinement des avantages de la mondialisation, tout en relevant les défis économiques, sociaux et de gouvernance que celle-ci peut créer. L'OCDE s'efforce avant tout d'appréhender les problématiques nouvelles et de déterminer les mesures efficaces afin d'aider les responsables politiques.

Outre les analyses qu'elle effectue et les conseils qu'elle prodigue dans un large éventail de domaines économiques, l'OCDE est une des sources de données statistiques, économiques et sociales comparables les plus importantes et les plus fiables du monde. Les bases de données de l'OCDE couvrent des domaines aussi divers que les comptes nationaux, les indicateurs économiques, les échanges, l'emploi, les migrations, l'éducation, l'énergie et la santé.

L'OCDE élabore des instruments, des décisions et des recommandations reconnus au niveau international pour promouvoir de nouvelles règles du jeu dans de nombreux domaines comme la lutte contre la corruption dans les transactions commerciales internationales, la politique de l'information et de la communication, la fiscalité et l'environnement. Les non-membres sont invités à adhérer à ces accords et traités.

Favoriser le développement au-delà de ses pays membres est une mission que l'OCDE s'est donnée dès le départ. L'Organisation maintient des relations dynamiques avec les entreprises, les syndicats, la société civile et les parlementaires. Ces parties prenantes tirent profit des travaux de l'OCDE tout en y apportant une précieuse contribution. L'OCDE partage également son expertise et échange ses points de vue avec plus d'une centaine d'autres économies.

En mai 2007, les pays de l'OCDE ont décidé d'inviter le Chili, l'Estonie, Israël, la Russie et la Slovaquie à ouvrir des discussions pour leur adhésion à l'Organisation et ont offert un engagement renforcé à l'Afrique du Sud, au Brésil, à la Chine, à l'Inde et à l'Indonésie, en vue d'une éventuelle adhésion. ■

En bref

Date de création : 1961

Siège : Paris, France

Pays membres : 30 pays

Budget : 342.9 millions EUR (2008)

Agents du Secrétariat : 2 500

Secrétaire général : Angel Gurría

Publications : 250 nouveaux titres/an

Langues officielles : anglais/français

Budget et finances

www.oecd.org/budget-fr
financeservice@oecd.org

Le budget de l'OCDE et le contenu de son programme de travail sont déterminés tous les deux ans par le Conseil de l'OCDE, son organe décisionnel. La planification, la budgétisation et la gestion de l'Organisation sont organisées selon un système fondé sur les résultats. Une fois le processus achevé, ces résultats sont suivis et évalués. Le budget pour 2007 s'est élevé à 341.8 millions EUR et le budget pour 2008 est de 342.9 millions EUR.

Les états financiers de l'OCDE sont établis conformément aux International Public Sector Accounting Standards (IPSAS, normes comptables internationales du secteur public) – l'OCDE a en effet été la première organisation internationale à les adopter – et sont examinées par des auditeurs extérieurs. Le contrôle externe indépendant des comptes et de la gestion financière est assuré par un Collège des commissaires aux comptes. Ce Collège est composé de quatre membres appartenant à des institutions de contrôle des finances publiques de pays membres nommés par le Conseil de l'OCDE. Il certifie les comptes, puis le Conseil avale la gestion du Secrétaire général.

L'ensemble des états relatifs à la situation financière, aux résultats financiers et aux flux de trésorerie sont disponibles sur le site Internet de l'OCDE. ■

Barème de contributions, 2008

| Pays membre | contribution en % | Pays membre | contribution en % |
|-------------|-------------------|---------------------|-------------------|
| Allemagne | 9.515 | Japon | 16.006 |
| Australie | 2.229 | Luxembourg | 0.104 |
| Autriche | 1.010 | Mexique | 2.351 |
| Belgique | 1.265 | Norvège | 1.013 |
| Canada | 3.703 | Nouvelle-Zélande | 0.316 |
| Corée | 2.544 | Pays-Bas | 2.162 |
| Danemark | 0.835 | Pologne | 0.879 |
| Espagne | 3.692 | Portugal | 0.577 |
| États-Unis | 24.975 | République slovaque | 0.143 |
| Finlande | 0.654 | République tchèque | 0.380 |
| France | 6.987 | Royaume-Uni | 7.622 |
| Grèce | 0.792 | Suède | 1.186 |
| Hongrie | 0.288 | Suisse | 1.489 |
| Irlande | 0.549 | Turquie | 0.898 |
| Islande | 0.100 | | |
| Italie | 5.736 | Total | 100.000 |

Événements marquants

(De gauche à droite)

Le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, le Président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, le Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, le Directeur général de l'OIT, Juan Somavía, et le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, lors d'une conférence spéciale organisée par la Chancelière allemande, Angela Merkel, à Berlin en décembre 2007.



Rencontre avec des dirigeants d'organisations internationales

Sommet du G8



(De gauche à droite)

La Chancelière allemande, Angela Merkel, accueille Angel Gurría à la réunion du G8 à Heiligendamm en juin 2007.

Visite au Japon

(De gauche à droite)

Le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, est accueilli par le Premier ministre japonais, Yasuo Fukuda, avant leur réunion à Tokyo en décembre 2007.



Partenariat pour la gouvernance démocratique



(De gauche à droite)

Le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, et la Secrétaire d'État des États-Unis, Condoleezza Rice, à l'occasion du lancement du Partenariat pour la gouvernance démocratique à New York en octobre 2007.

(De gauche à droite)
Le Secrétaire général de l'OCDE,
Angel Gurría, reçoit le titre de
« Mondialiste de l'année » par
le Président du Conseil international
du Canada, Jim Balsillie, à Toronto
en octobre 2007.



Mondialiste de l'année



(De gauche à droite)
Le Président estonien,
Toomas Hendrik Ilves, accueille
le Secrétaire général de l'OCDE,
Angel Gurría, lors d'un
déplacement en Estonie
en février 2008.

Visite en Estonie

(De gauche à droite)
Le Premier ministre israélien,
Ehud Olmert, rencontre le
Secrétaire général de l'OCDE,
Angel Gurría, lors d'une visite
en novembre 2007.



Déplacement en Israël



(De gauche à droite)
La Présidente du Chili,
Michelle Bachelet, accueille
le Secrétaire général de l'OCDE,
Angel Gurría, lors d'un déplacement
au Chili en novembre 2007.

Visite au Chili

Coup de projecteur

La crise des prêts hypothécaires à haut risque et des produits structurés

L'OCDE a porté toute son attention sur l'ensemble plutôt confus des produits titrisés, souvent qualifiés de « structurés » (notamment les obligations adossées à des prêts hypothécaires), principal risque auquel ont été exposés les marchés de capitaux et les économies en 2007. La crise des prêts hypothécaires à haut risque a frappé pendant l'été et a assombri les perspectives pour 2008, en particulier aux États-Unis et en Europe. Les obligations adossées à des dettes titrisées et les établissements qui les ont émises sont au cœur de cette crise. À mesure que les défauts de remboursement d'emprunts hypothécaires se sont multipliés, la valeur de ces titres s'est détériorée. Les investisseurs à court terme et les déposants se sont retirés, laissant les émetteurs aux prises à de graves difficultés : il leur fallait trouver de nouveaux investisseurs ou conserver en compte les titres. Les banques, y compris celles qui n'étaient pas directement touchées, ont cessé de se consentir des prêts vu le climat d'incertitude. En effet, elles ne savaient pas quels établissements pouvaient détenir les titres en baisse et ne connaissaient pas non plus l'ampleur des pertes.

Les banques centrales ont réagi énergiquement à ce défaut de liquidité du marché. Mais la conséquence la plus importante que peut avoir cette crise, notamment pour l'économie réelle, tient aux mécanismes de resserrement du crédit. En résumé, si les banques doivent passer à pertes de mauvaises créances, leurs obligations en matière de fonds propres les empêchent de prêter ou d'accroître leurs bilans tant que leurs fonds propres n'ont pas été reconstitués. Cela prend du temps et, dans l'intervalle, prêter moins signifie que la croissance se ralentit.



Un panneau signalant la saisie d'une maison en Californie en mai 2007.

L'importance du resserrement du crédit est le principal déterminant de l'ampleur des pertes sur les prêts hypothécaires correspondants, c'est-à-dire le montant du prêt qui n'a pas été remboursé moins celui récupéré sur la vente du bien. En octobre, l'OCDE estimait que ces pertes pourraient atteindre 300 milliards USD. C'est énorme quand on sait, par exemple, que les dix plus grandes banques d'investissement disposent d'environ 550 milliards USD de fonds propres de niveau 1 et que les ratios de fonds propres (rapport entre les fonds propres de la banque et ses engagements de crédit pondérés en fonction des risques) doivent être respectés. Depuis octobre, les prix des obligations hypothécaires et des actions ont beaucoup baissé et un sentiment de panique est perceptible. C'est pourquoi l'évaluation des pertes sur la base des prix du marché est moins fiable, car il est de plus en plus difficile de déterminer les prix dans un contexte de crise de liquidité.

Le montant des pertes pourrait être légèrement supérieur à l'estimation initiale de 300 milliards USD, mais sans toutefois atteindre celui qu'impliqueraient les prix de marché. Les principales options à court terme sont les suivantes : (i) baisser les taux d'intérêt et procéder à des opérations de liquidité ; (ii) négocier des prêts ; (iii) mutualiser une partie des pertes grâce à des décotes et des garanties ; (iv) laisser du temps aux banques pour reconstituer leurs fonds propres. Les fonds souverains (voir encadré p. 65) et les fonds spéculatifs, qui ont un excédent de fonds propres, pourraient être prêts à injecter des financements dans les établissements concernés, de sorte que l'ajustement se ferait plus rapidement. Il en serait de même si les États acquéraient des actions. Cette dernière méthode de prise en charge des risques serait peut-être l'une des plus efficaces pour abréger la crise.

On ne sait pas non plus très bien qui, en définitive, « portera le chapeau » : la majeure partie des pertes sera-t-elle assumée par les banques contraintes de réintégrer certains actifs dans leurs bilans ? Les assureurs des opérations obligataires et hypothécaires devront-ils payer une bonne partie de la facture ? Une autre incertitude majeure tient à l'intensité du resserrement du crédit, à sa durée et à l'impact qu'il aura sur la croissance aux États-Unis et dans le reste du monde. Cela dépendra non seulement de l'ampleur finale des pertes sur prêts hypothécaires et du dégonflement de l'endettement qui en découlera, mais aussi d'autres effets induits. Ainsi, les entreprises non financières pourraient être entraînées dans la crise si elles sont contraintes de refinancer leur dette à un coût élevé ou, pire, si elles n'ont plus accès au crédit.

Une fois que la crise immédiate sera endiguée et que les marchés de capitaux retrouveront un fonctionnement plus normal, les responsables politiques devront envisager une structure du système financier qui empêche plus efficacement un endettement et des risques excessifs. L'OCDE et les autres instances internationales devront examiner en particulier les questions suivantes :

- la viabilité des petits établissements spécialisés de prêt hypothécaire et l'avenir, pour les grands établissements, du modèle qui consiste à octroyer le crédit puis à le céder ;
- l'éventuelle nécessité de revoir certains aspects des règles des fonds propres et d'autres réglementations ;
- les modalités de valorisation et les méthodes comptables ;
- les instruments de gestion de la liquidité. ■

Coup de projecteur

L'économie du changement climatique

Le changement climatique aura notamment pour conséquence à long terme un accroissement de l'intensité et de la fréquence des vagues de chaleur, des sécheresses, des tempêtes et des inondations. Ces phénomènes endommageront les grandes infrastructures et les récoltes, et aggraveront les risques qui pèsent sur la santé et la vie humaines. Ils auront par ricochet des répercussions sociales et économiques. Si les coûts de l'immobilisme face au changement climatique sont difficiles à chiffrer avec précision, ils seront probablement élevés. Les estimations s'échelonnent entre moins de 1 % et plus de 10 % de la production mondiale, selon l'éventail des problèmes pris en considération, les modèles utilisés et les méthodes d'évaluation retenues.

Parallèlement, les politiques de lutte contre le changement climatique auront, elles aussi, un coût. L'OCDE s'emploie à aider les pouvoirs publics à recenser et à mettre en œuvre les mesures les moins onéreuses capables de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de limiter les impacts. Ces mesures doivent prendre en compte l'adaptation au changement climatique dans tous les domaines d'action concernés. L'analyse présentée dans l'édition 2008 des *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030* montre que, si l'on emploie les bons instruments, il est possible d'atteindre des objectifs ambitieux à un coût relativement modeste par rapport à la croissance économique prévue et aux coûts de l'inaction.

L'analyse indique que pour remédier au changement climatique avec succès, il faut conjuguer plusieurs moyens d'action dans la plupart des pays, et probablement les doser différemment selon les circonstances. Pour contenir le coût des politiques, les instruments économiques – comme les taxes sur le carbone et les systèmes d'échanges de permis d'émission – devraient occuper une place prépondérante. Ces instruments permettraient de fixer aux émissions de gaz à effet de serre un « prix » identique quels que soient le secteur, le gaz ou le pays. Cela minimiserait le coût total, permettrait de mener l'action d'atténuation là où elle est la plus efficace, et encouragerait l'innovation technologique. Relier les systèmes existants d'échanges de permis d'émission, renforcer et étendre le mécanisme pour un développement propre (MDP) pourraient faciliter l'essor d'un marché mondial du carbone.

Cependant, les instruments économiques doivent s'accompagner d'autres mesures comme les réglementations, les normes, le soutien en faveur de la R&D dans les technologies



(De gauche à droite)
Des agents de l'OCDE et de l'AIE (Rick Bradley, Jan Corfee-Morlot, Kanako Tanaka et Shardul Agrawala, avec *(absents de la photo)* Fatih Birol et Ralph Sims) partagent le prix Nobel de la paix qui récompense conjointement le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIECC) des Nations Unies et l'ancien Vice-président des États-Unis, Al Gore, en octobre 2007, pour leurs travaux sur le changement climatique.

respectueuses du climat, l'information (étiquettes-énergie pour les véhicules, par exemple) et les approches volontaires. À l'échelle internationale, des approches sectorielles pourraient être envisagées pour remédier aux conséquences éventuelles de la politique climatique ou des fuites de carbone sur la compétitivité, mais aussi pour mobiliser sans tarder certains des grands pays en développement. Des mécanismes de partage de la charge seront essentiels pour encourager les pays à bas revenu à réduire sensiblement leurs émissions.

Pour faire face au changement climatique à l'échelle mondiale de manière efficace par rapport au coût, il faut également recourir à l'innovation technologique et favoriser l'adoption des technologies respectueuses du climat déjà existantes. Les mesures qui permettent de fixer un prix aux émissions de gaz à effet de serre encouragent fortement l'éco-innovation en faisant baisser le coût des technologies qui limitent les émissions de carbone. Les subventions accordées aux entreprises pour développer les nouvelles technologies et les aides consenties aux consommateurs les incitant à acheter des biens et des services respectueux du climat (comme les tarifs de reprise de l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables) sont plus faciles à faire passer politiquement, mais elles risquent de pérenniser des technologies ou des pratiques susceptibles de se révéler ultérieurement inefficaces. Ainsi, plusieurs pays ont récemment pris des dispositions pour encourager le développement et l'utilisation des biocarburants de première génération, jugés initialement prometteurs, fermant ainsi la porte à d'autres technologies. Pourtant, on s'interroge aujourd'hui sur l'efficacité économique, l'impact sur les prix alimentaires et les performances environnementales de ce type de biocarburants. En tout état de cause, subventionner les « bonnes » solutions coûte toujours plus cher au contribuable que facturer les « mauvaises ».

Les pays en développement sont de loin beaucoup plus vulnérables aux impacts du changement climatique, notamment parce qu'ils sont davantage tributaires des secteurs d'exploitation des ressources naturelles et manquent souvent d'infrastructures, de ressources financières et de capacités nécessaires pour s'adapter au phénomène. Selon une récente étude de l'OCDE consacrée à la vulnérabilité des grandes villes portuaires, les populations exposées à des inondations côtières en raison du changement climatique pourraient tripler d'ici à 2070. Aujourd'hui déjà, neuf des dix villes portuaires les plus vulnérables (selon le nombre d'habitants exposés) se situent dans des pays en développement. Mumbai, par exemple, arrive en tête de ce classement. Si certaines villes des pays de l'OCDE sont aussi exposées à ce risque, elles se trouvent en meilleure position pour anticiper les éventuelles menaces et procéder en temps voulu aux investissements nécessaires pour les réduire.

Consciente des difficultés auxquelles sont confrontés les pays en développement, l'OCDE étudie les solutions qui leur permettraient de s'adapter au mieux aux conséquences du changement climatique devenues inévitables du fait qu'elles sont imputables aux émissions passées. D'après ses analyses, une part importante de l'aide publique au développement accordée par les pays de l'OCDE est potentiellement concernée par le risque climatique. Par l'intermédiaire de son Comité d'aide au développement (CAD), l'Organisation s'efforce de donner des orientations pour intégrer au mieux l'adaptation aux transformations du climat dans les activités de coopération pour le développement, pour que le changement climatique ne contrarie pas les efforts d'aide au développement.

Les ministres de l'économie et des finances des pays de l'OCDE ont pris acte sans ambiguïté des dimensions économiques importantes de l'enjeu du changement climatique et ont inscrit ce dossier à l'ordre du jour de leur réunion annuelle, en juin 2008. Leurs réflexions porteront sur la panoplie d'instruments qui peut être utilisée pour réduire les émissions de gaz à effet de serre au moindre coût, ainsi que sur les incitations qui encourageraient les grandes économies à participer à une politique climatique ambitieuse. Globalement, les travaux visent à aider les pays à asseoir l'action climatique post-2012 sur des fondations économiques solides. ■

PRINCIPALES
ACTIVITÉS



— Croissance économique, stabilité et innovation

Croissance économique

www.oecd.org/economie
eco.contact@oecd.org

Évolution récente

L'expansion économique mondiale, qui jusqu'à l'année dernière n'avait jamais été aussi longue et robuste depuis des décennies, a quelque peu perdu de sa vigueur fin 2007, confrontée à plusieurs vents contraires. Parmi les éléments perturbateurs, citons le retournement du cycle du logement dans plusieurs pays, les turbulences des marchés des capitaux (qui se sont manifestées sur le marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis, et qui depuis se sont largement propagées), et la flambée des prix des matières premières. La difficulté qui en résulte pour les responsables politiques est accrue du fait des taux d'inflation relativement élevés qu'enregistrent les économies des pays de l'OCDE.

Résurgence des tensions inflationnistes

Les tensions inflationnistes se sont accentuées en 2007 dans de nombreux pays de l'OCDE et au-delà. L'envolée des prix de l'énergie et d'autres matières premières, stimulée par la demande des économies dynamiques de la Chine et de l'Inde, en est la cause la plus flagrante. Quant à la hausse des prix alimentaires, elle résulte de mauvaises récoltes céréalières et de l'utilisation accrue des biocarburants.



(De gauche à droite)
Le Secrétaire général de l'OCDE,
Angel Gurría, avec le Président de
la Commission pour la libération de
la croissance française, Jacques Attali,
lors de son exposé en novembre 2007.

Deux géants en puissance : l'Inde suit la Chine



Des visiteurs devant un stand de téléphones portables lors du salon « Mobileasia 2008 » organisé sur quatre jours à New Delhi en mars 2008. Le marché indien de téléphonie mobile est celui qui connaît la plus forte croissance mondiale.

Avec sa forte population – qui représente environ un sixième de la population mondiale – et la croissance économique rapide qu'elle connaît depuis 20 ans, l'Inde figure aujourd'hui parmi les principales économies mondiales. En 2007, la croissance indienne a été l'une des plus rapides au monde, son PIB réel progressant de près de 9 %.

La forte performance économique de l'Inde, qui s'améliore encore, résulte largement des réformes axées sur le marché et mises en œuvre depuis deux décennies. Son ouverture à l'économie mondiale s'est révélée déterminante : la part combinée en valeur des importations et des exportations de l'Inde dans le PIB est passée de 13 % en 1985 à 49 % en 2006.

En dépit de cet effort d'ouverture, la part de marché des exportations indiennes dans les exportations mondiales de biens et de services ne représente encore qu'un sixième de celle de la Chine. Toutefois, en pourcentage du PIB, les exportations ont presque doublé durant la dernière décennie. L'Inde reproduit ainsi la trajectoire chinoise avec dix ans d'écart, ce qui semble correspondre au décalage entre les deux pays dans la mise en œuvre des grandes réformes structurelles.

Depuis quelques années, l'Inde diversifie ses relations commerciales. Les États-Unis demeurent son premier partenaire commercial, puisqu'ils comptent pour 10 % environ des exportations et des importations indiennes, même si la tendance est en recul. La part des échanges de l'Inde avec la Chine a presque triplé depuis 2000, et cette dernière est devenue son deuxième partenaire commercial. Quant aux échanges avec les autres pays d'Asie, ils augmentent rapidement : en 2006, les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et d'autres pays asiatiques comptaient pour plus de la moitié des exportations indiennes et pour 35 % de ses importations.

L'investissement direct étranger (IDE) à destination de l'Inde connaît dernièrement une croissance rapide. Par contraste, l'IDE en pourcentage du PIB a quelque peu ralenti en Chine. En 2006, l'IDE représentait respectivement 2.0 % et 2.3 % des PIB indien et chinois. Enfin, l'investissement vers l'étranger progresse également, puisque des entreprises indiennes rachètent des entreprises européennes et américaines.

LE SAVIEZ-VOUS ?

La part des exportations dans le PIB indien a presque triplé ces 20 dernières années.

LE SAVIEZ-VOUS ?

La Chine deviendra bientôt le premier consommateur mondial d'énergie, devançant les États-Unis.

Cette reprise de l'inflation est aussi liée à une réduction des marges de manœuvre consécutive au ralentissement des marchés des produits et du travail après une longue période de croissance robuste. Suite à la crise financière, les banques centrales ont soit injecté des liquidités et assoupli leur politique monétaire, soit ont décidé de maintenir leurs taux directeurs. Elles se trouvent néanmoins face à de délicats arbitrages entre le risque en amont d'une instabilité des prix et le risque en aval d'un ralentissement de l'activité, qui pourrait à terme nuire à la stabilité financière.

Savoir utiliser les recettes exceptionnelles avec discernement

Sur le front budgétaire, les recettes ont été généralement importantes ces dernières années. Elles proviennent dans une large mesure, et avec un léger décalage, des bénéfices des sociétés élevés, de la hausse des prix des actifs et de la progression soutenue des hauts revenus. Ces facteurs sont toutefois appelés à s'atténuer. Dans certains pays, comme l'Allemagne et les États-Unis, ces recettes exceptionnelles ont permis une consolidation plus rapide que ce qui était prévu au budget. Mais dans d'autres, elles ont servi à accroître les dépenses ou à réduire les impôts, et des efforts sont encore à faire pour retrouver une marge de manœuvre budgétaire. Face au vieillissement rapide de la population, en particulier, les réformes des régimes de pensions et des systèmes de soins de santé deviennent urgentes dans la plupart des pays.

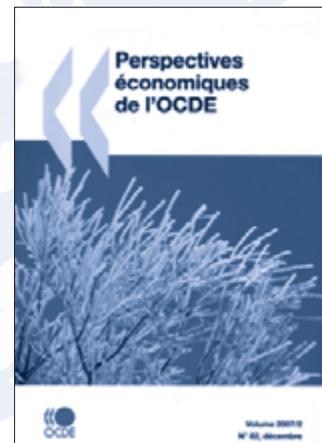
Des réformes à l'appui de la croissance et de l'innovation

Il est également nécessaire de poursuivre les réformes structurelles dans plusieurs autres domaines pour pérenniser la croissance. Les analyses et recommandations de l'OCDE, relayées notamment dans le rapport annuel *Objectif croissance* et les *Études économiques*, ont récemment appelé, entre autres, combien il importe de poursuivre la réforme des marchés du travail, des produits et des capitaux, et celle de l'éducation.

L'innovation est l'un des moyens par lequel les réformes dans ces domaines peuvent stimuler durablement la croissance. Sur ce front, la performance des pays de l'OCDE est contrastée. Ainsi, forte de l'expertise qu'elle a su acquérir en la matière, l'Organisation travaille actuellement à l'élaboration d'une vaste Stratégie pour l'innovation. Le changement climatique est une autre dimension essentielle de la croissance durable. L'OCDE collabore étroitement avec l'Agence internationale de l'énergie pour cerner les meilleurs moyens d'encourager les pays membres et non membres à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et autres polluants, ou à en atténuer les effets.

Si la nécessité de réformer est souvent largement admise, le passage à l'acte pose davantage de problèmes. Les objectifs politiques poursuivis sont parfois contradictoires, surtout lorsque des objectifs sociaux semblent aller à l'encontre des priorités économiques. Autre obstacle, le coût à court terme de la réforme se porte fréquemment et de façon très visible sur des groupes bien identifiés, tandis que les avantages, bien que plus importants, ne se font sentir que plus tard et de façon plus diffuse. Un effort de transparence est donc souhaitable, permettant aux diverses parties prenantes de mieux appréhender les coûts et les avantages de la réforme, ainsi que le prix de l'inaction.

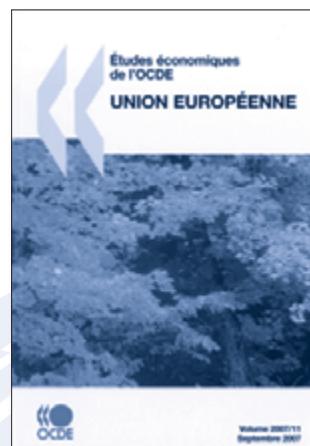
Les travaux de l'OCDE sur l'économie politique de la réforme ont également montré que la santé des finances publiques facilite les réformes structurelles. À l'heure actuelle, l'Organisation dans son ensemble se mobilise pour recenser les meilleures stratégies de réforme, notamment par l'analyse approfondie de diverses expériences réussies ou aux résultats plus contrastés.



Cette publication semestrielle analyse les grandes tendances dans les pays membres. Les évolutions dans les principaux pays non membres sont également évaluées.

Concurrence

Il n'y a pas si longtemps, les gouvernements ne pouvaient s'appuyer sur aucun ensemble d'orientations leur permettant d'évaluer l'impact de leur réglementation sur le marché. Pour combler cette lacune, l'OCDE a entrepris d'élaborer une méthodologie à l'intention des responsables politiques. Cette méthodologie leur permettra de recenser les restrictions qui pèsent inutilement sur les activités du marché et proposera d'autres mesures, moins restrictives, néanmoins capables d'atteindre les objectifs poursuivis. Les travaux de l'OCDE ont abouti à l'élaboration d'un Manuel pour l'évaluation de la concurrence, un guide pratique et complet destiné aux pouvoirs publics et aux autorités de la concurrence. Plusieurs pays utilisent déjà cette méthode, comme l'Australie, la Corée, le Mexique et le Royaume-Uni. Les retours d'expérience qu'ils pourront donner permettront de la faire évoluer en fonction des besoins et des attentes de ses utilisateurs. ■



Cette étude examine les défis économiques européens, notamment la croissance du marché national.

Vous souhaitez en savoir plus ?

Principales activités

Analyse comparative des politiques structurelles nationales et conseils :

www.oecd.org/economie/objectifcroissance2008

Concurrence : www.oecd.org/concurrence

Études économiques par pays : www.oecd.org/eco/etudes

Surveillance macroéconomique multilatérale :

www.oecd.org/perspectiveseconomiques

Principales publications

Études économiques (pays membres et certains pays non membres)

Objectif croissance

Perspectives économiques

Revue de l'OCDE sur le droit et la politique de la concurrence

Revue économique

Principales manifestations

Forum sur la concurrence en Amérique latine, Puebla, Mexique, septembre 2007

Lancement de la première *Étude économique de l'Inde*, New Delhi, septembre 2007

Conférence conjointe avec le Fonds monétaire international sur les réformes structurelles en Europe, Siège de l'OCDE, mars 2008

Science, technologie et innovation

www.oecd.org/science-fr
sti.contact@oecd.org

Évolution récente

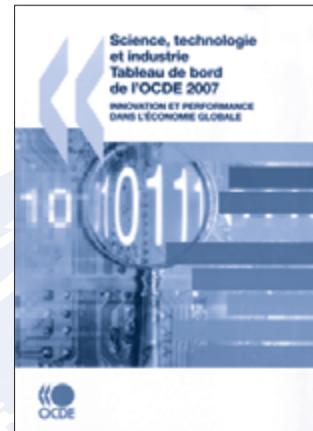
Les gouvernements des pays de l'OCDE sont de plus en plus nombreux à accorder aux entreprises des exonérations fiscales pour encourager l'innovation, tout en réduisant leurs dépenses directes de recherche et développement (R&D) en entreprise. Ces gouvernements encouragent également les organismes publics de recherche à commercialiser leurs inventions. En 2006, deux tiers des 30 pays membres de l'OCDE proposaient des aides fiscales aux entreprises contre seulement 12 en 1995, et pour la plupart ces aides ont eu tendance à devenir plus généreuses au fil des ans.

En 2006, 7 % en moyenne de la R&D des entreprises ont été financés par des aides publiques directes contre 11 % en 1995.

Les économies émergentes, comme le Brésil, l'Inde, Singapour et l'Afrique du Sud, offrent également un environnement fiscal généreux et compétitif aux entreprises qui investissent en R&D.

La mondialisation et le progrès technologique influent de plus en plus sur la façon dont les entreprises opèrent, rivalisent et innovent. La concurrence est mondiale, le savoir se diffuse plus largement, les investissements en R&D augmentent et les cycles de vie des produits diminuent. De plus, de grandes économies émergentes comme la Chine et l'Inde, se sont intégrées dans l'économie mondiale. Pour faire face à ces nouveaux enjeux, les entreprises des pays de l'OCDE adoptent de nouvelles approches en matière de processus d'innovation, de modèles d'organisation, de financement et de prise de décisions.

Les indicateurs de l'internationalisation sont à la hausse. Les échanges de biens et surtout de services ont sensiblement augmenté depuis le début des années 90. L'investissement direct étranger a également progressé de façon régulière. Dans le secteur manufacturier, les entreprises sous contrôle étranger assurent à peine 3 % du chiffre d'affaire total au



Le Président et fondateur de l'association « Un ordinateur portable par enfant », le Professeur Nicholas Negroponte, (à gauche) présente l'ordinateur à 100 USD au Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, en mai 2007.

L'innovation en constante évolution



Une pompe à essence robotisée avant le remplissage du réservoir d'une voiture à Emmeloord, dans le centre des Pays-Bas.

On peut voir apparaître aujourd'hui un modèle d'innovation plus ouvert. Celui-ci est fondé sur l'accès à des connaissances produites hors des frontières traditionnelles des secteurs public et privé. La recherche et développement devient plus mobile au plan international, les relations entre l'industrie et la science se mondialisent et de nouveaux acteurs mondiaux apparaissent, obligeant ainsi les économies de l'OCDE à rester compétitives. De nouveaux modèles pour le partage des droits de propriété intellectuelle – comme les pools de brevets et d'autres mécanismes de collaboration – de même que de nouvelles alliances stratégiques fondées sur la technologie apparaissent à une échelle sans précédent. L'innovation non technologique ne s'est jamais révélée aussi importante, notamment dans les services. Par ailleurs, l'innovation se « démocratise » de sorte que les utilisateurs de biens et de services – les entreprises comme les consommateurs individuels – contribuent de plus en plus à l'innovation.

Internet et le calcul numérique intensif offrent des possibilités majeures pour une telle démocratisation, notamment à travers de nouvelles formes de réseaux de recherche, d'activité économique et de socialisation ou encore de création de contenu. Ces tendances favorisent un environnement économique fondé sur la technologie dans lequel de nouvelles activités productives émergent et les frontières établies entre les entreprises se déplacent. La connectivité et les réseaux encouragent le développement rapide de la biotechnologie et de la nanotechnologie, ainsi que leur convergence avec les technologies de l'information. Ainsi, la numérisation de l'information et du contenu accroît la productivité dans la mise au point de médicaments, elle aide à la découverte de nouveaux médicaments et elle a même favorisé l'apparition de nouveaux « marchés du savoir ».

Ces évolutions contraignent les responsables politiques à se préoccuper davantage de la façon dont ils comprennent l'innovation et dont leurs politiques peuvent la façonner. L'OCDE est au premier rang dans les efforts pour rassembler des faits et des éléments nouveaux dans ce domaine, et elle aidera les gouvernements à répondre par le biais de nouvelles approches capables de promouvoir l'innovation.

LE SAVIEZ-VOUS ?

En 2005, la Chine a réalisé plus de 12 % des dépenses mondiales totales en R&D.

Japon, contre pas moins de 75 % en Irlande. Elles assurent une part plus faible de l'emploi, car elles se caractérisent par une plus forte intensité capitaliste que les entreprises nationales, mais aussi une part plus importante des exportations, car elles sont en général davantage tournées vers le marché international que les entreprises locales.

En 2007, l'intérêt que portent les décideurs aux questions liées à la science, la technologie et l'innovation s'est accentué par rapport aux années précédentes. En mai, les ministres de l'OCDE ont approuvé l'élaboration d'une Stratégie pour l'innovation. Le mois suivant, lors de son Sommet à Heiligendamm, le G8 a appelé l'OCDE à renforcer la priorité qu'elle donne à la coopération scientifique internationale et à appuyer un nouveau dialogue international sur l'innovation.

Promouvoir l'innovation

Le paysage de la science et de l'innovation évolue. De grands pays non membres comme la Chine et l'Inde sont devenus des plateformes majeures de découverte scientifique et d'innovation. La façon dont les entreprises innovent évolue également en permanence (voir encadré p. 26) et des travaux sont en cours pour examiner comment adapter les politiques. Des domaines technologiques spécifiques comme Internet, la biotechnologie et la nanotechnologie, progressent également à grands pas. Pour suivre ces changements, l'OCDE doit constamment affiner ses analyses dans ces domaines. Un nouveau groupe de travail de l'OCDE a été créé en 2007 pour aider à promouvoir le développement responsable de la nanotechnologie.

L'OCDE dispense également des conseils sur l'innovation, adaptés aux différents pays. Des Examens de l'OCDE des politiques d'innovation ont d'ores-et-déjà été achevés pour la Suisse, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud et le Chili, et d'autres sont en cours pour plusieurs pays, notamment la Chine.

La Stratégie pour l'innovation

La Stratégie pour l'innovation de l'OCDE a pour but d'élaborer une approche pluridisciplinaire efficace afin de répondre aux besoins des pays qui souhaitent concevoir des politiques plus globales, plus cohérentes et plus actuelles. Ces politiques seront capables de promouvoir et d'évaluer l'innovation en tant que moteur de la croissance et de la productivité, de l'équité et du développement. La Stratégie proposera également des approches pour tirer parti de l'innovation et répondre ainsi à des enjeux mondiaux, notamment le changement climatique, la santé et l'énergie.

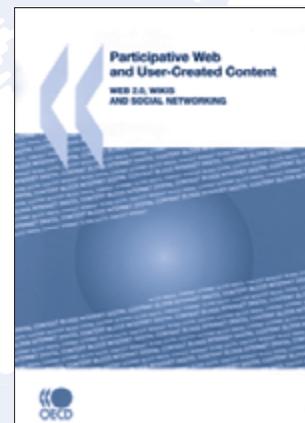
La Stratégie pour l'innovation de l'OCDE devrait déboucher sur un ensemble de principes interministériels généraux pour promouvoir l'innovation, ainsi que sur des conseils adaptés aux différents pays et de nouvelles données pour la conception des politiques. Elle est élaborée en consultation avec les gouvernements, le secteur privé, les milieux universitaires, les syndicats, les organisations internationales et la société civile.

Tracer l'avenir de l'économie Internet

Désormais, un monde sans Internet, comme un monde sans téléphone, est devenu inimaginable. Est-il possible de démultiplier les retombées de cette technologie extraordinaire tout en répondant aux enjeux les plus épineux qui sont apparus ? L'OCDE continue de montrer la voie pour répondre à des questions clés, à savoir : comment les réseaux peuvent rendre possibles l'activité économique et sociale et l'innovation, comment protéger et rendre autonome les utilisateurs et les consommateurs en ligne, ou comment s'adapter à un nouvel environnement dans lequel convergent les plateformes pour la voix, la vidéo et les données.

LE SAVIEZ-VOUS ?

De 1995 à 2005, la proportion de publications scientifiques associant des co-auteurs internationaux a triplé pour atteindre 21 %.



De plus en plus de personnes conçoivent, diffusent et exploitent les contenus créés par l'utilisateur. Cette étude décrit leur rôle croissant dans la communication à l'échelle mondiale et examine les répercussions politiques.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Sur l'année précédant octobre 2007, le tarif moyen d'accès au haut débit avait chuté de 18 % alors que la bande passante avait augmenté de 28 %.

En 2007, l'OCDE a achevé des études sur le futur de l'économie Internet et le contenu créé par l'utilisateur, tout en rassemblant des données actualisées sur les évolutions en cours concernant l'accès au haut débit et son utilisation. L'OCDE a également adopté une Recommandation sur l'authentification électronique. L'avenir de l'économie Internet sera bientôt le thème d'une réunion ministérielle de l'OCDE qui se tiendra à Séoul en juin.

Protéger les consommateurs en ligne

L'OCDE étudie les moyens de protéger au mieux les consommateurs contre les pratiques commerciales déloyales et les produits dangereux. Une grande partie des travaux en cours de l'Organisation porte sur les possibilités et les enjeux associés à l'innovation dans les technologies de l'information et des communications (TIC) et la croissance du commerce électronique qui en résulte. L'un des soucis majeurs est d'assurer la sécurité et la confiance en ligne.

Sciences du vivant : transformer l'innovation

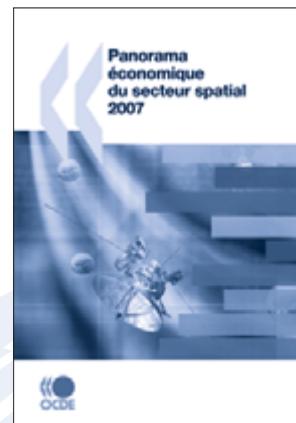
L'innovation dans les sciences du vivant doit être considérée comme un cercle vertueux caractérisé par des interactions et des retours d'informations permanents. Cet équilibre de facteurs antagonistes – voulus ou non – au sein du système d'innovation modulent l'efficacité et l'efficacité de ce cercle. L'un des exemples les plus stimulants – et l'un des plus difficiles à élucider – est la façon dont l'information génétique humaine est utilisée pour susciter l'innovation et obtenir plus efficacement de meilleurs résultats en matière de santé. Dans ce seul domaine, l'OCDE a produit un ensemble significatif de textes internationaux non contraignants et elle continue de réaliser des analyses à caractère prospectif.

Les travaux de l'OCDE sur les sciences du vivant sont de plus en plus concentrés sur l'efficacité dans l'innovation ainsi que sur les produits issus de l'innovation. Ainsi, de nouvelles approches pour la création de réseaux de recherche contribuent à l'efficacité de l'innovation en amont. Ces approches pourraient avoir un impact considérable sur la mise au point de nouveaux médicaments ainsi que sur les biotraitements éco-efficaces (et donc les bioproduits) grâce à la biotechnologie industrielle.

Le projet de l'OCDE « La bioéconomie à l'horizon 2030 » s'appuie sur des scénarios à long terme pour explorer la façon dont les évolutions liées à la biotechnologie dans les domaines de la santé, de l'agriculture et de l'industrie sont susceptibles de modifier les économies et les sociétés. Le projet examine en particulier les modifications à apporter aux cadres d'action pour tirer pleinement parti des retombées de la bioéconomie dans les décennies à venir.

Renforcer les réseaux mondiaux en matière de politique scientifique

L'OCDE, par le biais de son Forum mondial de la science (FMS), se concentre sur des domaines nécessitant une coopération internationale à long terme entre organismes publics de recherche. En 2007, le FMS a parrainé une rencontre intergouvernementale sur les pratiques exemplaires pour lutter contre les comportements répréhensibles dans la recherche. Il soutient également l'élaboration d'une carte mondiale des risques sismiques fondée sur une méthodologie standardisée afin d'évaluer les risques pour les personnes et les biens. Une nouvelle activité du FMS est consacrée à la coopération internationale sur la planification stratégique à long terme des grandes infrastructures de recherche (par exemple accélérateurs, sources neutroniques, télescopes, navires de recherche, superordinateurs).



Cette publication présente un ensemble d'indicateurs du développement des différents réseaux de communications et compare les indicateurs de performance dans la zone OCDE.

Anticiper les besoins en matière de politique scientifique

De nombreux aspects de la vie quotidienne à la surface de la Terre – notamment les télécommunications, les distributeurs de billets, la météorologie, le contrôle de la circulation aérienne, le routage des transports, la gestion des catastrophes et même les marchés boursiers – sont de plus en plus tributaires des satellites d’observation de la Terre et de navigation. Toutefois le secteur spatial souffre d’un manque de statistiques et de données fiables. En 2007, par le biais de son Programme sur l’avenir, l’OCDE a commencé à combler cette lacune en publiant des indicateurs comparables au plan international sur l’industrie spatiale, ses activités en aval, et ses impacts socio-économiques plus larges, notamment sur l’emploi, la R&D et les retombées en matière de haute technologie. ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

En part de PIB, le budget spatial de l’Inde n’est devancé que par celui des États-Unis.

Vous souhaitez en savoir plus ?

Principales activités

- Biotechnologie : www.oecd.org/sti/biotechnologie
- Économie de l’information : www.oecd.org/sti/economieinfo
- Forum mondial de la science : www.oecd.org/sti/fms
- Indicateurs de la science, de la technologie et de l’innovation : www.oecd.org/sti/mesurer-scitech
- Nanotechnologie : www.oecd.org/sti/nanotechnologie
- Politique de la science et de la technologie : www.oecd.org/sti/politiques
- Politiques de l’information, de l’informatique et des communications : www.oecd.org/sti/tic
- Politique de l’innovation et de la technologie : www.oecd.org/sti/innovation-fr
- Programme de l’OCDE sur l’avenir : www.oecd.org/prospective

Principales manifestations

- Forum à haut niveau de l’OCDE intitulé « Médicaments contre les maladies infectieuses négligées et émergentes : en améliorer la disponibilité par des politiques cohérentes », Noordwijk-aan-Zee, Pays-Bas, juin 2007
- Atelier sur les indicateurs de l’innovation à des fins d’élaboration des politiques et d’évaluation d’impact, Siège de l’OCDE, juin 2007
- Conférence OCDE-MOST et Symposium d’entreprise sur le système d’innovation de la Chine, Pékin, août 2007
- Réunion ministérielle sur le futur de l’économie Internet, Séoul, juin 2008

Principales publications

- Examens de l’OCDE des politiques d’innovation*
- Integrating Science & Technology into Development Policies: An International Perspective* (en anglais)
- Panorama économique du secteur spatial*
- Participative Web and User-Created Content: Web 2.0, Wikis and Social Networking* (en anglais)
- Perspectives des communications de l’OCDE 2007*
- Perspectives des technologies de l’information de l’OCDE 2008* (à paraître)
- Principaux indicateurs de la science et de la technologie*
- Science, Technology and Innovation Indicators in a Changing World – Responding to Policy Needs* (en anglais)
- Science, technologie et industrie : perspectives de l’OCDE 2008* (à paraître)
- Science, technologie et industrie : tableau de bord de l’OCDE 2007*

Industrie et entrepreneuriat

Évolution récente

www.oecd.org/sti/politiquesindustrielles
www.oecd.org/cfe-fr
sti.contact@oecd.org
cfe.contact@oecd.org

Au cours des dix dernières années, l'innovation s'est mondialisée de façon croissante, et cette tendance devrait se poursuivre. Entre 1995 et 2005, le nombre de publications scientifiques cosignées par des auteurs issus de pays différents a triplé. Entre les périodes 1991-1993 et 2001-2003, la coopération transnationale en matière d'inventions, exprimée en part du nombre total d'inventions à l'échelle mondiale, a pratiquement doublé.

Dans tous les pays de l'OCDE, la concentration géographique de l'innovation est plus forte que celle de la population du fait de l'existence de pôles locaux et du dynamisme des économies régionales. La Californie et Tokyo sont, de loin, les régions les plus inventives dans le domaine des TIC et des biotechnologies tandis qu'en Europe, plusieurs régions affichent des performances relativement similaires.



LE SAVIEZ-VOUS ?

Les pôles locaux peuvent créer un environnement très favorable à la création d'entreprises, aux investissements de l'étranger et à la croissance des entreprises.

Dans la plupart des pays de l'OCDE, l'utilisation d'Internet est aujourd'hui une pratique courante dans l'industrie. Ainsi, 90 % des entreprises employant dix salariés ou plus ont accès à Internet et la moitié possède leur propre site web.

Tandis que les chaînes de valeur se mondialisent de plus en plus, le poids des actifs intellectuels dans l'investissement et la création de valeur monte en flèche. En conséquence, les responsables politiques s'efforcent de repenser la politique industrielle. Pour les y aider, l'OCDE fournit des évaluations de l'innovation et de la mondialisation, notamment sous forme d'indicateurs plus précis au niveau de l'entreprise, et de nouveaux outils d'analyse. Ils leur permettront de comprendre les questions de compétitivité ou les problèmes qui requièrent une action collective (comme le problème croissant de la contrefaçon et des produits piratés).

L'OCDE produit actuellement des estimations des actifs intellectuels accumulés au niveau des comptes nationaux, et examine leurs impacts à l'échelon des régions, des pôles et des entreprises. En complément, d'autres travaux en cours examinent comment les logiciels peuvent encourager les innovations structurelles dans l'ensemble de l'économie. L'OCDE étudie aussi les impacts sectoriels de la recherche et développement (R&D), de l'innovation, de l'environnement des marchés et de la mondialisation.

Étant donné le rythme rapide de la mondialisation aujourd'hui, les économies doivent être en mesure d'évoluer dans la chaîne de valeur pour demeurer compétitives. Le rapport de l'OCDE intitulé *Comment rester compétitif dans l'économie mondiale – Progresser dans la chaîne de valeur* met en perspective de façon objective les coûts et les avantages de la mondialisation à cet égard (voir encadré ci-dessous). Parues en 2007, des études connexes

LE SAVIEZ-VOUS ?

La valeur des produits contrefaits et piratés qui ont fait l'objet d'échanges internationaux en 2005 pourrait avoir atteint 200 milliards USD.

Rester compétitif dans l'économie mondiale

Les chaînes de valeur mondiales modifient radicalement la manière de produire des biens et des services. Les innovations et les concepts naissent souvent dans un pays, tandis que les pièces sont fabriquées ou assemblées dans d'autres, le produit pouvant finalement être vendu partout dans le monde. La mondialisation de la production rejaillit sur les structures industrielles des pays membres de l'OCDE et, dans certains secteurs, elle a érodé leur compétitivité. Elle a aussi pour autre conséquence majeure d'exacerber la crainte de pertes d'emplois liées à l'externalisation et à la délocalisation, et ce, de plus en plus, dans les métiers hautement qualifiés et hors activités manufacturières. L'intégration rapide de la Chine et de l'Inde, dotées d'une abondante population instruite, vient encore renforcer ces peurs.

Face à ces doutes, l'OCDE met en avant des politiques qui concourent à hisser les économies à un niveau plus élevé dans la chaîne de valeur, où prévalent les activités manufacturières exigeant des technologies plus pointues et les services à forte intensité de savoir. Cela nécessite des mesures en matière d'innovation qui rehaussent le contenu intellectuel et technologique de la production. Il faut en outre accroître la main-d'œuvre très qualifiée ou modifier l'éventail des compétences, et réduire les obstacles à la mobilité géographique de ces compétences.



sur les délocalisations contribuent à préciser la portée du phénomène, notamment dans le secteur des services aux entreprises. Ces publications mettent en garde contre les conclusions hâtives au sujet de l'importance des répercussions des délocalisations sur l'emploi. De même, de nouveaux travaux sur les initiatives concernant la production manufacturière durable ont pour but d'expliquer le rôle de l'éco-innovation dans la résolution des problèmes mondiaux de durabilité.

PME et entrepreneuriat

Les politiques visant à encourager une croissance économique durable doivent prendre en compte le rôle que jouent les petites et moyennes entreprises (PME) à forte croissance et l'entrepreneuriat dynamique. La mondialisation et le progrès technologique accentuent les pressions concurrentielles, c'est pourquoi l'investissement des PME dans l'innovation et les actifs intellectuels est primordial. Les politiques doivent être adaptées à la réalité des PME et conçues en fonction des paramètres locaux.

Les travaux de l'OCDE soulignent le rôle important des systèmes et des pôles locaux d'innovation, qui engendrent et attirent des emplois hautement qualifiés, des centres de recherche d'excellence et des collaborations efficaces entre les pouvoirs publics, l'industrie et le monde de la recherche. Dans ce contexte, l'OCDE réalise actuellement une série d'examens sur les questions et les politiques relatives aux PME et à l'entrepreneuriat aux échelons national et local. Elle s'intéresse notamment aux liens entre entrepreneuriat, innovation, croissance des PME et internationalisation.

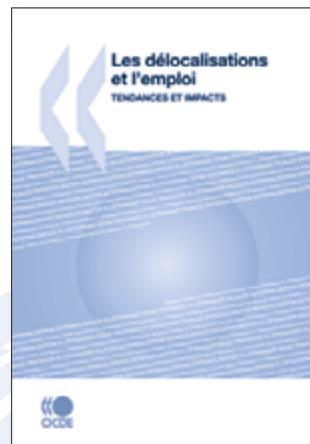
Dans beaucoup de pays membres de l'OCDE, le tourisme contribue de plus en plus à l'emploi, à la performance économique et à l'expansion du secteur des services. L'OCDE étudie actuellement les conditions nécessaires pour que la culture et le tourisme, aux échelles nationale et locale, stimulent la compétitivité et rendent les territoires plus attractifs pour les visiteurs. Un rapport de l'OCDE intitulé *Le tourisme dans les pays de l'OCDE 2008 – tendances et politiques* examine les effets de la mondialisation sur la participation des PME du secteur du tourisme.

Encourager la croissance à l'échelon local

Pour rester compétitives à l'ère de la mondialisation, les grandes villes et les localités nécessitent des politiques flexibles qui soient adaptées aux conditions locales et qui se prêtent à la coordination intersectorielle. Les politiques relatives au développement économique et au marché du travail doivent être bien coordonnées. L'OCDE est en train de préparer une étude de ces politiques dans 11 pays membres et non membres. Par ailleurs, la mondialisation donne un nouvel élan aux instruments financiers : l'OCDE a récemment organisé une conférence internationale consacrée au rôle de banques mutualistes et des banques coopératives dans le financement du développement économique local.

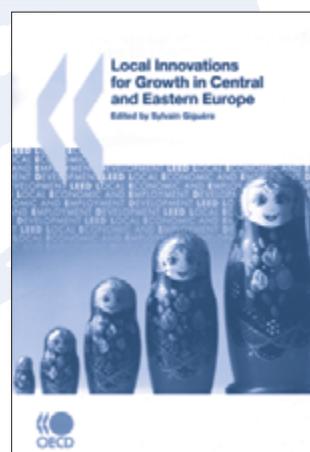
Construction navale

Le secteur de la construction navale connaît depuis quelque temps une très forte demande. Cependant, des signes avant-coureurs annoncent un fléchissement de celle-ci, et la surcapacité qui en résultera pourrait entraîner des problèmes importants dans la filière. Compte tenu de ce scénario, une plus grande place sera accordée à des discussions avec les acteurs clés concernant une possible relance des négociations d'un nouvel accord sur la construction navale. En 2007, les travaux de l'OCDE sur ce secteur ont aussi porté sur sa transparence.



LE SAVIEZ-VOUS ?

Le tourisme représente 30 % des exportations de services dans la zone OCDE et contribue largement à la balance des services.



Acier

Le développement économique rapide des économies émergentes alimente la forte croissance du secteur sidérurgique. Ce dernier étant très polluant, l'OCDE accorde une grande attention aux problèmes environnementaux qu'il soulève. Certaines thématiques comme les conséquences du regroupement des entreprises et la pénurie de matières premières sont, elles aussi, étudiées. Dans le futur, l'OCDE œuvrera en faveur de la transparence des subventions publiques destinées à la sidérurgie et pourrait se pencher sur le rôle que jouent la R&D et l'innovation dans la santé à long terme du secteur. ■

Vous souhaitez en savoir plus ?

Principales activités

Acier : www.oecd.org/sti/acier

Actifs intellectuels et création de valeur :
www.oecd.org/sti/dpi/aicv

Chaînes de valeur mondiales :
www.oecd.org/sti/services

Construction navale : www.oecd.org/sti/shipbuilding

Contrefaçon et piratage :
www.oecd.org/sti/contrefacon

Développement économique et création d'emplois à l'échelon local : www.oecd.org/cfe/leed-fr

Entrepreneuriat et PME : www.oecd.org/cfe/pme

Industrie, entrepreneuriat et innovation :
www.oecd.org/sti/politiquesindustrielles

Mesurer la mondialisation :
www.oecd.org/sti/mesurer-mondialisation

Mesurer les performances industrielles :
www.oecd.org/sti/mesurer-perf-ind

Tourisme : www.oecd.org/cfe/tourisme

Principales publications

Cadre de l'OCDE sur l'évaluation des politiques et des programmes à l'égard des PME et de l'entrepreneuriat

Comment rester compétitif dans l'économie mondiale : progresser dans la chaîne de valeur

Internationalisation of Business R&D: Evidence, Impacts and Implications (en anglais)

Investment Strategies and Financial Tools for Local Development (en anglais)

Le tourisme dans les pays de l'OCDE 2008 : tendances et politiques

Les délocalisations et l'emploi : tendances et impacts

Local Innovations for Growth in Central and Eastern Europe (en anglais)

Mesurer la mondialisation : activités des multinationales, Volume 1 : secteur manufacturier

Mesurer la mondialisation : activités des multinationales, Volume 2 : services

Mesurer la mondialisation : indicateurs de l'OCDE sur la mondialisation économique

Science, technologie et industrie : tableau de bord de l'OCDE 2007

Supprimer les obstacles à l'accès des PME aux marchés internationaux

The Economic Impact of Counterfeiting and Piracy (à paraître en anglais)

The Social Economy: Building Inclusive Economies (en anglais)

Principales manifestations

Conférence sur l'innovation dans le secteur des logiciels, Caceres, Espagne, novembre 2007

Décentralisation et coordination : le double défi pour les politiques du marché du travail, Venise, avril 2008

Forum international sur les statistiques du tourisme, Siège de l'OCDE, novembre 2008

— Emploi, cohésion sociale et environnement

Emploi et cohésion sociale

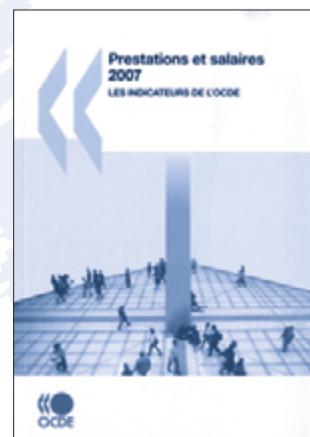
www.oecd.org/emploi
employment.contact@oecd.org

Évolution récente

En 2007, pour la première fois depuis de nombreuses années, le taux de chômage moyen dans la zone OCDE est tombé en dessous de 6 %. Mais face aux pénuries de main-d'œuvre et aux contraintes de financement des pensions liées au vieillissement démographique, un pays de l'OCDE sur trois a réduit les allocations chômage au cours des six dernières années afin d'encourager les chômeurs à trouver un emploi. Ainsi, un chômeur de longue durée célibataire, en Allemagne, perçoit environ 4 000 EUR de moins par an en prestations que ce qu'il aurait reçu en 2001, tandis qu'en République slovaque, il perçoit 2 200 EUR de moins.

Dans la plupart des pays de l'OCDE, le taux de remplacement net (niveau des prestations que les chômeurs perçoivent généralement, par rapport à un salaire moyen après impôt, en fonction de la situation familiale et des périodes de chômage) est tombé à 55 % en 2005 alors qu'il était de 59 % en 2001. Les pays nordiques sont les plus généreux, avec des taux de remplacement nets supérieurs à 70 %. Aux États-Unis, en Grèce, en Italie et en Turquie, où les prestations en faveur des chômeurs de longue durée sont très faibles, voire inexistantes, l'indice de générosité est inférieur à 30 %.

Le chômage élevé, l'exclusion et la pauvreté endommagent le tissu social et affaiblissent les économies. L'OCDE aide les gouvernements à trouver les moyens de stimuler l'emploi et d'améliorer la protection sociale en réformant les marchés du travail, en luttant contre la pauvreté et l'exclusion, en adaptant les systèmes sociaux au vieillissement démographique et en assurant aux enfants le meilleur départ possible dans la vie.



(De gauche à droite)
Le Secrétaire général adjoint de l'OCDE, Aart de Geus, et le premier adjoint du ministre des Affaires étrangères russe, Andrey Denisov, lors du Forum mondial de la sécurité sociale à Moscou en septembre 2007.

Mondialisation, emplois et salaires

Le débat sur l'impact de la mondialisation témoigne d'un paradoxe. D'un côté, les économistes insistent sur les enseignements de l'histoire économique, à savoir que des marchés plus ouverts tendent à favoriser une plus grande prospérité. Mais, de l'autre côté, dans de nombreux pays de l'OCDE, on craint les pertes d'emploi dus aux échanges et la concurrence des travailleurs étrangers sur les salaires.

Les craintes qui s'expriment aujourd'hui peuvent en grande partie s'expliquer par l'ampleur sans précédent de la mondialisation. L'émergence du Brésil, de la Chine, de l'Inde et de la Russie comme partenaires majeurs dans les échanges et l'investissement en témoigne. Ces craintes se justifient aussi par le fait que les échanges revêtent de nouvelles formes : les TIC permettent désormais la « délocalisation » des emplois de service.

Un deuxième facteur explique le paradoxe de la mondialisation. En effet, le processus d'intégration économique s'accompagne d'une accentuation des inégalités de revenu et d'un sentiment accru d'insécurité de l'emploi. En fait, l'analyse développée par l'OCDE dans les *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2007* conclut que les effets de la mondialisation sur les inégalités de revenu ou l'insécurité de l'emploi sont tout à fait limités par rapport à d'autres facteurs comme le changement technologique. Certaines statistiques clés comme l'ancienneté dans l'emploi – durée moyenne d'occupation du même emploi par un travailleur – ne font pas apparaître de tendances à un accroissement de l'instabilité. Mais il est essentiel de prendre en compte ces préoccupations. Les gouvernements doivent mettre en place des politiques qui garantissent à l'ensemble des travailleurs de bénéficier du processus d'intégration économique internationale et des réformes structurelles.

Les politiques des pays jouent un rôle déterminant à cet égard, comme en témoigne le fait que des pays aux structures d'échange et d'investissements directs étrangers comparables enregistrent des taux d'emploi et de chômage très différents ainsi que des disparités dans les salaires. La réévaluation de la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi de 2006 constitue une référence pour créer plus d'emplois de qualité. Finalement, des politiques nationales judicieusement conçues maximisent les retombées bénéfiques d'une libéralisation des échanges et de l'investissement, renforcent l'adhésion de l'opinion publique à ces mesures et contribuent à développer le sentiment que la mondialisation représente une chance pour tous.



Des politiques de l'emploi qui marchent

De plus en plus souvent, les pays de l'OCDE adoptent des politiques du marché du travail inspirées des meilleures pratiques qui complètent les mesures temporaires de garantie de revenu en encourageant un accès ou un retour rapide au travail. Mais il reste encore beaucoup à faire.

Les études consacrées à la politique de l'emploi en 2007, comme *Des emplois pour les jeunes* et *Maladie, invalidité et travail : surmonter les obstacles*, mettent l'accent sur l'insertion des chômeurs et d'autres groupes sur le marché du travail, sur une meilleure gestion des régimes maladie et invalidité et sur la transition de l'école à la vie active chez les jeunes. De récents travaux ont été consacrés au marché du travail dans les pays à revenu intermédiaire, en mettant notamment l'accent sur les incohérences de la protection sociale, les réglementations inefficaces en matière d'emploi et le recouvrement peu efficace de l'impôt.

Réformer les systèmes de pension

L'enjeu de la réforme des pensions est de plus en plus préoccupant. Au cours des 12 derniers mois, les travailleurs se sont mis en grève pour protester contre les propositions de changements des systèmes de pension dans un certain nombre de pays de l'OCDE, parmi lesquels la France, la Grèce et le Royaume-Uni. Le dilemme auquel sont confrontés les gouvernements reste le même. D'un côté, la population vieillit, ce qui fait gonfler le nombre des bénéficiaires de pensions et réduit le nombre de personnes d'âge actif susceptibles de financer ces pensions. Et, d'un autre côté, certaines personnes arrivent à l'âge de la retraite avec des pensions insuffisantes, qu'elles soient sous régime public ou privé.

Le rapport de l'OCDE intitulé *Les pensions dans les pays de l'OCDE 2007* montre comment les gouvernements s'efforcent de concilier les contraintes budgétaires et sociales dans leurs systèmes de pensions. Il est frappant d'observer que des changements majeurs sont intervenus dans les systèmes de pension de 16 pays de l'OCDE, depuis 1990, réduisant de plus de 20 % le montant moyen des pensions sur toute la durée de vie d'un travailleur ayant réalisé une carrière complète. Des pays comme la France et la Suède ont conjugué baisse du niveau moyen des pensions et mesures de protection en faveur des travailleurs à bas salaires. En Allemagne et au Japon, les pensions ont été réduites pour les titulaires de faibles revenus également. Ces dispositifs ne seront socialement tenables que si le montant d'épargne privée constitué pour la retraite s'accroît.

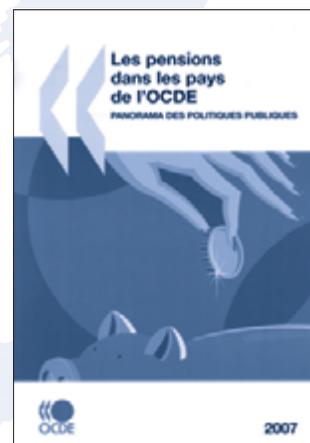
Promouvoir des politiques favorables à la famille

Longtemps focalisés sur les problèmes de pensions et de chômage, les gouvernements attachent désormais bien plus d'importance aux politiques favorables à la famille qu'ils ne l'avaient fait auparavant. Et c'est à juste titre qu'ils se préoccupent de cette question. Des politiques de la famille inadaptées engendrent de faibles taux d'emploi des femmes et de fécondité. Ils nuisent à l'équité hommes-femmes et peuvent même compromettre le développement des enfants.

Une nouvelle étude majeure, intitulée *Bébés et employeurs – Comment réconcilier travail et vie de famille*, montre que les gouvernements consacrent, en effet, davantage de ressources aux familles et aux enfants, mais souligne l'inefficacité d'une bonne partie de ces dépenses. Rares sont les pays qui articulent leurs politiques de façon cohérente. Le congé parental,

LE SAVIEZ-VOUS ?

En 2007, le taux de chômage moyen dans la zone OCDE est tombé en dessous de 6 %, soit le taux le plus bas depuis plus de 20 ans.



LE SAVIEZ-VOUS ?

La Suède consacre plus de 31 % de son PIB aux programmes sociaux, soit 10 points de pourcentage de plus que la moyenne de l'OCDE.

les politiques d'aide à la garde des enfants, les systèmes de garde après l'école et les horaires de travail flexibles sont autant de mesures qui peuvent aider à éviter que les parents (concrètement, le plus souvent les mères) soient obligés de choisir entre travail et vie de famille.

Développer le capital humain

Les gouvernements de la zone OCDE sont confrontés au défi du maintien de la compétitivité dans une économie mondialisée de la connaissance. Il faut pour cela accroître la flexibilité et la réactivité du marché du travail, stimuler la participation à la vie active et faire face aux enjeux et aux conséquences du vieillissement démographique. À cet égard, l'acquisition des compétences est primordiale. Le nouveau Programme de l'OCDE pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) fournira des informations comparatives de grande qualité sur les facultés cognitives et les compétences professionnelles essentielles nécessaires pour s'insérer avec succès dans les économies d'aujourd'hui. En examinant le niveau et la structure des compétences des adultes de façon cohérente et homogène dans les différents pays, le programme PEICA fournira des indications très précieuses qui permettront aux gouvernements d'évaluer leur politique de formation et de concevoir des interventions plus efficaces.

Migrations de travail

Les migrations internationales, tant permanentes que temporaires, se sont encore accrues ces dernières années, prenant essentiellement la forme de migrations de travail. Cela s'explique, en particulier, par l'augmentation des flux migratoires au sein de l'Union européenne, suite à l'élargissement, et par des flux d'immigration records vers l'Europe méridionale où l'immigration répond à des besoins sur le marché du travail. Ainsi, l'Espagne détient aujourd'hui le deuxième taux d'immigration le plus important de la zone OCDE, après les États-Unis.

La gestion des flux migratoires est donc devenue une priorité majeure. La plupart des pays de l'OCDE se sont dotés de politiques destinées à attirer les migrants hautement qualifiés et les étudiants d'autres pays. Mais beaucoup sont réticents à accueillir les migrants peu qualifiés, malgré les pénuries structurelles dans de nombreux secteurs, comme les services domestiques, les soins, l'hôtellerie-restauration et la construction.

Parmi les catégories hautement qualifiées, celle des professionnels de santé a particulièrement focalisé l'attention. On craint en effet de voir se produire notamment une « fuite des cerveaux » dans le domaine médical au détriment des pays en développement. Les travaux menés par l'OCDE et l'Organisation mondiale de la santé présentés dans les *Perspectives des migrations internationales 2007* montrent qu'une grande partie des travailleurs dans le domaine de la santé qui migrent vers les pays de l'OCDE sont originaires de certains pays (comme les Philippines pour le personnel infirmier et l'Inde pour les médecins). Toutefois, la mobilité intra-OCDE est également considérable, notamment en provenance d'Allemagne et du Royaume-Uni. Il n'en reste pas moins que les pays des Antilles et un certain nombre de pays d'Afrique enregistrent des taux particulièrement élevés d'émigration de leurs médecins, ce qui rend difficile la prestation des soins de santé de base auprès de leur propre population. Cependant, dans de grands pays comme la Chine et l'Inde, le nombre de professionnels de santé travaillant à l'étranger est faible par rapport à l'offre intérieure. Finalement, les migrations vers les pays de l'OCDE ne peuvent expliquer les pénuries de personnel de santé dans les pays en développement. En outre, bloquer l'émigration, à supposer que cela soit possible, atténuerait mais ne résoudrait pas le problème de pénurie des professionnels de santé auquel sont confrontés ces pays. ■



LE SAVIEZ-VOUS ?
Dans les pays de l'OCDE, en moyenne un immigré hautement qualifié sur deux est inactif, au chômage ou cantonné dans un emploi pour lequel il est surqualifié.

Vous souhaitez en savoir plus ?

Principales activités

Données relatives aux migrations :

www.oecd.org/els/migrations/statistiques

Emploi et marchés du travail :

www.oecd.org/els/emploi/perspectives

Immigrés et marchés du travail :

www.oecd.org/els/migration/integration

Indicateurs sociaux : www.oecd.org/els/social/indicateurs

Les jeunes et le marché du travail :

www.oecd.org/els/emploi/jeunes

Politiques actives du marché du travail :

www.oecd.org/els/emploi/pamt

Prestations maladie et invalidité :

www.oecd.org/els/invalidite

Professionnels de santé et migrations :

www.oecd.org/health/workforce

Réforme des systèmes de pension :

www.oecd.org/els/social/vieillessement/pag

Statistiques de l'immigration :

www.oecd.org/els/migrations/pmi

Statistiques relatives aux familles et au bien-être des

enfants : www.oecd.org/els/social/famille/basededonnees

Systèmes de protection sociale : www.oecd.org/els/social-fr

Principales publications

Des emplois pour les jeunes : Belgique ; Espagne (en anglais) ; République slovaque (en anglais)

Jobs for Immigrants, Vol. 1 (en anglais)

Les pensions dans les pays de l'OCDE : panorama des politiques publiques

Maladie, invalidité et travail : surmonter les obstacles, Vol. 1 et Vol. 2

Modernising Social Policy for the New Life Course (en anglais)

Panorama de la société

Perspectives de l'emploi 2007

Perspectives des migrations internationales 2007

Prestations et salaires

Principales manifestations

Conférence sur les risques de l'existence, le cycle de vie et la politique sociale, Siège de l'OCDE, juin 2007

Séminaire sur l'intégration des immigrés sur le marché du travail, Lisbonne, juin 2007

Éducation

www.oecd.org/enseignement
edu.contact@oecd.org

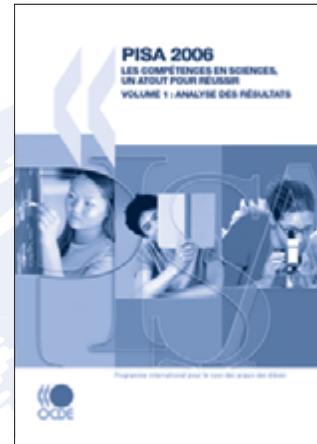
Évolution récente

La Finlande est de nouveau arrivée en tête dans l'enquête que le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE entreprend tous les trois ans pour évaluer les capacités d'un panel d'élèves de 15 ans scolarisés dans le secondaire. Hong-Kong (Chine) et le Canada figurent respectivement en deuxième et troisième position.

La toute dernière enquête du PISA a également montré que les performances des élèves se sont nettement améliorées depuis 2000 dans certains pays. Entre 2000 et 2006, la Corée a encore fait progresser de 31 points ses scores – déjà élevés – en compréhension de l'écrit, une progression qui équivaut presque à une année scolaire entière. Ce résultat s'explique en grande partie par la hausse de la proportion des élèves obtenant les meilleures performances. Au cours de la même période, la Pologne a relevé son score de 29 points. Le Mexique et la Grèce ont sensiblement amélioré leur performance en mathématiques entre 2003 et 2006. Toutefois, sur l'ensemble de la zone OCDE, les résultats des apprentissages sont en général restés inchangés, alors que les dépenses d'éducation ont augmenté de 39 % en moyenne entre 1995 et 2004.

Cette enquête a aussi révélé un pessimisme généralisé chez les élèves scolarisés dans le secondaire à propos des défis environnementaux et un enthousiasme limité pour les carrières scientifiques.

Un demi-million d'élèves répartis dans 57 pays ont participé à la dernière évaluation du PISA qui était plus particulièrement axée sur les capacités des jeunes à comprendre et à résoudre des problèmes scientifiques. Par ailleurs, cette enquête actualise les performances en compréhension de l'écrit et en mathématiques par rapport à celles de 2000 et de 2003.



(De gauche à droite)
 Le ministre néo-zélandais de l'Éducation, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, Steve Maharey, et le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, lors de leur rencontre en mars 2007.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Seul 1 % des jeunes Finlandais de 15 ans sont incapables de démontrer des compétences de base en compréhension de l'écrit, contre 7 % en moyenne pour l'OCDE.

Améliorer la direction des établissements scolaires

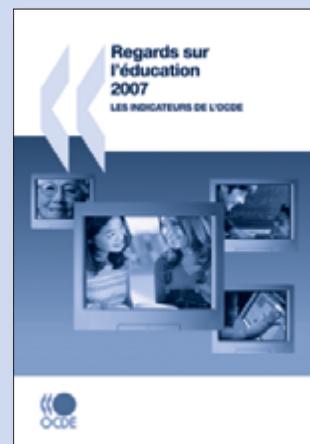


LE SAVIEZ-VOUS ?

Dans les pays de l'OCDE, entre 5 % et 40 % des élèves abandonnent leur scolarité.

Les attentes à l'égard des écoles et de l'enseignement scolaire s'accroissent dans les pays de l'OCDE. Ainsi, le chef d'établissement scolaire est de plus en plus appelé à s'adapter aux nouvelles exigences et à l'évolution de son environnement. La transformation des systèmes éducatifs pour faire face à l'évolution technologique rapide, à la mondialisation de l'économie et à l'intensification des migrations et de la mobilité a radicalement modifié le rôle du chef d'établissement.

Dans le cadre d'un projet de l'OCDE sur l'amélioration de la direction des établissements scolaires, 22 pays et régions se sont récemment réunis pour étudier le rôle et les responsabilités du chef d'établissement dans des structures de gouvernance différentes. Les participants ont examiné les politiques et les conditions les mieux à même de créer et de soutenir une direction d'établissement efficace. Suite à cela, un rapport final a été publié en avril 2008. Il propose des orientations pour améliorer les résultats scolaires en renforçant la direction d'établissement. Parmi ces recommandations figurent : la redéfinition et la redistribution de la fonction de direction d'établissement, la préparation active des chefs d'établissement actuels et futurs, et l'accentuation de la professionnalisation de la fonction par le durcissement du recrutement, la mise en place d'un barème de salaires plus approprié et l'élargissement des perspectives d'évolution de carrière. Ces travaux déboucheront également sur une publication de l'OCDE consacrée à la direction systémique, dans laquelle seront examinées de nouvelles approches du partage de la fonction de direction au sein des établissements et dans le système scolaire. Cette publication comprendra des études de cas sur des pratiques novatrices de direction d'établissement en Australie, en Autriche, dans la Communauté flamande de Belgique, en Finlande et au Royaume-Uni (Angleterre).



Accroître l'efficacité du système éducatif

L'examen des politiques nationales d'éducation est réalisé par une équipe d'experts internationaux indépendants à la demande des pays participants. Ces experts présentent une évaluation analytique des politiques et pratiques en matière d'éducation et proposent des recommandations pour l'action gouvernementale. En 2007, l'OCDE a publié les examens suivants : *L'éducation de base en Turquie* ; *L'enseignement supérieur au Portugal* ; *Qualité et équité de l'enseignement scolaire en Écosse* ; et dans le cadre du Programme pour la coopération avec les économies non membres, *Higher Education in Kazakhstan* dans la série des *Examens des politiques nationales d'éducation*. Ce dernier rapport a été réalisé en collaboration avec la Banque mondiale. Les missions organisées dans le prolongement de l'examen des *Politiques d'éducation pour les étudiants à risque et ceux présentant un handicap en Europe du Sud-Est* ont été menées afin de communiquer de nouvelles recommandations pour l'action gouvernementale.

Des politiques d'éducation fondées sur des données factuelles

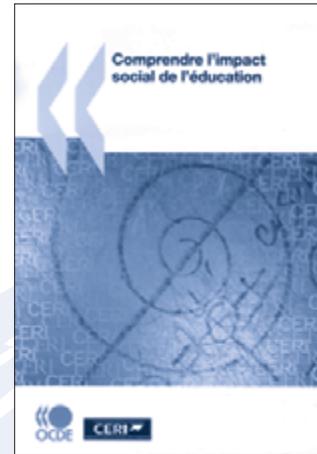
Les gouvernements comptent sur des informations fiables pour prendre des décisions relatives au système éducatif de leur pays. La publication annuelle *Regards sur l'éducation* offre une base statistique à partir de laquelle l'action gouvernementale peut être débattue et décidée. L'édition 2007 comprenait de nouveaux éléments d'information sur les ressources financières et humaines investies dans l'éducation, l'accès à l'éducation, la participation et la progression ainsi que sur les retombées économiques de l'éducation.

Équité dans l'éducation

Malgré l'élargissement des systèmes éducatifs, tous les jeunes n'ont pas totalement pu réaliser leur potentiel. Les résultats du PISA de l'OCDE montrent que dans de nombreux pays un trop grand nombre de jeunes n'acquiert pas les savoirs fondamentaux. Ils démontrent également que le milieu social d'origine influe fortement sur les résultats de l'éducation. La publication récente intitulée *En finir avec l'échec scolaire : dix mesures pour une éducation équitable* propose un programme en dix actions pour renforcer l'équité dans l'éducation. Elle conclut que l'équité dans l'éducation est un objectif essentiel pour les systèmes éducatifs, qu'il convient de réaliser sur trois fronts : la conception des systèmes d'éducation, les pratiques éducatives et les dotations en ressources. En juin 2007, une Conférence internationale sur l'équité dans l'éducation s'est tenue à Trondheim (Norvège) pour aider les pays à améliorer leurs politiques en la matière et à partager leurs expériences.

L'enseignement supérieur, pilier de la croissance économique

Au cours de la dernière décennie, les systèmes d'enseignement supérieur de nombreux pays de l'OCDE se sont rapidement développés. L'enseignement supérieur étant de plus en plus considéré comme un pilier fondamental de la croissance économique, ces systèmes doivent à présent faire face aux pressions induites par la mondialisation de l'économie et du marché du travail. Dans ses *Reviews of Tertiary Education* par thèmes, l'OCDE a analysé, avec la participation de 24 pays, comment l'organisation, la gestion et la prestation de l'enseignement supérieur peuvent aider les pays à atteindre leurs objectifs économiques et sociaux. Parmi les questions essentielles figurent la durabilité, la qualité, le financement et la gouvernance. Des examinateurs extérieurs ont procédé à une analyse approfondie des politiques d'enseignement supérieur dans 14 pays. Ces analyses sont publiées séparément.



Cet ouvrage rassemble et synthétise les évolutions des effets sociaux de l'éducation. Il porte principalement sur la santé ainsi que l'engagement civique et social.



S'appuyant sur l'examen de 14 régions dans 12 pays, cette publication analyse l'implication régionale au niveau de l'enseignement supérieur dans le domaine de la formation, de la recherche et des services aux collectivités locales.

Les établissements d'enseignement supérieur doivent de plus en plus rivaliser à l'échelle nationale et internationale. Mais souvent, on ne les encourage pas à répondre aux besoins des régions. Les classements internationaux établis à partir des performances en matière de recherche ne sont pas contrebalancés par des évaluations de la qualité de l'enseignement ou de l'impact social et économique. En 2007, l'OCDE a réalisé la première phase des travaux sur la contribution de l'enseignement supérieur au développement régional. Jusqu'à présent, 14 examens régionaux ont été achevés et diffusés sur le web. Le rapport de synthèse *Enseignement supérieur et régions : concurrence mondiale, engagement local* a été lancé à Valence (Espagne) et publié en septembre en anglais, en français et en espagnol.

Recherche et innovation dans l'éducation

Le Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI) prête une attention particulière aux questions s'inscrivant dans le moyen terme. En 2007, le CERI a publié plusieurs rapports de premier plan. Parmi ceux-ci, *Comprendre le cerveau : naissance d'une science de l'apprentissage* étudie les retombées de la recherche en neurosciences pour l'éducation. D'autres rapports portent sur la question nouvelle des « ressources éducatives en libre accès », les liens entre l'éducation et le devenir social, et l'internationalisation de l'enseignement supérieur. ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

La transformation structurelle approfondie du cerveau des adolescents se poursuit bien au-delà de la puberté.

Vous souhaitez en savoir plus ?

Principales activités

Efficacité de l'enseignement et de l'acquisition de connaissances : www.oecd.org/edu/talis-fr

Équité dans l'éducation : www.oecd.org/edu/equite

Gouvernance et gestion des établissements : www.oecd.org/edu/superieur

Innovation dans l'enseignement : www.oecd.org/edu/ceri

La construction et l'équipement de l'éducation : www.oecd.org/edu/equipements

Les indicateurs de l'enseignement : www.oecd.org/edu/rse2007

Résultats des apprentissages et évaluation des compétences (PISA) : www.pisa.oecd.org

Principales publications

Comprendre le cerveau : naissance d'une science de l'apprentissage
Comprendre l'impact social de l'éducation
Enseignement supérieur et régions : concurrence mondiale, engagement local

Examens des politiques nationales d'éducation

L'enseignement supérieur transnational : un levier pour le développement

Les ressources éducatives en libre accès : pour diffuser gratuitement des connaissances

OECD Reviews of Tertiary Education (en anglais)

PISA 2006 : les compétences en sciences, un atout pour réussir

Politiques d'éducation et de formation – En finir avec l'échec scolaire : dix mesures pour une éducation équitable

Regards sur l'éducation 2007 : les indicateurs de l'OCDE

Principales manifestations

Conférence internationale : éducation équitable et inclusive, Trondheim, Norvège, juin 2007

Conférence internationale sur l'enseignement supérieur au XXI^e siècle – diversité des missions, Dublin, juin 2007

Conférence internationale : « Enseignement supérieur et régions : concurrence mondiale, engagement local », avec l'Universidad Politécnic de Valencia, Valence, Espagne, septembre 2007

Environnement

www.oecd.org/environnement
env.contact@oecd.org

Évolution récente

D'après le deuxième examen de la mise en œuvre de la Stratégie de l'environnement de l'OCDE pour les dix premières années du XXI^e siècle, les pays membres ont réalisé des progrès considérables face à de nombreux problèmes environnementaux au cours de la dernière décennie. Il en ressort que, moyennant des dépenses totales comprises entre 1 % et 2 % du PIB, les politiques d'environnement conduites dans ces pays ont donné des résultats notables sans trop peser sur l'économie.

Néanmoins, les pays ne sont pas en passe d'atteindre les objectifs fixés par la Stratégie d'ici à 2010. Cela s'explique largement par le fait que l'activité économique continue de croître en termes absolus, contrebalançant les gains d'efficacité et exerçant une pression supplémentaire sur l'environnement.

Des réformes ambitieuses de l'action publique sont donc nécessaires pour éviter des lendemains trop sombres pour 2030. *Les Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030* (voir encadré p. 44) montrent que des objectifs ambitieux peuvent être atteints à un coût raisonnable au regard de la croissance économique prévue et des coûts de l'inaction. Définissant les priorités pour les décennies à venir, cet ouvrage met en avant quatre domaines essentiels dans lesquels une action particulièrement urgente s'impose : changement climatique, diminution de la biodiversité, pénurie d'eau et effets sanitaires de la pollution.

Les coûts économiques et sociaux de l'immobilisme des pouvoirs publics face aux problèmes environnementaux sont importants et se répercutent d'ores et déjà sur l'économie des pays de l'OCDE directement (du fait des dépenses de santé, entre autres) et indirectement (du fait d'une diminution de la productivité de la main-d'œuvre, par exemple). Retarder l'action pourrait se révéler onéreux, notamment dans les cas où l'immobilisme induit des conséquences à long terme ou irréversibles. Il incombe



Cet ouvrage synthétise les résultats d'un projet de l'OCDE visant à recueillir et à analyser des données sur les motivations et les processus de décision des entreprises en matière d'environnement.



(De gauche à droite)
 Le ministre mexicain de l'Environnement et des Ressources naturelles, Juan Rafael Elvira Quesada, et le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, lors d'une visite à l'OCDE en septembre 2007.

aux pouvoirs publics de créer les incitations qui encouragent les entreprises et les consommateurs à faire des choix susceptibles de prévenir de nouveaux problèmes environnementaux à l'avenir.

L'OCDE fournit aux pouvoirs publics des outils d'analyse pour concevoir des politiques d'environnement efficaces et économiquement efficaces, notamment des examens des performances environnementales nationales, la collecte de données, des analyses des politiques et des projections. Les liens avec certains domaines d'intervention spécifiques comme l'agriculture, les transports et la coopération pour le développement font l'objet d'études.

Éco-innovation

L'innovation peut aider à résoudre certains grands problèmes environnementaux. L'OCDE s'emploie à recenser des moyens d'action capables de stimuler l'éco-innovation, de la définir et de la mesurer. Des analyses sont actuellement consacrées aux effets de la fiscalité et de la réglementation sur l'éco-innovation. Les pratiques optimales sont dégagées à partir d'un inventaire des politiques mises en place dans différents pays pour

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le PIB mondial devrait presque doubler d'ici à 2030 et plus que tripler d'ici à 2050. La réalisation des objectifs ambitieux de protection du climat ne coûterait que 0.5 % de cette croissance accumulée en 2030 et 2.5 % en 2050.

Agir pour assurer l'avenir de l'environnement

Comment les changements économiques et sociaux rejailliront-ils sur l'évolution de l'environnement d'ici à 2030 ? Quelles politiques faut-il conduire pour remédier aux principaux problèmes environnementaux ? Comment les pays membres et non membres de l'OCDE peuvent-ils collaborer ensemble pour résoudre ces problèmes ?

Les Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030 présentent les analyses des tendances économiques et environnementales sur les décennies à venir, ainsi que des simulations de certaines actions envisageables face aux principaux enjeux. Sans de nouvelles mesures, nous risquons de causer des dommages irréversibles à l'environnement et à la base de ressources naturelles nécessaire au maintien de la croissance économique. Les coûts de l'inaction sont élevés, alors que les pouvoirs publics ont à leur disposition des solutions aux principaux problèmes environnementaux (changement climatique, diminution de la biodiversité, pénuries d'eau et conséquences sanitaires de la pollution et des produits chimiques toxiques, entre autres). Eu égard aux différentes estimations des coûts de l'inaction, ces solutions sont abordables si des politiques efficaces par rapport à leur coût sont mises en place dès maintenant. *Les Perspectives de l'environnement de l'OCDE* mettent en évidence une panoplie de mesures qui peuvent résoudre ces problèmes avec un rapport coût-efficacité satisfaisant.

Fondées sur l'édition de 2001, ces *Perspectives* élargissent le champ d'étude pour refléter les évolutions dans les pays de l'OCDE, mais aussi au Brésil, en Russie, en Inde, en Indonésie, en Chine et en Afrique du Sud (BRIICS). Elles montrent que ceux-ci pourraient améliorer leur coopération face aux problèmes d'environnement mondiaux et locaux.

Les ministres de l'environnement de ces pays et de pays candidats à l'adhésion ont rejoint leurs homologues des pays de l'OCDE lors d'une réunion en avril 2008. Ils ont examiné les solutions efficaces et envisagées dans les *Perspectives*, les coûts et les conséquences de l'inaction des pouvoirs publics, les répercussions des mesures de protection du climat sur la compétitivité, ainsi que les moyens de promouvoir l'éco-innovation dans l'optique de parvenir à une société moins émettrice de carbone.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Déjà 63 % de la population du Brésil, de la Chine, de l'Inde et de la Russie réunis vivent en situation de stress hydrique, et cette proportion s'élèvera à 80 % en 2030.



Cette publication examine les tendances économiques et environnementales jusqu'en 2030, ainsi que des simulations de politiques pour faire face à ces défis majeurs.

promouvoir l'éco-innovation. Des indicateurs de mesure de l'éco-innovation fondés sur les activités de brevetage ont été conçus dans les domaines de la réduction des émissions des véhicules, des énergies renouvelables et du traitement des eaux usées. L'OCDE a facilité un dialogue entre les entreprises et les pouvoirs publics concernant la promotion de l'innovation sur les marchés mondialisés dans les domaines de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. De nouveaux travaux sont en cours pour définir des mesures permettant de faciliter les échanges et les transferts de technologies d'atténuation du changement climatique.

Flux de matières et gestion durable des matières

La prospérité peut générer une augmentation de la demande de matières et de ressources, laquelle a des effets sur l'environnement résultant de leur extraction, transport, utilisation et élimination. Compte tenu de la mondialisation des marchés, ces impacts peuvent aussi revêtir une dimension internationale. L'utilisation plus efficace de ces ressources est une des réponses à envisager. Pour ce faire, les pays ont besoin d'un socle de connaissances sur les flux de matières, mais aussi d'approches plus intégrées de la gestion des ressources naturelles, des déchets et des matières. En avril 2008, ces questions ont fait l'objet d'une conférence sur l'efficacité de l'utilisation des ressources organisée par l'OCDE et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, ainsi que d'un atelier de l'OCDE sur la gestion durable des matières. Leurs résultats font partie de la contribution de l'OCDE à l'initiative du G8 sur les « 3R » (réduire, réutiliser et recycler).

Tester la sécurité des nanomatériaux manufacturés

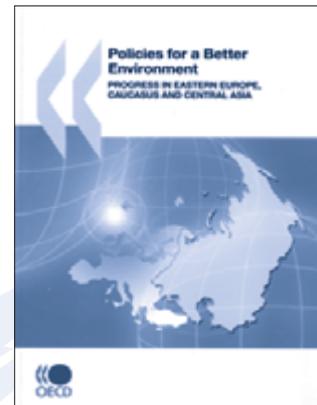
Les nanomatériaux sont utilisés dans des produits aussi divers que les raquettes de tennis et les écrans solaires. Leur emploi procure de nombreux avantages, mais les pays de l'OCDE se soucient des risques qu'ils pourraient induire. Les gouvernements des pays membres et de pays non membres collaborent avec l'industrie et mettent en commun leurs compétences et leurs moyens financiers pour soumettre à des essais les effets des nanomatériaux sur la santé humaine et l'environnement. Ces matériaux étant souvent de nouvelles formes de substances chimiques classiques, les Lignes directrices de l'OCDE pour les essais de produits chimiques serviront de référence pour ces essais. L'OCDE a une grande expérience dans la conception de méthodes d'essais d'innocuité et d'évaluations des produits chimiques.

Mondialisation, transports et environnement

Les transports soutiennent le développement économique et social en assurant une affectation plus efficace des ressources et la mobilité des personnes. Cependant, ils soulèvent des problèmes liés à leurs impacts sur l'environnement, et la mondialisation peut les aggraver. L'OCDE aide les pays à faire face à ces problèmes environnementaux sans entraver le développement des activités de transport nécessaires à une économie en voie de mondialisation. Un Forum mondial sur le développement durable sera consacré à ces questions en novembre 2008. Il se tiendra à Guadalajara (Mexique) et se conclura par la publication d'un important rapport.

Comportement des ménages et politique de l'environnement

Les ménages exercent sur l'environnement une forte pression dont les impacts s'intensifieront probablement dans les années à venir. L'OCDE réalise actuellement un projet dans le but d'approfondir l'analyse du comportement des ménages dans cinq domaines : utilisation de l'énergie dans le secteur résidentiel, consommation d'eau, déplacements, consommation d'aliments biologiques, et enfin production de déchets et



Cet ouvrage décrit les progrès réalisés en matière de politiques et de programmes environnementaux dans les pays de l'Europe de l'Est, du Caucase et d'Asie centrale.



Cette publication présente des études de cas sur les instruments appliqués dans les pays de l'OCDE pour les déchets ménagers, les sources diffuses de pollution de l'eau en agriculture, l'efficacité énergétique dans le secteur résidentiel, la pollution atmosphérique régionale et les émissions atmosphériques de mercure.

recyclage. Une enquête auprès des ménages sur leur comportement environnemental dans ces cinq domaines a été réalisée dans dix pays : Australie, Canada, Corée, France, Italie, Mexique, Pays-Bas, Norvège, République tchèque et Suède. Des experts de certains des pays participants examinent les différences de comportement entre divers types de ménages et leurs réactions aux mesures de politique environnementale (notamment les taxes sur les déchets, les services de collecte et de recyclage des déchets, les prix de l'énergie, l'étiquetage énergétique, la fiscalité des carburants, les normes techniques, l'étiquetage des aliments biologiques). Des recommandations sur la conception de politiques environnementales efficaces et ciblant les ménages seront formulées, et les résultats seront présentés lors d'une conférence en 2009. ■

Vous souhaitez en savoir plus ?

Principales activités

- Biodiversité : www.oecd.org/env/biodiversite
- Biosécurité – Biotrack : www.oecd.org/env/biotrack-fr
- Changement climatique : www.oecd.org/env/cc-fr
- Déchets : www.oecd.org/env/dechets
- Données et indicateurs d'environnement : www.oecd.org/env/indicateurs
- Entreprise, innovation et environnement : www.oecd.org/env/cpe/entreprises
- Environnement dans les économies émergentes et en transition : www.oecd.org/env/ouverture
- Examens environnementaux par pays : www.oecd.org/env/examenspays
- Flux de matières : www.oecd.org/env/fluxdematieres
- Gestion de l'eau : www.oecd.org/eau
- Sécurité des nanomatériaux manufacturés : www.oecd.org/env/nanosecurite
- Sécurité des produits chimiques : www.oecd.org/ehs
- Transports écologiquement viables : www.oecd.org/env/transports

Principales publications

- Aspects économiques de l'adaptation au changement climatique* (à paraître)
- Coût de l'inaction*

- Environmental Policy and Technological Change*
- Examens environnementaux : Australie ; Belgique ; Chine ; Danemark ; Hongrie (à paraître) ; Nouvelle-Zélande ; Suisse ; Turquie (à paraître)*
- Financing Water Infrastructure* (à paraître)
- Globalisation, Transport and Environment* (à paraître en français)
- Material Flows and Resource Productivity* (à paraître)
- Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030*
- Policies for a Better Environment: Progress in Eastern Europe, Caucasus and Central Asia* (en anglais)
- Politiques de l'environnement : quelles combinaisons d'instruments ?*

Principales manifestations

- Conférence OCDE-PNUE sur l'efficacité des ressources, Siège de l'OCDE, avril 2008
- Réunion des ministres de l'environnement des pays de l'OCDE, Siège de l'OCDE, avril 2008
- Réunion des ministres de l'environnement du G8, Kobe, Japon, mai 2008
- Conférence sur l'économie du changement climatique, Siège de l'OCDE, octobre 2008
- Forum mondial sur le développement durable : les transports et l'environnement dans une économie en voie de mondialisation, Guadalajara, Mexique, novembre 2008
- Forum mondial sur le développement durable : le financement des infrastructures hydrauliques et la tarification de l'eau, Siège de l'OCDE, décembre 2008

Santé

www.oecd.org/sante
health.contact@oecd.org

Améliorer les systèmes de santé est une préoccupation grandissante pour les pays de l'OCDE. Les dépenses de santé représentent en moyenne 9 % des revenus dans les pays de l'OCDE, voire bien plus dans certaines économies. Il n'est donc pas surprenant que les pays membres de l'OCDE ne cessent de vouloir trouver des moyens d'améliorer la performance des systèmes de santé. L'OCDE s'appuie sur l'analyse économique pour combler les lacunes dans la compréhension, au niveau international, de la performance des systèmes de santé et cherche les moyens de l'optimiser en aidant les responsables politiques à mettre en œuvre les pratiques exemplaires.

Réformer les systèmes de santé

Plusieurs pays de l'OCDE se sont activement engagés dans des réformes pour améliorer la performance de leur système de santé. Leur expérience signale la nécessité de disposer d'une base solide de données sur ce qui a bien fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné comme on l'aurait souhaité. Le partage des connaissances entre pays concernant l'impact des politiques sur les systèmes de santé permet de constituer un meilleur référentiel des pratiques exemplaires au niveau international.

LE SAVIEZ-VOUS ?
Les dépenses de santé représentent en moyenne 9 % du PIB dans les pays de l'OCDE.

Suivre les performances

Il demeure indispensable d'investir dans des données et des indicateurs de performance comparables au niveau international pour suivre la performance des systèmes de santé dans les pays de l'OCDE. La société doit supporter des coûts inacceptables résultant de l'insuffisance dans la qualité des soins, et cela retient de plus en plus l'attention des pouvoirs publics. Ainsi, l'élaboration et la validation par l'OCDE d'indicateurs de la qualité des soins permettront aux responsables politiques de réfléchir aux moyens d'améliorer la performance des systèmes de santé et la qualité de vie des citoyens. Des normes plus fines – notamment avec la mise en œuvre de comptes de la santé au niveau international, en termes de dépenses et de financement – offriront aussi un outil indispensable pour orienter les comparaisons internationales.



(De gauche à droite)
Sa Majesté la Reine Beatrix des Pays-Bas et le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, lors du Forum à haut niveau de l'OCDE « Les médicaments contre les maladies infectieuses, négligées et émergentes », aux Pays-Bas en juin 2007.

Faire face à des coûts de santé en hausse

Aujourd'hui, les personnes vivent plus longtemps et en meilleure santé. Ainsi, le vieillissement de la population, l'innovation technologique et les attentes grandissantes pour une meilleure coordination des services et une offre de services axée sur le patient expliquent en partie les tensions auxquelles sont soumis les systèmes de santé. Les dépenses de santé devraient absorber une part croissante du revenu national dans tous les pays de l'OCDE.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le nombre de médecins dans les pays de l'OCDE a augmenté de 35 % au cours des 15 dernières années et s'élève à 2.8 millions.

Suivre les indicateurs de la qualité des soins



La petite Abby, âgée de quatre jours, porte des lunettes protectrices afin de subir une séance de photothérapie destinée à soigner sa jaunisse dans un hôpital de Winnipeg, Canada.

La qualité des soins, mesurée par la prestation de soins appropriés ou par l'amélioration effective de l'état de santé, progresse dans les pays de l'OCDE. Reflétant les résultats initiaux du Projet de l'OCDE sur les indicateurs de la qualité des soins de santé (HCQI), l'édition 2007 du *Panorama de la santé* indique que, dans les pays de l'OCDE, seuls 10 % des personnes hospitalisées à la suite d'une crise cardiaque décèdent dans les 30 jours qui suivent leur admission à l'hôpital, contre 20 % dans les années 80. Et seuls 10 % des patients hospitalisés à la suite d'un accident vasculaire cérébral ischémique décèdent à l'hôpital dans un délai de 30 jours, grâce à l'amélioration des techniques pour dissoudre les caillots sanguins et à la création de nouvelles unités spécialisées.

Cependant, la prévention et la gestion des maladies chroniques deviennent un défi majeur pour les politiques de santé dans les pays de l'OCDE. Si la fréquence de maladies comme l'asthme et le diabète est en hausse, la prise en charge de ces pathologies n'est souvent pas optimale. L'examen annuel des yeux est largement reconnu comme étant nécessaire pour les diabétiques, or seule la moitié des malades en bénéficient réellement. Étant donné les possibilités de traitement dont on dispose aujourd'hui pour prévenir les crises d'asthme aiguës, les personnes qui souffrent d'asthme devraient pouvoir être traitées efficacement par le prestataire de soins primaires. Pourtant, dans les pays de l'OCDE, 6 adultes sur 10 000 en moyenne sont admis à l'hôpital chaque année pour un problème d'asthme. L'édition 2007 du *Panorama de la santé* fait aussi ressortir que la qualité des soins est très variable selon les pays, sans qu'aucun des pays n'obtiennent de meilleurs résultats que les autres au regard de tous les indicateurs.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Aujourd'hui, les taux de survie cinq ans après un dépistage du cancer du sein sont les plus élevés en Australie, au Canada, aux États-Unis, en Finlande, en Islande et en Suède, dépassant les 85 %.

Pour faire face à cette hausse des coûts de la santé, les responsables politiques s'attachent de plus en plus à rationaliser les dépenses dans les systèmes de santé et les systèmes de soin de longue durée. Pour ce faire, ils axent, notamment, les politiques publiques sur la prévention des maladies évitables, afin de réduire les coûts. Une meilleure coordination de la prestation des services et des soins de santé et une utilisation des technologies de l'information et des communications stimuleront les gains d'efficacité. L'innovation dans les systèmes et services de santé offre aussi la possibilité d'un choix plus large et d'une amélioration dans le traitement des maladies.

Politiques nationales, conséquences internationales

Les politiques de santé nationales peuvent avoir des conséquences considérables en dehors des frontières. Ainsi, les politiques nationales de tarification et de remboursement des produits pharmaceutiques peuvent agir sur l'offre de médicaments au-delà du territoire national, et peuvent influencer sur l'innovation. De même, le recrutement de professionnels de santé à l'échelon international peut soulager la demande croissante dans ce domaine, mais peut aussi desservir le pays d'origine (voir p. 37).

L'amélioration de la santé au niveau mondial relève d'une responsabilité partagée. La dégradation de l'environnement peut nuire à la santé publique, notamment chez les enfants. Une coopération mondiale renforcée est indispensable pour instaurer des conditions sociales, économiques et environnementales durables à l'échelle mondiale. Une mauvaise santé réduit les chances de progrès social et économique dans toutes les sociétés, et plus encore dans les pays en développement. Les donateurs et la communauté internationale mettent de plus en plus l'accent sur l'efficacité des politiques d'aide axées sur les systèmes de santé dans les pays en développement pour mieux atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement. L'impact de l'épidémie du sida sur le développement humain et économique, particulièrement en Afrique, montre de façon dramatique qu'il est urgent d'agir. Mais il existe d'autres maladies infectieuses, négligées ou émergentes, dont il faut se préoccuper. La communauté internationale et les partenaires des secteurs public et privé doivent unir leurs efforts pour stimuler l'innovation et accélérer la mise au point de médicaments, vaccins et outils diagnostiques pour ces maladies. ■



Cette nouvelle édition présente les dernières données comparables et tendances concernant différents aspects de la performance des systèmes de santé dans les pays de l'OCDE.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Plus de la moitié des médecins et personnels infirmiers issus d'un grand nombre de pays d'Afrique et des Antilles exercent dans les pays de l'OCDE, et non dans leur pays d'origine.

Vous souhaitez en savoir plus ?

Principales activités

Économie de la santé : www.oecd.org/eco/structure/sante

Offre de soins : www.oecd.org/sante

Performance des systèmes de santé :
www.oecd.org/els/sante/politiques

Santé et environnement : www.oecd.org/env/social/santeenv

Santé et sécurité des produits chimiques :
www.oecd.org/ess

Santé et statistiques des dépenses de santé :
www.oecd.org/els/sante/donnees

Principales publications

Éco-Santé OCDE 2007

Facing the Future : Korea's Family, Pension and Health Policy Challenges (en anglais)

Panorama de la santé

Programme d'action de Noordwijk pour les médicaments

Principale manifestation

Forum à haut niveau de l'OCDE « Médicaments contre les maladies infectieuses négligées et émergentes : en améliorer la disponibilité par des politiques cohérentes », Noordwijk-aan-Zee, Pays-Bas, juin 2007

— Échanges et fiscalité internationale

Échanges, agriculture et pêche

www.oecd.org/echanges
www.oecd.org/agriculture-fr
tad.contact@oecd.org

Évolution récente du commerce international

Le contexte dans lequel sont inscrits les échanges internationaux a été marqué par les incertitudes qui entourent les négociations du cycle de Doha. Celles-ci traduisent les questions liées à la volonté politique et les doutes du grand public concernant les avantages de la mondialisation. Les travaux menés par l'OCDE dans le domaine des échanges et de l'agriculture ont continué d'apporter un éclairage analytique aux négociations. Ces études soulignent les gains évidents de bien-être réalisés dès lors que tous les pays participent à un vaste mouvement de libéralisation des échanges dans l'agriculture, l'industrie et les services. Elles montrent surtout que les pays en développement pourraient bénéficier de gains plus importants, par rapport au PIB, que les pays développés. En outre, la libéralisation stimule les réseaux de production qui renforcent la compétitivité, encourageant ainsi l'innovation et l'externalisation internationale de la production de biens intermédiaires et de services.

Les pays membres de l'OCDE sont convenus d'adopter un ensemble de principes et de lignes directrices capables de garantir que les prêts financés par leurs organismes de crédit à l'exportation (OCE) sont compatibles avec les objectifs de développement durable. Ces lignes directrices vont dans le sens des actions engagées par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale pour aider les pays en développement à éviter de laisser s'accumuler de nouveau leur dette après les allègements considérables qui ont été réalisés dans le cadre de l'Initiative des pays pauvres très endettés (PPTE) et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM). L'accord (Principes et lignes directrices favorisant des pratiques de financement soutenable dans les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public accordés aux pays à faible revenu) définit les engagements auxquels doivent souscrire les OCE désireux d'offrir des crédits commerciaux (i.e. qui

LE SAVIEZ-VOUS ?

Plus de 200 accords commerciaux régionaux sont actuellement en vigueur.



(De gauche à droite)

Le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, et le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, lors d'une visite à l'OCDE en mai 2007.

n'entrent pas dans le cadre de l'aide) aux emprunteurs publics des pays à faible revenu pour lesquels la gestion de leur dette extérieure constitue un véritable défi.

Dans le domaine des services, qui représentent aujourd'hui plus de 70 % de l'activité économique et de l'emploi de la zone OCDE, l'Organisation a lancé un vaste projet pour élaborer un indice de restrictivité pour les échanges de services (IRES). Cet instrument évaluera la réforme du secteur des services et les retombées d'une poursuite de la libéralisation tout en fournissant des données et des informations de meilleure qualité. Pour les échanges de marchandises, l'analyse montre qu'il faudrait davantage se préoccuper des procédures douanières et des réglementations techniques pour améliorer l'accès aux marchés.

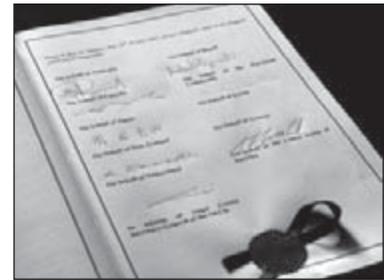
La multiplication des accords commerciaux régionaux et bilatéraux focalise beaucoup l'attention. En effet, ces accords sont considérés comme des instruments plus flexibles capables d'étendre le champ de la libéralisation. Si l'expérience montre que la plupart de ces accords sont sources d'échanges, il est largement admis qu'ils sont fondamentalement créateurs de distorsions et constituent un pis-aller par rapport à une libéralisation multilatérale du commerce.

L'OCDE examine actuellement l'évolution de la structure des échanges mondiaux sous l'effet de l'émergence de nouveaux concurrents majeurs – Brésil, Russie, Inde, Indonésie, Chine et Afrique du Sud (BRIICS) – sur les marchés internationaux. Le Forum mondial sur les échanges qui se tiendra les 25 et 26 juin 2008 aura pour thème la nature et les conséquences de ces changements.

Depuis 2005, l'OCDE a élaboré, en partenariat avec l'Organisation mondiale du commerce, un système de suivi destiné à « accroître et améliorer l'aide pour le commerce ». Le premier rapport de suivi global, paru en novembre 2007, souligne l'importance que revêt cette initiative : celle-ci constitue un lien permettant aux pays en développement, et notamment les moins avancés, de tirer parti des débouchés qui résultent des réformes des politiques commerciales. À la suite de ce rapport, les donateurs ont annoncé qu'ils redoubleraient d'effort : les pays partenaires considèrent de plus en plus le commerce comme une priorité dans leurs stratégies de développement. En outre, la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide constitue désormais un principe directeur reconnu pour la fourniture de l'aide. Le travail de suivi qui débutera l'année prochaine évaluera les progrès de la mise en œuvre de l'aide pour le commerce et ses incidences.

Crédits à l'exportation

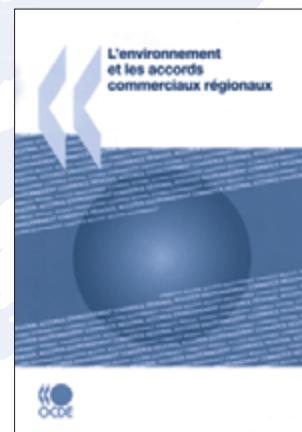
Deux recommandations de l'OCDE relatives aux crédits à l'exportation accroîtront la transparence, la responsabilité et l'efficacité des mesures de soutien public. En outre, elles permettront d'agir plus activement pour atteindre les objectifs plus généraux de lutte contre la corruption dans les transactions internationales, et aideront à atténuer l'impact que pourraient avoir sur l'environnement les grands projets d'infrastructures dans des secteurs et lieux sensibles. Le tout premier Accord sectoriel sur les crédits à l'exportation d'aéronefs civils, signé à Rio de Janeiro en juillet 2007, inclut parmi ses parties prenantes le Brésil, grand producteur d'avions régionaux. C'est la première fois qu'un pays non membre de l'OCDE participe à un accord sur les crédits à l'exportation aux côtés des pays de l'OCDE. Cet accord réunit les principaux pays exportateurs d'aéronefs civils du monde et concerne tous les types d'appareils. Il vise à limiter le soutien public à l'exportation pour mettre fin aux vifs différends commerciaux et pour encourager les avionneurs et les compagnies aériennes à privilégier les prix et la qualité, plutôt que les dispositifs financiers de soutien public.



L'Accord sectoriel sur les aéronefs civils et la Déclaration anti-corruption ont été signés au Brésil en juillet 2007.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Tous les membres de l'OMC, sauf un, sont parties à au moins un accord commercial régional.



Évolution récente dans l'agriculture

Les prix des produits agricoles se sont envolés ces derniers mois, et l'inflation des prix alimentaires constitue désormais une préoccupation majeure pour de nombreux gouvernements. Si les prix des productions végétales sont aujourd'hui élevés, c'est partiellement en raison d'une insuffisance de l'offre suite aux divers accidents climatiques dans un contexte de stocks céréaliers limités. À moyen terme, les prix des produits

LE SAVIEZ-VOUS ?

En 2006, le soutien accordé aux agriculteurs de la zone OCDE représentait 27 % des recettes agricoles.

La mondialisation de la pêche

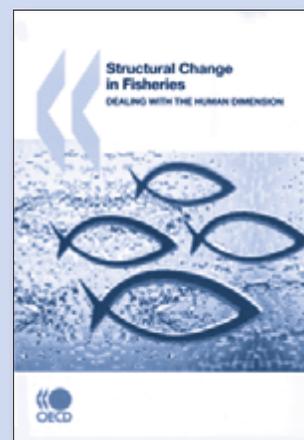


(De gauche à droite)

Le ministre des Pêcheries et des Ressources halieutiques de Namibie, Abraham Lyambo, et le ministre des Pêcheries d'Islande, Einar K. Gudfinnsson, à l'occasion de l'Atelier sur les opportunités et les défis de la mondialisation dans le secteur de la pêche en avril 2007.

Les marchés mondiaux des produits frais et transformés de la pêche ont considérablement évolués au cours des dernières décennies et sont toujours en mutation aujourd'hui. Les acteurs de la chaîne de valeur du secteur de la pêche (flottes, aquaculteurs, transformateurs et détaillants) sont à la recherche de nouveaux débouchés, de baisses des coûts de production et d'investissements rentables dans un environnement économique de plus en plus mondialisé. Cette évolution pose un certain nombre de défis aux pouvoirs publics car, pour les relever, il faudrait définir et mettre en place des cadres de gestion capables de tenir compte des contraintes imposées par le processus de mondialisation sans pour autant compromettre la viabilité des ressources halieutiques.

Le processus de mondialisation en cours est motivé par la recherche de formes de commerce plus rémunératrices et la nécessité de s'assurer un accès aux ressources halieutiques, soit comme matière première en vue de leur exploitation, soit comme produit intermédiaire pour le secteur de la transformation. Il prend alors la forme d'accords d'accès aux pêcheries, de co-entreprises, d'investissements directs ou d'externalisation. Au cœur de tous ces changements se trouvent les nouvelles relations commerciales qui se forgent le long des chaînes de valeur. Il sera particulièrement crucial de veiller à ne pas laisser les acteurs des pays en développement à l'écart de ce processus.



LE SAVIEZ-VOUS ?

Environ 15 % de la consommation totale de protéines provient du poisson.

agricoles devraient être de 10 % à 50 % supérieurs à leur niveau sur les dix dernières années. L'instabilité des prix, notamment pour les productions végétales, s'amplifiera à mesure qu'augmentera la part de la demande totale provenant d'activités industrielles. Cependant, cette perspective dépendra en grande partie de l'évolution de la demande future de biocarburants produits à partir de matières premières traditionnelles, laquelle est largement fonction du soutien accordé par les pouvoirs publics. Si les prix des produits agricoles restent élevés sur les marchés à long terme, les mesures nationales de soutien aux prix agricoles et les mesures de protection à la frontière qui les accompagnent ne se justifient plus.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Dans les grandes économies émergentes, comme le Brésil ou la Chine, le montant du soutien accordé aux agriculteurs correspond seulement à environ un cinquième de ce que perçoivent les cultivateurs de la zone OCDE.

Prix agricoles et biocarburants



La Table ronde de l'OCDE sur le développement durable portait sur les biocarburants et s'est déroulée en septembre 2007.

La hausse récente des prix des céréales et des oléagineux – couramment utilisés dans la production de biocarburants – a atteint, ou a été en passe d'atteindre, des niveaux record. La demande croissante de matières premières à des fins bioénergétiques est souvent invoquée pour expliquer cette hausse. Néanmoins, les insuffisances de l'offre imputables aux conditions climatiques survenues en 2006 et 2007 ont dépassé les 60 millions de tonnes, soit près de 4 fois plus que les 16 millions de tonnes supplémentaires nécessaires pour répondre à l'accroissement de la demande de maïs et de blé du secteur des biocarburants. Il est cependant beaucoup plus probable que la relative faiblesse des stocks soit responsable de l'envolée actuelle des prix mondiaux des céréales.

Les prévisions à long terme exposées dans la dernière édition des *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO* indiquent toutefois que la hausse des prix du pétrole et l'augmentation de la production de biocarburants jouent un rôle croissant dans le fait que les prix des produits agricoles dépassent les niveaux moyens enregistrés jusqu'ici. Selon les projections établies à l'horizon 2016, environ un tiers de la production de céréales secondaires du Canada et des États-Unis et jusqu'à 60 % de la production d'oléagineux et de sucre du Brésil et de l'Union européenne seront affectés à la production de biocarburants. Cette situation provoquera une hausse moyenne des prix des céréales et des oléagineux oscillant entre 20 % et 40 % et une progression moyenne de plus de 10 % concernant les prix du sucre au cours des dix prochaines années par rapport aux prix moyens des dix années précédentes.

Dans les pays de l'OCDE, le soutien public accordé aux agriculteurs représentait 27 % des recettes agricoles totales en 2006, chiffre en légère baisse par rapport aux 29 % enregistrés l'année précédente. Ce recul s'explique avant tout par la hausse des prix mondiaux des produits alimentaires plutôt que par un changement des politiques, puisque les prix intérieurs ont bénéficié d'un moindre soutien.

Le soutien au secteur agricole demeure néanmoins important. L'année passée, près de 268 milliards USD ont été accordés aux agriculteurs des pays de l'OCDE. Toutefois, les niveaux de soutien fluctuent considérablement : entre 1 % des recettes agricoles en Nouvelle-Zélande à plus de 60 % en Corée, en Islande, en Norvège et en Suisse. Dans les pays de l'OCDE, les prix des productions animales et végétales ont été en moyenne supérieurs de 21 % par rapport aux prix mondiaux.

Des progrès ont toutefois été observés quant aux modes de soutien. Dans de nombreux pays, en effet, les politiques récemment mises en place commencent à réduire le lien entre paiements et production et laissent davantage de latitude aux agriculteurs dans leurs choix de production.

En 2007, la méthode de classification et de présentation des estimations du soutien et de la protection du secteur agricole élaborée par l'OCDE a été révisée afin de mieux refléter l'évolution des modalités adoptées par les différents pays. Si le soutien accordé aux agriculteurs continue de représenter une part substantielle des recettes agricoles (27 % en 2006), il est cependant généralement plus faible dans les principales économies non membres – 8 % en Chine et 6 % au Brésil. Par ailleurs les politiques agricoles du Chili ont fait l'objet d'une évaluation approfondie en 2007.

L'OCDE a exploité l'expérience acquise par plusieurs pays modèles pour mettre en évidence les moyens de cibler efficacement les mesures sur les objectifs précis sans pour autant accroître leurs coûts de mise en œuvre. L'Organisation reste favorable à une approche de l'élaboration des politiques agricoles à la fois systémique et fondée sur des données tangibles. Selon une étude réalisée en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, les prix alimentaires aujourd'hui élevés sont largement imputables aux facteurs de court terme. Mais à moyen terme, la hausse des prix du pétrole et la progression de la demande de biocarburants pourraient provoquer une hausse structurelle des prix alimentaires. Selon les projections actuelles, les prix alimentaires pourraient augmenter de 10 % à 50 % par rapport aux prix moyens enregistrés ces dix dernières années.

L'OCDE a récemment achevé un important rapport sur l'état de l'environnement dans l'agriculture. Il comprenait notamment un bilan des performances environnementales du secteur dans chacun des pays de l'OCDE. Dans un contexte de sensibilisation croissante au changement climatique et à la pénurie d'eau, l'Organisation s'attache principalement au rôle des politiques dans l'amélioration de la gestion des ressources naturelles dans le secteur agricole.

Pêche

La mondialisation du secteur halieutique devrait permettre de générer des avantages considérables grâce au développement des marchés, à la croissance de la demande de produits de la mer, au processus d'intégration tout au long de la chaîne de valeur, à l'élevage de nouvelles espèces et à l'amélioration des techniques de transformation et de distribution (voir encadré p. 52). Il est essentiel que les pouvoirs publics offrent un environnement permettant de profiter de ces avantages, tout s'assurant que les risques pour la viabilité des ressources et le bien-être social ont bien été pris en compte. La reconstitution des stocks de poissons constitue pour les pays de l'OCDE un enjeu



Cette étude examine les impacts des réformes de la politique agricole sur le marché pour les dix années à venir.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Depuis 1990, la production agricole de la zone OCDE a augmenté de plus de 4 % tout en utilisant moins de terre, de main-d'œuvre et de pesticides, mais davantage d'eau et d'énergie.



Ce rapport examine dans quelles mesures les préférences commerciales sont bénéfiques aux pays en développement et les conséquences d'une possible érosion de ces bénéfices dans le cadre de la libéralisation du commerce multilatéral.

majeur, puisque 25 % environ du total des stocks sont classés surexploités ou épuisés. Outre l'adoption de politiques de gestion des pêches durables et responsables, il est indispensable de freiner les pratiques de pêche illégale et de réformer la pêche dans les eaux nationales et en haute mer en matière de gouvernance.

Toutefois, si les responsables politiques disposent d'un large choix de mesures pour mener les réformes nécessaires afin d'assurer la viabilité du secteur de la pêche, ils se heurtent souvent à des obstacles de nature politique. Dans le cadre de son projet sur l'économie politique de la réforme des politiques de la pêche, l'OCDE recense les stratégies capables de réformer ce secteur. Ses travaux se sont centrés sur l'aspect humain de l'ajustement du secteur de la pêche, l'élaboration de lignes directrices concernant les meilleures pratiques de sortie de flotte, et la réforme de la gouvernance des pêcheries nationales et internationales. ■

LE SAVIEZ-VOUS ?
Les flux d'aide pour le commerce devraient augmenter de 50 % en 2010.



(De gauche à droite)
Le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, et le ministre canadien de l'Agriculture, Chuck Strahl, lors d'une visite à l'OCDE en mai 2007.

Vous souhaitez en savoir plus ?

Principales activités

Crédits à l'exportation : www.oecd.org/tad/xcred-fr

Échanges agricoles : www.oecd.org/tad/echange

Échanges de services : www.oecd.org/tad/services-fr

Échanges et développement :

www.oecd.org/tad/echdev

Échanges, innovation et croissance :

www.oecd.org/tad/tradeglobalforum2007

Environnement et échanges :

www.oecd.org/tad/echenv

Facilitation des échanges : www.oecd.org/tad/facilitation-fr

Pêcheries : www.oecd.org/tad/peche

Politiques agricoles : www.oecd.org/tad/politiques

Principales publications

Ciblage efficace des politiques agricoles : bonnes pratiques pour le développement et la mise en œuvre de politiques

Examen des pêcheries dans les pays de l'OCDE : vol. 2 – Statistiques nationales, 2002-2004

L'accès préférentiel aux marchés : quel bénéfice pour les pays en développement ?

L'environnement et les accords commerciaux régionaux

Les coûts de mise en œuvre des politiques agricoles

Les politiques agricoles dans les pays non membres : suivi et évaluation 2007

Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : suivi et évaluation 2007

Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2007-2016

Réforme des politiques et des échanges agricoles : incidences sur les marchés mondiaux des produits de base

Structural Change in Fisheries: Dealing with the Human Dimension (en anglais)

Principales manifestations

Forum mondial sur les échanges et l'innovation, Paris, Siège de l'OCDE, octobre 2007

Forum mondial sur l'agriculture, Rome, novembre 2007

Fiscalité

www.oecd.org/fiscalite
ctp.contact@oecd.org

Évolution récente

La charge fiscale moyenne dans les pays de l'OCDE, que l'on détermine par le rapport entre les impôts et le PIB, est revenue aux mêmes niveaux qu'en 2000, après une brève réduction entre 2001 et 2004.

En 2006, la charge fiscale, en pourcentage du PIB, a augmenté dans 14 des 26 pays pour lesquels des chiffres provisionnels étaient disponibles. La charge fiscale moyenne dans les 30 pays de l'OCDE a atteint 36.2 % du PIB en 2005, dernière année pour laquelle des chiffres complets sont disponibles, ce qui représente une hausse par rapport aux 35.5 % enregistrés en 2004 et équivaut au niveau sans précédent de 2000.

Les derniers chiffres montrent une légère augmentation de la part des recettes publiques collectées par le biais des impôts généraux sur la consommation, sous forme de taxes sur la valeur ajoutée (TVA) dans l'ensemble des pays de l'OCDE, à l'exception des États-Unis et de certaines provinces canadiennes.

Des progrès satisfaisants ont été réalisés dans les centres financiers, qu'ils soient établis sur ou en dehors du territoire national, concernant la mise en œuvre des normes de transparence et d'échange d'informations à des fins fiscales établies par l'OCDE. Près de 100 accords d'échange de renseignements supplémentaires sont désormais en vigueur par rapport à l'année dernière, notamment ceux conclus entre les États-Unis et Guernesey, l'île de Man et Jersey qui sont entrés en vigueur en 2006. En outre, deux pays (le Libéria et les Îles Marshall), ont été retirés de la liste des paradis fiscaux non coopératifs de l'OCDE l'an dernier. Toutefois, selon les évaluations de l'OCDE, certains centres financiers ne sont pas encore conformes aux normes internationales qui ont été élaborées au cours des sept dernières années.

Les travaux de l'OCDE dans le domaine fiscal couvrent des domaines très divers. Ils ont pour objectif d'aider les gouvernements à rendre leurs systèmes fiscaux plus efficaces et



Des délégués de la 4^e réunion du Forum sur l'administration fiscale, qui s'est tenue au Cap, s'essayent au Djembé en suivant les conseils des percussionnistes sud-africains.

plus compétitifs, à réduire au minimum la double imposition et à répondre efficacement à l'évasion et à la fraude fiscales. L'OCDE établit des statistiques comparables au niveau international et se charge de l'évaluation et du suivi des politiques. Elle analyse les systèmes fiscaux nationaux et leurs effets sur les marchés du travail, du capital et des produits.

Fiscalité et investissement

Tous les pays cherchent à attirer l'investissement direct étranger (IDE). Ils espèrent que l'augmentation de l'IDE créera des emplois et stimulera la croissance. Cependant un grand nombre d'entre eux craignent que les investissements à l'étranger n'entraînent des pertes d'emplois. Beaucoup de facteurs influent sur la localisation de l'IDE mais une récente étude de politique fiscale de l'OCDE intitulée *Effets de la fiscalité sur l'investissement direct étranger : données récentes et analyse des politiques* montre de manière convaincante que l'investissement dépend de plus en plus des modalités d'imposition sur les sociétés appliquées dans les différents pays. Cette étude analyse les considérations politiques qui incitent les pays à décider des différents taux d'imposition sur les sociétés et des réglementations applicables, notamment concernant les soucis d'efficacité, de compétitivité et de recettes publiques. L'étude montre également comment certaines stratégies de planification fiscale agressive d'entreprises multinationales ont pour effet de ramener le

Impôts sur la consommation

Malgré la croissance rapide des taxes sur la valeur ajoutée (TVA) au cours des 15 dernières années, les impôts sur la consommation représentent actuellement un pourcentage du total des prélèvements dans les pays de l'OCDE moindre que dans les années 60. Ce phénomène s'explique principalement par la réduction des taxes sur des biens et services spécifiques – ou droits d'accise. Cette évolution a été particulièrement remarquable dans les pays membres d'Europe et d'Asie-Pacifique, où la part de ces impôts par rapport aux recettes fiscales totales a diminué de plus de moitié. Seul le Mexique, où le pourcentage des impôts sur des biens spécifiques dans l'ensemble des prélèvements fiscaux a sensiblement augmenté, échappe à cette tendance.



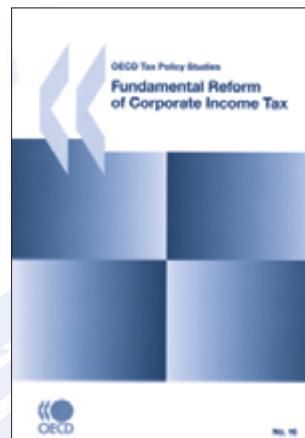
Alors que les TVA s'appliquent à une large assiette de biens et de services, les impôts du type des droits d'accise visent des produits spécifiques. La tendance récente a été d'appliquer les droits d'accise pour influencer le comportement du consommateur, et non pas seulement pour collecter des recettes. Les questions de protection de l'environnement ont amené les pouvoirs publics à relever les droits d'accise sur certaines catégories de carburants tout en les réduisant (ou en limitant leur augmentation) sur les carburants moins nocifs pour l'environnement. De même, les droits d'accise peuvent être utilisés pour améliorer la santé publique, notamment en taxant lourdement les cigarettes et l'alcool.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Dans les pays de l'OCDE, malgré le recours croissant aux TVA, la part moyenne des impôts sur la consommation dans les recettes fiscales totales est plus faible qu'il y a 20 ans.

taux d'imposition applicable à l'IDE sensiblement en dessous du niveau que laisseraient entendre les indicateurs classiques.

L'imposition sur les sociétés influe sur le niveau, la répartition et le mode de financement de l'investissement dans une économie. Une autre étude récente de l'OCDE, intitulée *Réforme fondamentale de l'impôt sur les bénéficiaires des sociétés*, analyse comment les systèmes d'imposition sur les sociétés affectent ces décisions. Elle examine également comment les différentes approches de la réforme de l'impôt sur les sociétés pourraient réduire les distorsions inhérentes aux systèmes fiscaux actuels. Cette analyse traite de l'imposition sur les sociétés proprement dites, ainsi que sur la manière dont leurs actionnaires sont imposés sur leurs dividendes et leurs gains en capital. Cette étude tient également compte du fait que les actionnaires et créanciers des sociétés sur les marchés financiers internationaux vivent dans des pays différents de ceux où sont établies les sociétés dans lesquelles ils investissent. Beaucoup de réformes visant à réduire les distorsions dans l'imposition sur les sociétés ont été proposées, et ont été adoptées dans certains pays. Mais dans la pratique, elles présentent toutes des inconvénients. Ainsi, les difficultés et les coûts du passage d'un système à un autre peuvent amener les pays à se prononcer contre la réforme, même si leur système existant est loin d'être parfait.



Cet ouvrage examine les principaux moteurs d'une réforme fondamentale en la matière et en évalue les retombées.

Organismes de placement collectif

Les fonds de placement collectif gèrent actuellement plus de 20 000 milliards USD d'actifs. Une part importante de ces actifs correspond à des investissements de portefeuille transfrontaliers, dont les revenus donnent droit à des avantages prévus par des conventions fiscales. L'OCDE travaille avec des représentants d'entreprises pour résoudre les problèmes juridiques et pratiques qui empêcheraient ces avantages d'être effectivement accordés, ou d'être attribués de manière inappropriée. Les problèmes juridiques concernent le droit dont disposent les fonds eux-mêmes à bénéficier des avantages prévus par les conventions. Lorsque les fonds n'ont pas droit à ces avantages, ceux-ci devraient normalement revenir aux investisseurs du fonds. Cependant, l'octroi de ces avantages à un grand nombre d'investisseurs dans un fonds donné crée d'importantes difficultés administratives, compte tenu du fait que les effectifs des investisseurs dans un tel fonds peuvent être modifiés quotidiennement et que beaucoup d'intermédiaires différents sont concernés.

Imposition des PME – comment l'améliorer

Les petites et moyennes entreprises (PME) représentent entre 90 % et 95 % des entreprises au niveau mondial et constituent les moteurs indispensables à la création d'emplois et à l'innovation. Étant donné leur nombre, leur diversité et leur contribution aux économies nationales, l'incidence des systèmes fiscaux sur les PME constitue un facteur important à prendre en compte pour les responsables de la politique et de l'administration fiscales.

Le Dialogue fiscal international, qui résulte de l'initiative conjointe de la Banque interaméricaine de développement (BID), de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international (FMI) et de l'OCDE, a organisé une conférence fiscale mondiale en octobre pour examiner les expériences des différents pays concernant l'imposition des PME. Organisée par l'Argentine, cette conférence a rassemblé plus de 250 participants de haut niveau représentant 80 pays et plusieurs organisations fiscales internationales et régionales.

La conférence a souligné la manière dont les politiques fiscales peuvent aider les PME à participer au commerce international, ainsi que la nécessité d'une simplification comme moyen d'améliorer la discipline fiscale et d'alléger la charge administrative. Enfin, elle a examiné les raisons pour lesquelles certaines d'entre elles opèrent dans l'économie informelle, ainsi que les conséquences qui en résultent.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Près des deux tiers des fonds spéculatifs sont établis dans les îles Caïman.

La discipline fiscale dans un monde sans frontières

Les administrations fiscales ont la tâche de plus en plus difficile de mettre en œuvre la législation fiscale dans un monde où les frontières ont tendance à disparaître. La planification fiscale agressive transfrontalière est l'un des risques qu'elles doivent gérer pour recouvrer les impôts qui leur sont dus dans le cadre de leurs systèmes fiscaux. Un répertoire de la planification fiscale agressive a été élaboré pour aider les agents des impôts à identifier les dispositifs abusifs et à mettre plus rapidement au point des stratégies de détection et de réponse. En outre, un rapport récent intitulé *Étude du rôle des intermédiaires fiscaux* examine le rôle que des fiscalistes de cabinets d'experts-comptables, de cabinets de conseil juridique ou autres cabinets de conseil, d'institutions financières ou de départements fiscaux d'entreprises, jouent en matière de discipline fiscale et de promotion de dispositifs visant à réduire l'impôt au minimum. Le rapport énonce une série de recommandations que les pays devront prendre en compte dans le cadre de leurs politiques de gestion des risques, de renforcement des relations avec les grandes entreprises imposables et leurs conseillers fiscaux, et de sensibilisation aux réalités commerciales.

Les agents des impôts sont confrontés à un autre risque : les contribuables ont la possibilité de frauder le fisc en dissimulant des activités et des actifs à l'étranger. Un meilleur accès aux renseignements combiné à un renforcement de la coopération internationale aidera les administrations fiscales à faire face à ce risque. Le rapport *Coopération fiscale – Vers l'établissement de règles du jeu équitables : évaluation de 2007* décrit comment plus de 80 pays sont parvenus à améliorer la transparence et à mettre en place des dispositifs efficaces d'échanges de renseignements au service des administrations fiscales. ■



Cette évaluation annuelle de la transparence et des politiques d'échange d'informations fiscales couvre 82 économies et souligne les évolutions des lois nationales et des réglementations de ces pays survenues au cours de l'année passée.

Vous souhaitez en savoir plus ?

Principales activités

- Administration fiscale : www.oecd.org/ctp/af
- Analyse des politiques fiscales : www.oecd.org/ctp/apf
- Base de données fiscales de l'OCDE : www.oecd.org/ctp/taxdatabase
- Conventions fiscales : www.oecd.org/ctp/cf
- Dialogue fiscal international : www.itdweb.org/fr
- Échange d'informations : www.oecd.org/ctp/edi
- Impôt sur la consommation : www.oecd.org/ctp/ic
- Partenariat avec des économies non membres : www.oecd.org/ctp/handbook
- Pratiques fiscales dommageables : www.oecd.org/ctp/pfd
- Prix de transfert : www.oecd.org/ctp/pt
- Règlement des différends : www.oecd.org/ctp/rd
- Traitement fiscal des pots-de-vin : www.oecd.org/ctp/tfp

Principales publications

Améliorer l'accès aux renseignements bancaires à des fins fiscales : rapport d'étape 2007

- Coopération fiscale 2007 : vers l'établissement de règles du jeu équitables – Évaluation par le Forum mondial sur la fiscalité*
- Étude de politique fiscale de l'OCDE n° 16 : réforme fondamentale de l'impôt sur les bénéfices des sociétés*
- Étude de politique fiscale de l'OCDE n° 17 : effets de la fiscalité sur l'investissement direct étranger : données récentes et analyse des politiques*
- Les impôts sur les salaires 2005/2006 : édition de 2007*
- Statistiques des recettes publiques 1965-2006*

Principales manifestations

- 12^e Réunion annuelle sur les conventions fiscales, Siège de l'OCDE, septembre 2007
- Conférence mondiale du dialogue fiscal international sur l'imposition des PME, Buenos Aires, octobre 2007
- 2^e Réunion ministérielle MENA-OCDE et Forum des entreprises, Le Caire, novembre 2007
- Forum sur l'administration fiscale, Le Cap, janvier 2008
- 50^e Anniversaire du Modèle de Convention fiscale de l'OCDE, Siège de l'OCDE, septembre 2008

Gouvernance

Gouvernance publique

www.oecd.org/gouvernance
gov.contact@oecd.org

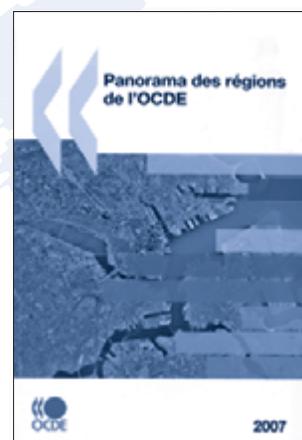
Ces deux dernières décennies, les pays de l'OCDE ont entrepris de nombreuses réformes pour moderniser leur secteur public. Ces réformes ont pour objectifs communs d'accroître la flexibilité et de doper l'innovation pour permettre à l'administration d'être plus efficace au moindre coût, plus transparente et plus à l'écoute du citoyen. Les réformes ont profondément modifié le fonctionnement du secteur public, les rapports entre l'administration et les citoyens, et la participation du public à l'élaboration des politiques.

Les pays non membres de l'OCDE se consacrent eux aussi de plus en plus à la modernisation du secteur public. Nombre d'entre eux ne s'en remettent plus seulement aux « meilleures pratiques », et élaborent des politiques fondées sur des observations factuelles pour déterminer ce qui marche vraiment le mieux dans des circonstances précises. Ils appellent aussi l'OCDE à fournir des données et des indicateurs comparables au niveau international sur la performance de l'administration et à l'efficacité des services publics.

Enjeux

Le niveau d'instruction de la population, le rythme rapide du progrès technique et de la mondialisation poussent les autorités à modifier la conception et la mise en œuvre des services. L'évolution démographique, comme le vieillissement de la population, entraîne elle aussi des tensions budgétaires et modifie la demande de services publics, notamment dans les domaines de l'enseignement et de la santé.

La mondialisation brouille la limite entre les politiques et les réglementations élaborées au niveau national et celles qui sont conçues au niveau international. Aussi est-il de plus en plus fréquent que les questions qui se posent aux autorités ne puissent être réglées par un seul ministère, ni même par les seules autorités centrales. La décentralisation et le rôle grandissant des organismes supranationaux ont multiplié les intervenants dans l'élaboration des politiques. Pourtant, aux yeux des citoyens, « l'administration » est une entité monolithique imposante qui agit sur de nombreux aspects de leur vie. Citoyens et entreprises exigent davantage de qualité et de choix dans les services publics, et moins de contraintes administratives. Mais en dépit des progrès de transparence et de l'effort d'écoute des citoyens, de nombreux pays notent une baisse de confiance du public dans l'administration.



La rencontre annuelle des hauts responsables de Centres de gouvernement des pays de l'OCDE s'est tenue à Berne, Suisse, en octobre 2007.

Performance, résultats et politiques fondées sur des faits

Les administrations sont de plus en plus nombreuses à inscrire la gestion des performances dans leur système de budgétisation et de gestion du personnel, afin de renforcer la transparence, la responsabilité et l'optimisation des dépenses. Si le fait de lier l'attribution des ressources aux résultats est une pratique courante dans le secteur privé, elle reste un défi pour le secteur public. Actuellement, les données sur les performances servent principalement à renforcer les programmes, et non à décider du redéploiement des ressources, par exemple. L'OCDE a élaboré des principes et des recommandations pour la gestion et la budgétisation axées sur les performances, et elle continue de suivre l'évolution de près.

Transparence, intégrité et intégration

La transparence est un facteur déterminant pour assurer l'intégrité dans les administrations publiques, et de nombreux progrès ont été accomplis dans ce domaine. Ainsi, plus de 96 % des pays de l'OCDE sont dotés d'une législation assurant l'accès de l'information au public. Mais à mesure que les responsables du secteur public bénéficient de plus de flexibilité et d'autonomie, les pays doivent garantir l'intégrité dans les situations délicates, au point de rencontre des secteurs public et privé, par exemple les marchés publics et les groupes de pression. L'OCDE élabore des lignes directrices et des cadres pour y renforcer l'intégrité et la transparence.

Réduire les charges administratives

La plupart des pays de l'OCDE ont fait de la réduction des charges administratives un objectif politique prioritaire. Les formalités sont particulièrement contraignantes pour les petites entreprises et peuvent freiner l'entrepreneuriat. De plus, les citoyens et les grandes entreprises se plaignent des obligations déclaratives superflues. Pour réduire les charges administratives, les autorités adoptent des stratégies comme la définition d'objectifs quantitatifs, le réexamen de réglementations obsolètes, la codification et la mise en œuvre des services administratifs électroniques. Le risque que comporte la réglementation peut en outre être réduit par un effort dans la conception des agences de régulation, comme le montre un récent examen du cadre réglementaire au Brésil réalisé par l'OCDE.

Innovation : administration électronique et mobilisation des citoyens

Ces dernières années, l'administration électronique est devenue dans les pays de l'OCDE un instrument transversal qui soutient et fait avancer les objectifs de l'action publique. Au-delà des services en ligne, l'OCDE a recherché en quoi l'administration électronique peut être un instrument d'innovation et de changement du secteur public, favorisant l'échange d'informations et de données au sein même de l'administration.

Associer les citoyens à l'élaboration de politiques est également de plus en plus reconnu comme étant un moteur de création de valeur et d'innovation. Les autorités ne peuvent traiter seules des questions complexes, et les citoyens devront s'impliquer davantage dans la réalisation des objectifs communs de l'action publique, comme la santé publique et le changement climatique. Un rapport de l'OCDE sur l'ouverture et le pluralisme dans l'élaboration des politiques paraîtra au milieu de 2008.



LE SAVIEZ-VOUS ?
Plusieurs pays de l'OCDE ont défini des cibles quantitatives de réduction des charges administratives qui pèsent sur les entreprises.



Examen du service public irlandais

L'Irlande est un exemple de miracle économique. Entre 1995 et 2005, elle a affiché l'un des taux de croissance du PIB les plus élevés de la zone OCDE et se classe aujourd'hui parmi les pays les plus riches du monde par habitant. Le niveau de vie a progressé, et sa population, jeune et croissante, est diverse et mobile.

Depuis le milieu des années 90, plusieurs réformes importantes du secteur public ont été adoptées. Elles ont mis l'accent sur les performances, ont amplifié l'ouverture dans le recrutement et la promotion et ont clarifié les responsabilités. Le Gouvernement irlandais a décidé de faire aujourd'hui le point sur les effets de ces réformes pour s'assurer qu'il suivait la bonne voie. Il a voulu qu'une étude situe le pays par rapport aux pays de l'OCDE comparables pour tirer des enseignements de l'expérience acquise ailleurs.

Aujourd'hui, l'Irlande doit faire face à de nouveaux défis. La vigueur de la croissance économique a pesé sur les infrastructures. L'immigration a permis de préserver la fluidité du marché du travail, mais elle a fait naître de nouvelles tensions. Aujourd'hui, 15 % de la population irlandaise sont nés à l'étranger. La population, de plus en plus aisée et hétérogène, attend des services plus efficaces et mieux adaptés, alors que la croissance économique ralentit. Les organismes du secteur public qui avaient été créés pour prendre en charge des difficultés précises posent aujourd'hui des problèmes de gouvernance. Pour y répondre et traiter d'autres questions émergentes, le secteur public doit gagner en souplesse et en réactivité.

Ce réexamen novateur associe budgétisation, administration électronique, performances et gestion des ressources humaines, ainsi que d'autres problèmes de gestion publique, pour étudier les performances du service public irlandais sous l'angle de l'élaboration des politiques, de la prestation des services, des infrastructures et des conséquences économiques et sociales. L'analyse est centrée sur la gouvernance (viabilité, ouverture, responsabilité, cohérence verticale et horizontale), les capacités (notamment la flexibilité) et les performances (efficacité, efficacité). Plusieurs études de cas sectorielles, portant par exemple sur la formation, la santé et les collectivités locales, sont examinées. Les conclusions de l'étude aideront à définir l'étape suivante des programmes de modernisation et de réforme qui viendront soutenir les progrès économiques et sociaux de l'Irlande.



Politique régionale

Dans de nombreux pays, les services publics sont de plus en plus souvent assurés au niveau régional ou local, à proximité du citoyen. Mais la coordination des administrations centrales et régionales constitue un défi pour les autorités. Elle suppose la maîtrise des relations budgétaires entre les différents niveaux d'administration et le recours à des accords contractuels et à des indicateurs de performances pour les collectivités territoriales.

La compétitivité et le dynamisme des régions sont décisifs pour la croissance économique nationale. D'ailleurs, les politiques d'innovation s'articulent de plus en plus souvent autour de pôles régionaux. Pour exploiter le potentiel économique et la capacité d'innovation des régions, les autorités encouragent les effets de synergie entre les entreprises, les universités et les autres entités créatrices de connaissances. Elles examinent aussi les moyens dont disposent les régions pour affronter la concurrence dans les activités économiques mondiales. Parmi les autres objectifs, il faut citer l'élargissement des perspectives de développement des régions rurales et l'analyse du rôle des villes dans l'économie mondiale. Les *Examens territoriaux de l'OCDE* et la base de données des indicateurs régionaux viennent étayer des travaux dans ces différents domaines. ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

Près de 75 % des pays de l'OCDE inscrivent des données sur les performances non financières dans la documentation budgétaire.

Vous souhaitez en savoir plus ?

Principales activités

Administration électronique :

www.oecd.org/gov/adminielectronique

Budgétisation et dépenses publiques :

www.oecd.org/gov/budget-fr

Développement régional :

www.oecd.org/gov/developpementregional

Emploi public : www.oecd.org/gov/grh

Intégrité dans le secteur public : www.oecd.org/gov/ethique

Ouverture et pluralisme de l'élaboration des politiques :

www.oecd.org/gov/engagementpublic

Principaux indicateurs de qualité de l'administration :

www.oecd.org/gov/indicateurs

Réforme réglementaire : www.oecd.org/gov/reformereg

Relations mondiales : www.oecd.org/gov/ouverture

Sigma : www.oecd.org/gov/sigma

Principales publications

Éliminer la paperasserie

Études de l'OCDE sur l'administration électronique (par pays)

Examens de l'OCDE des politiques rurales (par pays)

Examens de l'OCDE sur l'innovation régionale

Examens territoriaux de l'OCDE

Ireland : Towards an Integrated Public Service (en anglais)

La budgétisation axée sur la performance dans les pays de l'OCDE

L'intégrité dans les marchés publics : les bonnes pratiques de A à Z

Panorama des régions de l'OCDE

Revue de l'OCDE sur la gestion budgétaire

Viellissement et service public : le défi des ressources humaines

Principales manifestations

Quelles politiques pour les villes d'envergure mondiale ?

Repenser les politiques urbaines, Madrid, mars 2007

Régions rurales innovantes : le rôle du capital humain et des technologies, Caceres, Espagne, mars 2007

Réunion régionale de hauts responsables (Ouest des Balkans) sur les recours dans le domaine des marchés publics, Dubrovnik, Croatie, mai 2007

Forum mondial sur la gouvernance « Moderniser l'État : stratégies et outils pour le changement », Rio de Janeiro, octobre 2007

Réunion des hauts responsables de Centres de gouvernement, Berne, octobre 2007

3^e Table ronde internationale sur une politique régionale viable, l'exemple du développement économique de la municipalité de Chongqing, Pékin, novembre 2007

Réunion régionale de hauts responsables (Ouest des Balkans) sur les concessions et les partenariats public-privé, Tirana, décembre 2007

Gouvernance privée

Lutter contre la corruption

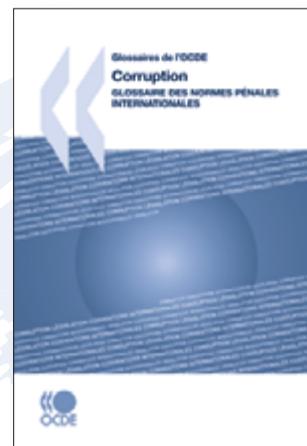
La lutte contre la corruption internationale nécessite un surcroît de volonté politique. Malgré de nouvelles lois anti-corruption, des sanctions plus lourdes et une amélioration de la coordination et de la coopération internationales, certains pays appliquent encore trop timidement la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption.

Ministres et hauts fonctionnaires de 40 pays se sont réunis à Rome pour célébrer le 10^e anniversaire de la Convention et se sont engagés à renforcer son efficacité aux avant-postes de la lutte mondiale contre la corruption transnationale. Les pays émergents ont été encouragés à suivre l'exemple de l'Afrique du Sud, 37^e pays à ratifier la Convention en 2007, et à appliquer ses principes par le biais de partenariats renforcés.

Risques financiers

La titrisation et d'autres techniques employées par les institutions financières pour dissocier, présenter différemment et transférer les risques financiers sont appréciées depuis longtemps pour leur capacité de renforcement du crédit disponible en facilitant une plus large répartition du risque. Mais si la diffusion accrue des risques au moyen de la titrisation multiplie les possibilités de diversification, elle peut aussi avoir des répercussions sur la transparence, et rendre ainsi les marchés plus incertains. Les risques eux-mêmes ne disparaissent pas : leur gestion reste indispensable, et de préférence par ceux qui sont les mieux placés pour cela.

www.oecd.org/gouvernementdentreprise
www.oecd.org/corruption-fr
corporate.affairs@oecd.org
anti-corruption.contact@oecd.org



Ce *Glossaire* expose les éléments clés requis pour qualifier la corruption de délit pénal.



(De gauche à droite)
 Le ministre égyptien de l'Investissement, Mahmoud Mohieldin, signe la Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales, avec le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, à l'OCDE en septembre 2007.

Pourtant, les risques financiers sont de plus en plus supportés par des personnes physiques potentiellement mal outillées pour les prendre en charge. Cette tendance concerne les pensions, car les personnes vivent plus longtemps et les régimes de retraite basculent des prestations définies aux cotisations définies. Ce phénomène se produit aussi dans le domaine du crédit, comme le montre la crise des prêts hypothécaires à haut risque (voir le *Coup de projecteur*, p. 14).

Renforcée par le mandat des ministres des finances du G8 en 2006, l'OCDE a ainsi endossé un rôle pilote dans la promotion de l'éducation et de la sensibilisation dans le domaine de la finance. L'Organisation a poursuivi ses travaux en la matière en 2007 : elle a élaboré des lignes directrices optimales sur l'éducation financière dans les domaines de l'assurance et des retraites, qui paraîtront en 2008. L'OCDE a également lancé un nouveau site Internet pour promouvoir la coopération internationale (voir www.financial-education.org).

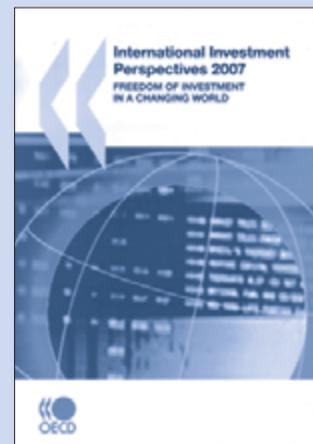
Elle a par ailleurs analysé les conséquences financières des catastrophes de grande ampleur et a produit un manuel sur la sensibilisation aux risques des catastrophes naturelles à l'intention des pouvoirs publics. En outre, pour favoriser un meilleur cadre réglementaire, les pays membres de l'OCDE ont adopté une nouvelle recommandation sur la capitalisation et la sécurité des prestations dans les caisses de retraite.



Fonds souverains

La libéralisation et l'ouverture des marchés de capitaux ont bénéficié aux particuliers comme aux entreprises du monde entier. Des instruments adossés aux États – les fonds d'investissement dits souverains – prennent une place croissante sur les marchés internationaux des capitaux. Ils sont très prometteurs : ils peuvent contribuer au développement du pays d'origine et au recyclage international de l'épargne, et ont en général fait leurs preuves en tant qu'investisseurs de long terme. Simultanément, leur taille et leurs liens avec des États peuvent susciter des incertitudes quant à leur stabilité financière, et faire craindre que leurs motivations ne soient pas commerciales, mais politiques.

Le dialogue intergouvernemental sur les politiques aidera les fonds souverains et les pays qu'ils ciblent à accueillir ces investissements pour instaurer des politiques potentiellement bénéfiques pour les deux parties. Les fonds souverains doivent parvenir à rentabiliser de manière satisfaisante une large palette d'investissements, et les destinataires de ces fonds doivent protéger certains intérêts essentiels, mais également préserver l'ouverture de leurs marchés. Le Fonds monétaire international aide les fonds souverains à étoffer une gouvernance de bon aloi capable d'améliorer les informations et la gestion. En outre, en coopération avec de nombreux partenaires non membres, les pays membres de l'OCDE élaborent un ensemble de recommandations sur les politiques que peuvent mener les pays accueillant ces investissements pour préserver leurs intérêts essentiels tout en respectant les principes élémentaires d'une politique d'investissement : libéralisation, non-discrimination, transparence et prévisibilité, proportionnalité et reddition des comptes.



Cet ouvrage relève une hausse des pratiques discriminatoires envers les investissements internationaux en raison des préoccupations de sécurité nationale et de questions fondamentales qui y sont liées. Il souligne aussi les nouvelles opportunités qu'offrent les IDE.

Gouvernement d'entreprise

Les sociétés de capital-investissement et les fonds spéculatifs très actifs sont devenus des acteurs majeurs du suivi des performances des entreprises. Ils sont créateurs de valeur au travers des entreprises où, par exemple, ils siègent au conseil d'administration et concourent à l'élaboration de stratégies nouvelles. L'OCDE a constaté que les pays devaient sans cesse actualiser leur cadre et leurs pratiques de gouvernement d'entreprise s'ils voulaient répondre aux besoins des investisseurs et des entreprises, ou tirer parti de gros gisements privés de capital, à l'instar par exemple des sociétés de capital-investissement.

L'OCDE a créé un nouveau forum pour établir un dialogue avec le secteur privé. Son objectif est de mieux comprendre le rôle de ce secteur dans le gouvernement d'entreprise et de proposer des orientations sur la meilleure manière d'appliquer les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE sur des marchés financiers en mutation. En 2008, les normes volontaires du secteur privé seront revues et une réunion à haut niveau sur le gouvernement d'entreprise sera organisée.

Investissement

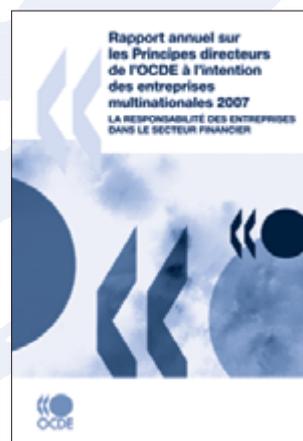
Les investissements internationaux sont des moteurs essentiels de la croissance, de l'innovation et du développement durable. Les gouvernements sont sans cesse mis au défi d'améliorer leur politique d'investissement et de garantir un climat sain pour les entreprises. Simultanément, l'explosion des fusions transnationales et la présence croissante d'investisseurs provenant des économies émergentes – souvent contrôlés par les autorités de ces économies – ont suscité des craintes quant aux motivations réelles de certains investissements, soupçonnées d'être plus politiques que commerciales (voir encadré p. 65). Parallèlement, les pays utilisant le Cadre d'action pour l'investissement de l'OCDE pour attirer l'investissement au profit du développement sont toujours plus nombreux. L'Égypte a ainsi été le 40^e pays à adhérer à la Déclaration de l'OCDE et aux Décisions sur l'investissement international et les entreprises multinationales. Gouvernements, entreprises, syndicats et ONG n'ont cessé de recourir aux Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales pour résoudre les différends et renforcer la confiance. Les Principes de l'OCDE pour la participation du secteur privé aux infrastructures, adoptés en 2007, donnent des recommandations pour optimiser les investissements privés et internationaux dans différents secteurs, dont celui de l'eau.

Développement du secteur privé

Soutenir l'essor d'un secteur privé très dynamique est aujourd'hui un volet essentiel des efforts déployés par l'OCDE pour stimuler la compétitivité et la croissance. Des programmes de développement du secteur privé tant régionaux que nationaux aident les gouvernements de pays non membres à déterminer les réformes prioritaires, à étayer leur mise en œuvre et à étalonner les progrès réalisés. Le Cadre d'action pour l'investissement de l'OCDE est appliqué en étroite collaboration avec des pays non membres pour permettre la réforme dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) et en Europe du Sud-Est (ESE). Un nouveau programme concernant l'Asie centrale et le sud du Caucase (Eurasie) est lancé en 2008. ■



(De gauche à droite)
L'Ambassadrice de l'Afrique du Sud en France, Nomasono Maria Sibanda-Thusi, et le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, signent la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, à l'OCDE à Paris en juin 2007.



Ce *Rapport annuel* expose les mesures prises par les 39 gouvernements adhérents pour renforcer la contribution des Principes directeurs à l'économie mondiale.

Vous souhaitez en savoir plus ?

Principales activités

Activités en matière de statistiques financières :

www.oecd.org/std/finance-fr

Cadre d'action pour l'investissement :

www.oecd.org/daf/investissement/pfi

Capital-investissement et fonds spéculatifs sous l'angle du gouvernement d'entreprise :

www.oecd.org/daf/affairesentreprises

Corruption dans les transactions commerciales internationales : www.oecd.org/daf/anticorruption

Développement du secteur privé : www.oecd.org/daf/dsp

Éducation financière : www.oecd.org/daf/educationfinanciere

Entreprises publiques :

www.oecd.org/daf/affairesentreprisespubliques

Gestion de la dette publique :

www.oecd.org/daf/dettepublique

Gouvernement d'entreprise :

www.oecd.org/gouvernemententreprise

Marchés de capitaux, assurances et pensions :

www.oecd.org/daf/fin-fr

Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales :

www.oecd.org/daf/investissementprincipesdirecteurs

Principales manifestations

Table ronde sur le gouvernement d'entreprise en Asie – 10 ans après la crise financière asiatique, Singapour, juin 2007

Table ronde sur le gouvernement d'entreprise en Amérique latine et son cercle des entreprises – Les investisseurs institutionnels et les codes du gouvernement d'entreprise, Medellin, Colombie, octobre 2007

Conférence à haut niveau et réunions d'experts pour le 10^e anniversaire de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption, Rome, novembre 2007

Forum mondial OCDE/IOPS sur les pensions, Pékin, novembre 2007

Initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement en Afrique – Table ronde sur le renforcement de l'évaluation des conditions de l'investissement et la réforme dans les pays du NEPAD, Lusaka, Zambie, novembre 2007

17^e Forum mondial de l'OCDE sur la gestion de la dette publique, Amsterdam, décembre 2007

9^e Table ronde OCDE/ADBI sur la réforme des marchés financiers en Asie, Tokyo, février 2008

Forum mondial sur l'investissement international VII – Pratiques optimales en matière de promotion des investissements en faveur du développement, Siège de l'OCDE, mars 2008

Réseau mondial sur la privatisation et la gouvernance des entreprises publiques – Guide d'application sur la transparence et la reddition de comptes de l'État actionnaire, Siège de l'OCDE, mars 2008

Principales publications

Annuaire des statistiques d'assurance, 1996-2005

Asian Insolvency Systems: Closing the Implementation Gap (en anglais)

Corporate Governance in Emerging Markets: Enforcement of Corporate Governance in Asia, the Unfinished Agenda, décembre 2007 (en anglais)

Financial Market Trends, Volumes 2007/1&2, N° 92 & 93 (en anglais)

Glossaires de l'OCDE – Corruption : glossaire des normes pénales internationales

Perspectives d'investissement international 2007 – Liberté d'investissement dans un monde en changement

Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE

Protecting Pensions: Policy Analysis and Examples from OECD Countries, Private Pension Series, N° 8 (en anglais)

Rapport annuel sur les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales 2007 – La responsabilité des entreprises dans le secteur financier

Specialised Anti-Corruption Institutions – Review of Models (en anglais)

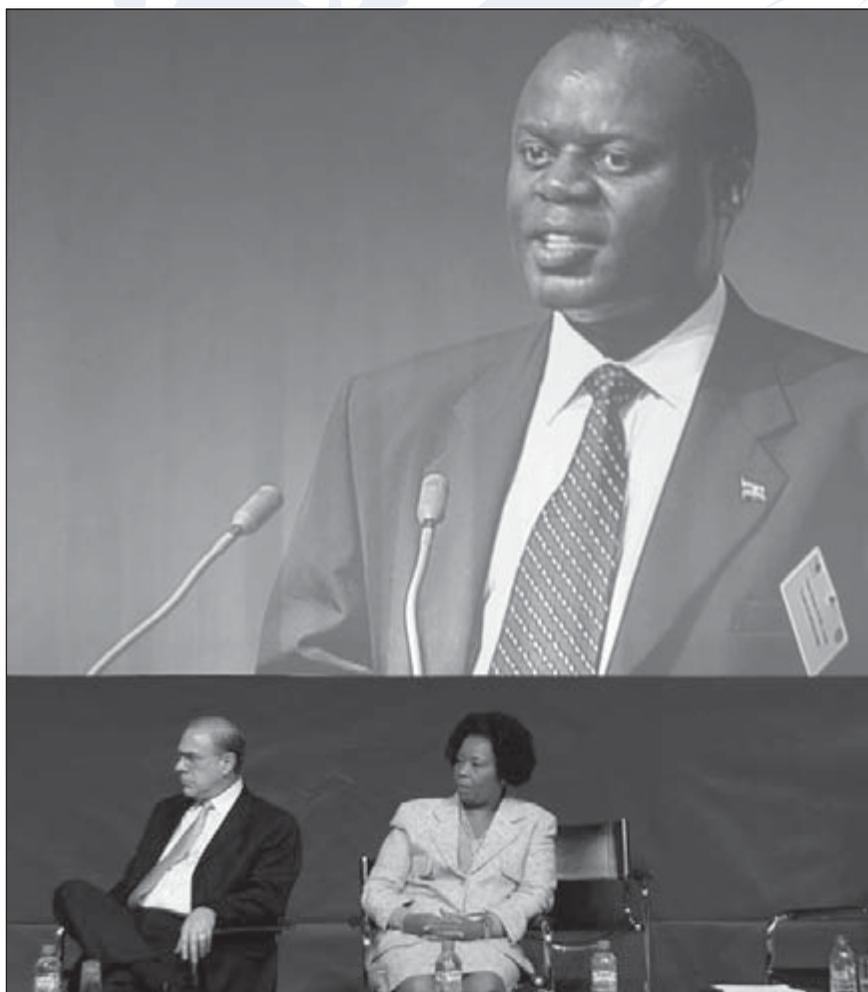
— Développement et relations mondiales

Coopération pour le développement

www.oecd.org/developpement
dac.contact@oecd.org
dev.contact@oecd.org

Évolution récente

En 2006, le volume total de l'aide publique au développement (APD) accordée par les membres du Comité d'aide au développement (CAD) est tombé à 104.4 milliards USD, soit 4.5 % de moins qu'en 2005. Ce recul est le premier enregistré en termes réels depuis 1997. Si l'on fait abstraction des allègements importants de dette consentis à l'Irak et au Nigeria, l'APD a atteint en 2006 un niveau bien inférieur à celui que nécessiterait une progression linéaire pour atteindre en 2010 les chiffres implicites dans les engagements qu'ont publiquement souscrits les membres du CAD.



L'Économiste en chef de la Banque africaine de développement, Louis Kasekende (*l'orateur*), le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, et la ministre chargée des Affaires hydrauliques et forestières de l'Afrique du Sud, Lindiwe Benedicta Hendricks, lors du Forum international du Centre de développement de l'OCDE sur les perspectives en Afrique intitulé « Accès à l'eau potable et à l'assainissement : l'Afrique peut-elle atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement ? » tenu à Bercy (Paris) en juin 2007.

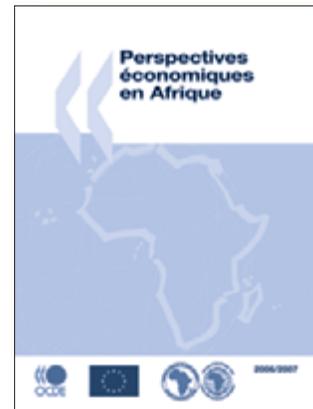
LE SAVIEZ-VOUS ?

En Afrique sub-saharienne, seule une personne sur deux peut facilement accéder à une eau potable et une sur trois à des équipements adéquats d'assainissement.

Toutefois, les donateurs, comme les pays bénéficiaires, ont déployé des efforts considérables pour améliorer la qualité et l'efficacité de l'APD. Des améliorations notables ont été observées concernant l'acheminement et la gestion de l'aide, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation de base. L'édition 2007 du *Rapport sur la coopération pour le développement* décrit objectivement la façon dont la communauté des donateurs s'est acquittée de ses engagements au cours des cinq dernières années.

La plupart des membres du CAD – mais pas tous – se sont engagés à accroître à moyen terme leur APD, au moins jusqu'en 2010, et tous ont promis de doubler l'APD destinée à l'Afrique entre 2004 et 2010. Si certains ont diffusé des plans de dépenses pluriannuels, peu de membres ont déjà rendu publics des plans précis sur la manière d'honorer ces engagements. Il sera important de surveiller l'évolution des apports d'APD en 2007, première année pour laquelle il est raisonnable de penser que les engagements d'envergure pris en 2005 se refléteront dans les dépenses effectives. Étant donné que les allègements de dette auront vraisemblablement diminué, le niveau de l'APD hors remises de dettes constituera un indicateur très instructif des engagements réalisés.

D'après les estimations, les versements nets des pays de l'OCDE qui ne sont pas encore membres du CAD ont sensiblement augmenté, passant de 0.4 milliard USD en 2002 à quelque 1.9 milliard USD en 2006. Globalement, les apports beaucoup plus faibles des membres de l'Union européenne (UE) n'appartenant pas à l'OCDE se sont, eux aussi, considérablement accrus. Les données fiables sur les apports des pays en dehors de



LE SAVIEZ-VOUS ?
Les fabricants de boissons sont les plus gros employeurs en Afrique.

Les premières *Perspectives économiques de l'Amérique latine*

En novembre 2007, l'OCDE a publié la première édition des *Perspectives économiques de l'Amérique latine*, une nouvelle publication annuelle contenant une analyse des principaux défis et possibilités qui se présentent en Amérique latine. Il s'agit du tout premier rapport réalisé par l'OCDE sur le continent dans son ensemble, ce qui témoigne de l'intérêt grandissant que l'Organisation porte à cette région. Cet intérêt transparait aussi dans l'adhésion imminente du Chili et dans la coopération renforcée avec le Brésil, l'une et l'autre approuvées par les ministres de l'OCDE lors de leur réunion en mai.

Dans *Perspectives économiques de l'Amérique latine*, sont formulées des recommandations, destinées à stimuler le développement du continent, dans quatre domaines : la politique budgétaire, la réforme des fonds de pension, l'investissement privé dans les télécommunications, et l'impact des économies émergentes d'Asie. Cette publication a pour objectif d'aider les responsables politiques à trouver des solutions qui contribueront à faire reculer la pauvreté, à réduire les inégalités et à affermir la démocratie, et ainsi à libérer l'immense potentiel de croissance que recèle l'Amérique latine.

La publication se veut être le catalyseur d'un débat informé sur les politiques à suivre dans les pays latino-américains, mais également entre ces derniers et les pays membres de l'OCDE. Elle s'appuie sur les compétences d'une instance consultative informelle composée d'universitaires renommés et de responsables politiques chevronnés venant des pays de l'OCDE et d'Amérique latine. Le lancement officiel de la publication a eu lieu à Santiago du Chili, à l'occasion du Sommet ibéro-américain des chefs d'État et de gouvernement. Elle a également été présentée à des séminaires de haut niveau tenus à Bruxelles, Lisbonne, Madrid, Miami, Paris et Washington DC.



l'OCDE et de l'UE demeurent limitées, mais il est évident que la Chine, en particulier, est devenue une source importante de financements pour un nombre croissant de pays. Il est très souhaitable que soit établie dès que possible une comptabilité cohérente et transparente des apports de ces pays.

Depuis quelques années, le rythme de développement des pays les plus pauvres du monde est de plus en plus préoccupant. D'où la nécessité d'apporter une réponse à un certain nombre de questions difficiles, parfois même gênantes. Pourquoi la pauvreté demeure-t-elle un fléau aussi répandu en dépit des sommes investies dans le développement depuis des décennies ? Qu'est-ce qui permet à certains pays de progresser et pas d'autres ? Que faut-il faire pour que le développement humain et économique devienne réalité pour tous ?

L'OCDE a pris d'importantes dispositions pour chercher des réponses à ces questions. Au sein du CAD, ses 23 pays membres se réunissent pour mettre au point des solutions et convenir des actions susceptibles de renforcer l'efficacité de l'aide et de promouvoir le développement à l'endroit et au moment les plus propices.

Évaluation des progrès au regard de la Déclaration de Paris

Les pays développés comme ceux en développement doivent repenser leurs méthodes de travail pour œuvrer efficacement au développement. En mars 2005, plus d'une centaine de pays ont signé la Déclaration de Paris, par laquelle ils ont pris le ferme engagement d'accroître le volume et la qualité de l'aide au développement. Surtout, ils sont convenus de mesurer leurs succès et leurs échecs dans cette entreprise.

Les éléments qui doivent servir de référence pour ces évaluations sont contenus dans un rapport paru en 2007 intitulé *Enquête 2006 de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris*. Ce dernier évalue l'efficacité de l'aide apportée par 55 donateurs à 34 pays en développement. Une enquête de suivi est aujourd'hui en cours en prévision du Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui doit réunir donateurs et pays en développement à Accra en septembre 2008. Les conclusions de ce Forum permettront aux pays participants de voir les domaines dans lesquels des progrès ont été accomplis et ceux dans lesquels des blocages subsistent. Elles serviront ainsi à étayer les échanges de points de vue et à aider tous les intéressés à affiner leurs stratégies et leurs approches.

Dialogue sur les politiques favorisant une croissance soutenue

La demande accrue émanant des économies asiatiques, l'augmentation régulière du prix des produits de base et la multiplication de nouveaux instruments de financement ont ouvert des perspectives sans précédent pour de nombreux pays pauvres et économies émergentes. Toutefois, des politiques judicieuses et innovantes sont nécessaires pour que ces possibilités débouchent sur une croissance et un développement soutenus. En 2007, l'OCDE a élargi la panoplie des outils qu'elle utilise pour favoriser un dialogue informé sur les politiques à suivre avec les pays partenaires.

En septembre, la Banque africaine de développement (BAfD) a joué un rôle décisif dans la production de la publication phare réalisée conjointement chaque année par l'OCDE et la BAfD, intitulée *Perspectives économiques en Afrique*. L'OCDE reste très attachée à ce projet et va instaurer un Bureau pour l'Afrique afin de consolider et d'étendre ses activités dans les économies africaines. En novembre, l'Organisation a lancé la première édition d'une publication intitulée *Perspectives économiques de l'Amérique latine*, par laquelle s'est ouvert un dialogue avec l'ensemble de cette région (voir encadré p. 69). ■



Cet ouvrage présente les activités du secteur privé dans les économies émergentes et en développement, et montre comment ces activités interagissent avec les politiques gouvernementales.

LE SAVIEZ-VOUS ?

En 2006, la croissance économique en Afrique a dépassé 4 % pour la quatrième année consécutive.



Vous souhaitez en savoir plus ?

Principales activités

Afrique : www.oecd.org/dev/pea
Aide pour le commerce : www.oecd.org/cad/echanges
Cohérence des politiques :
www.oecd.org/developpement/coherencedespolitiques
Efficacité de l'aide : www.oecd.org/cad/efficacite
Examens par les pairs : www.oecd.org/cad/examenspairs
Gouvernance : www.oecd.org/cad/gouvernance

Principales publications

Aid for Trade at a Glance 2007 (en anglais)
Coopération pour le développement – Rapport 2007
Entreprendre pour le développement : promouvoir le secteur privé
Financer le développement : aide publique et autres flux, 2007
Informal Institutions: How Social Norms Help or Hinder Development (en anglais)
La cohérence des politiques au service du développement 2007 – Migrations et pays en développement

Manuel de l'OCDE-CAD sur la réforme des systèmes de sécurité : Soutenir la sécurité et la justice
Objectif développement – Assistance technique liée au commerce : que nous apprennent les évaluations récentes ?
Panorama de l'aide au développement 2007 : statistiques par région
Perspectives économiques de l'Amérique latine 2008
Perspectives économiques en Afrique 2006/2007
Revue de l'OCDE sur le développement – Enquête 2006 de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris : synthèse des résultats

Principales manifestations

Réunion à haut niveau du CAD de l'OCDE, Siège de l'OCDE, mai 2007
7^e Forum international sur les perspectives en Afrique « Accès à l'eau potable et à l'assainissement : l'Afrique peut-elle atteindre les OMD ? », Siège de l'OCDE, juin 2007
1^{re} Réunion plénière annuelle du Forum mondial de l'OCDE sur le développement, Siège de l'OCDE, octobre 2007



(De gauche à droite)
Le Secrétaire général adjoint de l'OCDE, Mario Amano, rencontre Eckhard Deutscher, le nouveau Président du Comité d'aide au développement (CAD), en janvier 2008.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Pour que se concrétise l'OMD relatif à l'eau pour 2015, il faudrait que le nombre de personnes supplémentaires obtenant l'accès à l'eau potable soit multiplié par trois chaque année.

Relations mondiales

www.oecd.org/ccnm-fr
ccnmcont@oecd.org

Depuis des décennies, l'OCDE aide ses pays membres et certains non-membres à définir leurs politiques sociales et économiques. Aujourd'hui, l'apparition de grandes économies émergentes dans le processus de mondialisation s'accompagne de nouveaux enjeux d'envergure mondiale. L'OCDE a par conséquent décidé d'évoluer, de s'ouvrir davantage, de prendre en considération la diversité et d'envisager les différentes voies qui mènent à la croissance et au développement.

Élargissement et engagement renforcé

Lors de leur réunion annuelle de mai 2007, les ministres des pays de l'OCDE ont pris la décision sans précédent d'entamer un double processus d'élargissement et d'engagement renforcé avec dix nouveaux pays. Ces pays représentent conjointement près de la moitié de la population mondiale, 15 % des exportations mondiales et un PIB combiné de 5 800 milliards USD. Les ministres ont décidé d'entamer des pourparlers d'adhésion avec les cinq pays suivants : le Chili, l'Estonie, la Fédération de Russie, Israël et la Slovénie. Le processus a été officiellement lancé fin 2007.

Parallèlement, les ministres ont invité l'OCDE à « renforcer [sa] coopération avec l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Indonésie, dans le cadre de programmes d'engagement renforcé en vue de leur possible adhésion ». Par ailleurs, l'Asie du Sud-Est a été désignée comme région présentant un intérêt stratégique dans l'optique de sélectionner de futurs pays membres. Ce nouveau mandat ambitieux est mené à bien dans le cadre de consultations actives au sein de l'Organisation et avec chacun des partenaires concernés.



(De gauche à droite)
Le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, et le Vice-ministre et Vice-président chinois du Bureau du groupe de direction central des affaires économiques et financières, Liu He, lors d'une visite à l'OCDE en mai 2007.

L'OCDE et l'Inde



Le lancement de la première *Étude économique de l'Inde de l'OCDE* s'est déroulé à New Dehli, Inde, en octobre 2007.

La première *Étude économique de l'Inde* réalisée par l'OCDE a été lancée à New Delhi en octobre 2007. Elle fait l'éloge de la transition de l'Inde vers un système de marché, une transition qui a permis une accélération de la croissance économique du pays dépassant les 9 % en 2007. Si l'Inde maintient ce rythme, son revenu par habitant pourrait doubler dans les dix ans à venir et la pauvreté pourrait encore baisser. L'intervention et le contrôle de l'État sur l'activité économique ont été considérablement réduits et le rôle des entreprises privées s'est accru. La production a nettement augmenté dans les secteurs des services où la réglementation publique a été sensiblement assouplie, ou est devenue moins pesante – communications, transports aériens et technologies de l'information. Par ailleurs, la performance économique des États dotés d'un cadre réglementaire relativement libéral s'avère bien meilleure que celle dans les États dont le cadre est relativement plus restrictif.

L'objectif gouvernemental d'une croissance du PIB de 10 % en 2011 est réalisable à condition de poursuivre les réformes. Il conviendra pour cela de se focaliser sur les points suivants. L'Inde pourrait accélérer la croissance de l'emploi régulier en assouplissant les lois relatives à la protection de l'emploi, en particulier pour les grandes entreprises manufacturières. Les obstacles à la concurrence et autres réglementations excessives appliquées aux marchés de produits entravent la concurrence et empêchent l'Inde d'atteindre les mêmes niveaux de croissance de productivité observés dans les économies les plus performantes. La privatisation des entreprises marque un temps d'arrêt, en dépit des possibilités considérables qu'elle représente dans l'optique de l'amélioration de la productivité. En particulier, le secteur privé, où la participation publique est très élevée, doit être davantage libéralisé pour permettre aux banques d'investir librement une plus grande partie de leurs actifs. Un renforcement de la participation du secteur privé aux infrastructures de l'énergie et des transports allégerait les obstacles qui minent le potentiel de croissance en Inde.

Depuis deux décennies, l'Inde fait figure de miracle économique. Cette réussite devrait encourager les responsables politiques à accélérer le processus de réforme pour atteindre leur objectif, qui est de relever encore la trajectoire de croissance durable de l'Inde tout en veillant à ce que cette croissance soit mieux partagée.



La décision des ministres témoigne de l'évolution du rôle de l'OCDE, une tribune où peut se tenir un dialogue économique au service de la mondialisation. Elle atteste d'une évolution de la carte économique et politique mondiale, et de la nécessité d'intensifier la coopération entre les principaux acteurs économiques mondiaux pour faire face aux enjeux fondamentaux. L'OCDE collabore déjà étroitement avec plusieurs de ces pays, et s'emploie à nouer avec eux des relations plus structurées.

Le G8 et le Processus d'Heiligendamm

En 2007, l'OCDE et le G8 ont renforcé leur coopération. Lors du Sommet du G8 à Heiligendamm, l'OCDE a été invitée à offrir un espace de dialogue entre le G8 et le G5 – Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde et Mexique (membre de l'OCDE). Ces échanges structurés et articulés autour de thèmes précis contribueront à améliorer la coopération internationale sur certains des enjeux mondiaux les plus complexes.

Stratégie des relations mondiales

L'OCDE élargit et approfondit également ses relations avec près de 100 autres économies non membres. La stratégie des relations mondiales de l'Organisation repose sur le critère de l'avantage mutuel, sur les partenariats et sur le partage de méthodes et de connaissances mises au point par l'OCDE. Elle est garante du maintien de la cohérence entre ses travaux de fond et les besoins de la communauté internationale. La coopération avec les non-membres fait partie intégrante des travaux courants que mène l'OCDE. La part de plus en plus active que prennent les pays non membres à ces travaux a fait naître une communication et un apprentissage réciproques, et contribue à redéfinir la vision stratégique de l'Organisation.

Outre les nouveaux programmes individuels consacrés aux cinq partenaires au titre de l'engagement renforcé, les travaux avec les économies non membres sont organisés dans le cadre d'initiatives régionales et de Forums mondiaux. Les initiatives régionales concernent notamment l'Europe, le Caucase et l'Asie centrale ; l'Asie (et en particulier l'Asie du Sud-Est) ; l'Amérique latine ; le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA) ; et enfin l'Afrique. Cette dernière initiative vient à l'appui du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). En Europe du Sud-Est, un programme infrarégional soutient les objectifs du Pacte de stabilité et de son successeur, le Conseil de coopération régionale, dans cette région.

Les dix Forums mondiaux de l'OCDE offrent un espace de dialogue au sein duquel sont abordées des questions de dimension mondiale auxquelles un pays ou une région ne saurait répondre seul : développement durable, économie de la connaissance (biotechnologies et commerce électronique), gouvernance, échanges, investissement international, fiscalité internationale, agriculture, concurrence, éducation, et depuis 2006, développement.

Partenariats avec d'autres organisations internationales

L'OCDE travaille en partenariat avec plusieurs autres organisations internationales afin d'améliorer la gouvernance internationale et de promouvoir la cohérence des politiques. Elle a passé des accords de partenariat avec la Banque mondiale, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, la Banque interaméricaine de développement, la Banque asiatique de développement et l'Organisation mondiale de la santé.

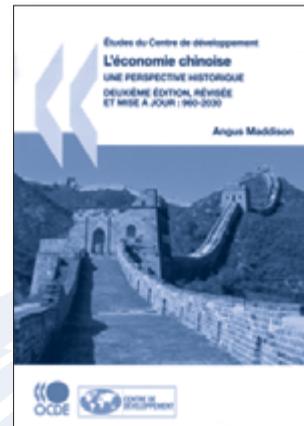


Cette publication décrit les opportunités et les défis auxquels les économies d'Amérique latine devront se préparer à mesure que le poids de la Chine augmente dans l'économie mondiale, comme sur les marchés traditionnels d'Amérique latine.

La récente création du Partenariat pour la gouvernance démocratique illustre aussi le rôle actif de l'OCDE dans la promotion des partenariats. Ce partenariat vise à aider les pays en développement, y compris les États fragiles, les pays sortant d'un conflit et les démocraties émergentes, à renforcer leurs capacités de gouvernance et à améliorer la prestation de services auprès de leurs citoyens. Il rassemble des pays et des institutions régionales et internationales du monde entier, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des États américains et la Banque interaméricaine de développement. Il est soutenu par une Unité consultative hébergée au Siège de l'OCDE à Paris.

Le Programme Sigma

Le Programme de soutien à l'amélioration des institutions publiques et des systèmes de gestion (Sigma) est une initiative conjointe de l'Union européenne (UE) et de l'OCDE, principalement financée par l'UE. Ce programme aide les responsables politiques et les administrations à bâtir des institutions et à établir des cadres et des procédures juridiques pour se conformer aux normes et aux bonnes pratiques européennes. En 2007, Sigma a aidé la Bulgarie et la Roumanie à remplir leurs obligations en tant que nouveaux États membres de l'UE. En outre, il a soutenu les pays candidats à l'UE, ainsi que les pays potentiellement candidats de l'Ouest des Balkans dans leurs efforts de rapprochement avec l'Europe. En 2008, la portée géographique de Sigma s'étendra pour y inclure des pays appuyés par l'Instrument européen de voisinage et de partenariat de l'UE. ■



Cet ouvrage explique pourquoi le rôle de la Chine dans l'économie mondiale a aussi fortement fluctué au cours du dernier millénaire. Il conclut que la Chine retrouvera sa place de première puissance mondiale d'ici 2015.

Vous souhaitez en savoir plus ?

Principales activités

Forums mondiaux : www.oecd.org/globalforums

Partenariats avec d'autres organisations internationales :
www.oecd.org/ccnm/partenaires

Programmes par pays et par régions :
www.oecd.org/ccnm/regional-fr

Principales publications

Études du Centre de Développement – L'économie chinoise : une perspective historique

Étude économique de l'OCDE – Inde

The Visible Hand of China in Latin America (en anglais et en espagnol)

— Statistiques

Statistiques

www.oecd.org/statistiques
stat.contact@oecd.org

Évolution récente

Mesurer le progrès – i.e. déterminer si les conditions de vie s'améliorent – est une question qui revêt une importance croissante dans toutes les sociétés. Au niveau des pays, le progrès est souvent mesuré essentiellement à partir des indicateurs économiques, comme le produit intérieur brut. Cet indicateur est certes une mesure importante de l'activité économique, mais il n'a pas été conçu comme la seule mesure du progrès d'une nation. La nécessité de mettre au point une mesure plus synthétique du progrès, qui tienne compte des préoccupations sociales, environnementales et économiques est aujourd'hui de plus en plus reconnue.

Pour permettre une prise de décision réactive et responsable à tous les niveaux, l'échange d'informations accessibles, transversales et d'excellente qualité sur la situation d'une société est indispensable. Mais, à une époque où les flux d'informations sont d'une ampleur et d'une abondance sans précédent, la compréhension commune nécessaire à des débats publics informés est souvent inadéquate.

Dans ces conditions, les organisations du monde entier mettent au point des mesures globales du progrès, de la pérennité, du bien-être ou de la qualité de vie d'une société. Les secteurs public et privé, les citoyens, les milieux universitaires et les médias participent à ces travaux aux niveaux infranational, national et international.



(De gauche à droite)
Le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, et le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan, lors du Forum mondial intitulé « Mesurer et favoriser le progrès des sociétés » à Istanbul en juin 2007.

De nombreux enjeux apparaissent au fur et à mesure que ce processus évolue. Face à la mondialisation, la question de la mesure et de l'évaluation des progrès globaux d'un pays exige des approches qui transcendent les frontières nationales. En outre, la société civile joue de plus en plus un rôle moteur à cet égard, en demandant que soient établies – voire en établissant – des séries de mesures des progrès. Tous les segments de la société se trouvent ainsi sollicités pour trouver de nouveaux moyens de coopérer afin de mieux comprendre et d'évaluer les progrès de la société. Jusqu'ici, aucune discussion « mondiale » ne s'était déroulée sur la façon de procéder.

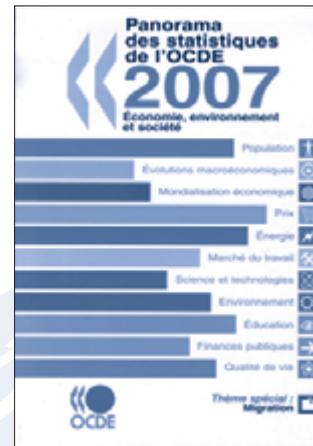
En juin 2007, un groupe exceptionnel de 1 200 personnes originaires d'environ 130 pays se sont réunis à Istanbul pour participer au 2^e Forum mondial de l'OCDE intitulé « Statistiques, connaissances et politiques ». Ce Forum représentait une occasion unique d'examiner de manière approfondie la question de la mesure des progrès, ainsi que certaines des préoccupations les plus importantes auxquelles le monde est confronté, comme le changement climatique, la santé et la mondialisation de l'économie. Ainsi, l'OCDE, en coopération avec la Commission européenne, l'Organisation de la Conférence islamique, l'Organisation des Nations Unies et la Banque mondiale, et en partenariat avec Paris 21 (Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle), la Banque africaine de développement et la Banque interaméricaine de développement, a lancé un projet mondial pour mesurer et favoriser le progrès des sociétés. Ces travaux s'articulent autour de projets de recherche, de réunions et de conférences d'experts. Des groupes régionaux sont établis sur chaque continent pour faire avancer ces travaux. Le 3^e Forum mondial « Statistiques, connaissances et politiques » aura lieu en Corée fin 2009.

Comptes nationaux et statistiques financières

L'OCDE participe activement à la mise à jour du système de comptabilité nationale (SNC), qui s'achèvera en 2008. Fin 2007, la version actualisée du volume I du Manuel, qui comprend les chapitres principaux de 1 à 17, a été finalisée et soumise à l'approbation de la Commission de statistique de l'ONU lors de sa réunion en février 2008. Il sera publié ultérieurement. Le volume II, qui comprend les chapitres complémentaires, sera soumis aux mêmes exigences l'année prochaine. Les experts de l'OCDE ont contribué à élaborer des recommandations sur un grand nombre de sujets, notamment les régimes de pension, la recherche et développement, l'assurance non-vie, les services financiers, et les baux et licences. Les années à venir seront une phase de transition importante : le système de comptabilité mis à jour remplacera le système actuel.

Les réunions annuelles de l'OCDE sur les comptes nationaux et les statistiques financières représentent une occasion très importante pour les experts nationaux et internationaux d'examiner les problèmes de mesure et d'améliorer la comparabilité internationale de ces statistiques. En 2007, une attention particulière a été accordée à la mise à jour du SCN, à un nouveau manuel de l'OCDE sur la mesure du capital, à un manuel sur les produits de la propriété intellectuelle et leur mesure, à un manuel sur la mesure en volume des services de santé et d'éducation et à diverses publications intéressantes sur les statistiques financières et les comptes financiers. Ces ouvrages joueront un rôle important dans la mise en œuvre du nouveau SCN.

En 2007, une nouvelle série de comparaisons du PIB et de la consommation, fondées sur les parités de pouvoir d'achat, a été publiée. Pour la première fois, ces travaux ont couvert 50 pays, allant bien au-delà des 30 pays membres de l'OCDE.



Cette nouvelle édition présente des indicateurs couvrant plusieurs domaines : économie, éducation, environnement, aide extérieure, santé, TIC, population, échanges et investissement, fiscalité et R&D pour les pays membres de l'OCDE et certains pays non membres.

LE SAVIEZ-VOUS ?

L'OCDE, l'ONU, le PNUD, la Banque mondiale, la Commission européenne et l'Organisation de la Conférence islamique ont tous signé l'an dernier une déclaration dans laquelle ils s'engageaient à soutenir la mesure des progrès.

Statistiques du commerce

Les données sur le commerce international de biens et de services font parties des statistiques de l'OCDE les plus demandées. Parallèlement aux données commerciales de base, l'OCDE a mis au point une série d'indicateurs de la mondialisation et s'emploie à intégrer plus étroitement le commerce dans les statistiques sur les biens et les services.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Les Profils statistiques par pays de l'OCDE contiennent 150 indicateurs comparables, présentant une vue d'ensemble des évolutions économiques, sociales et environnementales.

Activités d'ouverture

Des travaux considérables seront entrepris sur les 12 prochains mois pour procéder à l'examen des systèmes statistiques nationaux du Chili, de l'Estonie, de la Fédération de Russie, d'Israël et de la Slovénie dans le cadre du processus d'adhésion de ces pays à l'OCDE. ■

Vous souhaitez en savoir plus ?

Principales activités

Comptes nationaux et statistiques financières :

www.oecd.org/statistiques/comptesnationaux

Mesurer le progrès des sociétés :

www.oecd.org/forummondialocde

Ouverture : www.oecd.org/statistiques/nonmembres

Statistiques du commerce international :

www.oecd.org/statistiques/echanges

Statistiques économiques structurelles :

www.oecd.org/statistiques/prixetppa

Statistiques sur la productivité :

www.oecd.org/statistiques/productivite

Principale publication

Panorama des statistiques de l'OCDE 2007 : économie, environnement et société

Principale manifestation

Forum mondial d'Istanbul « Mesurer et favoriser le progrès des sociétés », Istanbul, juin 2007

Communications

Relations extérieures et communication

www.ocde.org

Lors de leur réunion de 2007, les ministres des pays de l'OCDE ont souligné le rôle important que l'Organisation devrait jouer pour diffuser ses analyses et ses recommandations sur les politiques capables de faire face aux défis d'envergure planétaire. Si les réformes sont rarement indolores, il serait coûteux de les différer. Ainsi, l'OCDE a pour mission essentielle d'aider les gouvernements à mettre en œuvre des politiques économiques cohérentes en expliquant clairement la véritable nature des enjeux, à la lumière de données et d'analyses fiables. Les ministres ont aussi insisté sur la nécessité pour l'OCDE de s'ouvrir à un plus large éventail de parties prenantes et d'associer les partenaires sociaux aux efforts de réforme.

Les activités de relations extérieures et de communication de l'OCDE associent l'ensemble des parties prenantes : les gouvernements, les responsables politiques, les représentants des entreprises, des milieux universitaires, des syndicats et d'autres associations de la société civile, les médias et le grand public. Pour ce faire, l'Organisation met à profit toute la gamme des moyens de communication actuels, depuis les médias traditionnels jusqu'aux plus récents. En outre, dans la mesure où la véritable communication suppose le dialogue, l'Organisation cherche à obtenir des commentaires et des contributions de l'ensemble de ses publics, par divers moyens : consultations publiques, conférences et séminaires, discussions en ligne, et visites.

Publications

Les publications sont le premier vecteur utilisé pour diffuser les productions intellectuelles de l'OCDE auprès d'un large éventail de publics cibles. Les statistiques et les analyses de l'OCDE aident les responsables politiques à déterminer les politiques optimales pour traiter des problèmes communs. Les universitaires du monde entier font référence



(De gauche à droite)
Joe Omorodion, inspecteur général des finances, Association parlementaire du Commonwealth au Royaume-Uni, Jackie Kelly, membre du parlement australien, et Pier Carlo Padoan, Secrétaire général adjoint de l'OCDE, lors du Séminaire parlementaire de haut niveau sur l'Innovation, la croissance et l'équité tenu en octobre 2007.

à l'OCDE comme source d'information pour étayer leurs activités de recherche et d'enseignement, tandis que les milieux d'entreprise s'appuient sur les lignes directrices et les conventions de l'OCDE.

En 2007, la diffusion en ligne s'est encore développée, pour les publications analytiques (avec le téléchargement par chapitre ou par article) comme pour les statistiques (avec le lancement du projet de diffusion des statistiques, voir encadré p. 81). Soucieuse de toucher un plus large public de non-spécialistes, l'OCDE a publié en 2007 six études de la série *Regards sur*, fondées sur l'approche conviviale de *Panorama des statistiques* consacré à des thèmes particuliers. Deux titres sont entièrement nouveaux : *Panorama de l'aide au développement 2007 : statistiques par région* et *The Space Economy at a Glance*.

Parmi la liste des autres meilleures ventes en 2007 figuraient aussi *Réformes économiques : objectif croissance 2007* ; *PISA 2006 : Les compétences en sciences, un atout pour réussir* ; et *Étude économique de l'Inde*. Cette première étude de l'OCDE sur l'Inde a été co-publiée en Inde avec l'Academic Foundation (voir encadré p. 73).



Médias

Les processus d'élargissement et d'engagement renforcé ont été source de nouveaux défis et de nouvelles opportunités pour la communication de l'OCDE. À l'approche de la réunion du Conseil au niveau des ministres (RCM), des initiatives nouvelles ont été prises pour mieux faire connaître l'OCDE aux journalistes des dix pays candidats à l'adhésion et partenaires pour l'engagement renforcé.

Plusieurs publications ont retenu plus particulièrement l'attention des médias en 2007, notamment les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2007-2016* lancées à Bruxelles en juillet et la sortie du dernier rapport du PISA en décembre, qui a également donné lieu à l'organisation d'événements spéciaux au Mexique et à Tokyo. Les efforts déployés par l'OCDE pour lutter contre la fraude et la corruption ont bénéficié d'une large couverture médiatique, et renforcé l'intérêt porté à ses travaux. La réussite du lancement de *l'Étude économique de l'Autriche* à Vienne, avec la participation du Secrétaire général de l'OCDE et du Chancelier autrichien, a stimulé le débat public sur des questions comme l'éducation, la fiscalité, la réforme des pensions, le changement climatique et les politiques du marché du travail.

S'engager auprès des parlementaires

Les relations que l'OCDE entretient avec les parlementaires sont déterminantes dans sa mission qui consiste à aider les responsables politiques à mettre en œuvre la réforme. L'OCDE maintient depuis longtemps des relations formelles avec les assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'OTAN et organise, chaque année, deux séminaires à haut niveau avec des parlementaires sur des thèmes rappelant ses travaux récents. Le séminaire de février 2008 portait sur les turbulences actuelles sur les marchés des capitaux.

Relations avec la société civile

Les relations de l'OCDE avec la société civile, qui remontent à la création de l'Organisation, se déroulent dans le cadre du Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC) et de la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC) (voir encadré p. 83). Les activités de coopération de l'OCDE avec la société civile se sont depuis étendues à d'autres organisations de la société civile (OSC) comme OECD Watch, un réseau international regroupant plus de 60 OSC qui suit les travaux de l'OCDE sur l'investissement.

L'OCDE en ligne

Après avoir subi un certain nombre d'interventions esthétiques des plus nécessaires pour en améliorer sa présentation, le site Internet est maintenant plus coloré, dynamique et convivial. Il a fait l'objet d'un nouveau lancement en juin 2007. La nouvelle présentation s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de marque destinée à renforcer l'identité visuelle de l'OCDE pour ses produits de communication.

Une nouvelle section plus conviviale, intitulée « À propos de l'OCDE », a été créée et lancée en avril 2007. Sa structure de navigation fait appel à des rubriques intuitives. Le « savoir-faire » de l'OCDE et ses produits phares sont mis en lumière et expliqués plus clairement. Les différentes pages comportent des photos et des graphiques destinés à les rendre plus attrayantes et à illustrer les notions difficiles. Des clips audio et vidéo de trois à cinq minutes expliquent des questions complexes à des publics de non-spécialistes.

OECD.Stat

Le 4 décembre, à l'occasion de l'Online Information Show de Londres, l'OCDE a lancé OECD.Stat, la première version d'un nouveau service d'accès aux statistiques de l'OCDE. OECD.Stat est l'aboutissement de cinq années de travail pour combiner plusieurs bases de données en une et offrir plusieurs fonctionnalités novatrices.

Pour la première fois, les utilisateurs pourront rechercher, extraire et construire des tableaux personnalisés, à l'aide de données provenant de l'ensemble des bases de données de l'OCDE. L'interface est simple : elle permet de construire des tableaux à partir d'une seule requête. Dans le même temps, l'amélioration de la description de chaque donnée d'observation permet aux utilisateurs de comprendre les sources utilisées, ainsi que le contexte général des statistiques.

La presse d'information spécialisée et les utilisateurs de SourceOECD ont très bien accueilli cette avancée majeure qui améliore considérablement la convivialité des statistiques de l'OCDE. Ce nouvel outil constitue la première étape d'un vaste projet de diffusion de ses services auprès des utilisateurs.

The screenshot shows the OECD.Stat search results page. The search criteria are: Pays (34-36), Variables (2-2), Tables (3-4), Produits (34-100), Temps (3). The results table is as follows:

| Produits | Variables | 2000 | | 2001 | | 2002 | |
|-------------------------------------|-----------|--------|---------|--------|---------|-------|---------|
| | | USA | GER | USA | GER | USA | GER |
| F. VISIBLES (en milliards d'unités) | | 2 751 | 3 136 | 2 751 | 3 136 | 2 751 | 3 136 |
| F. VISIBLES (en milliards \$ M) | | 7 240 | 30 311 | 6 720 | 30 220 | 6 400 | 30 307 |
| F. VISIBLES (en milliards \$ M) | | 1 240 | 30 400 | 1 200 | 31 700 | 1 200 | 31 400 |
| F. VISIBLES (en milliards \$ M) | | 910 | 20 200 | 910 | 20 200 | 910 | 20 200 |
| F. VISIBLES (en milliards \$ M) | | 110 | 34 000 | 120 | 35 000 | 130 | 37 000 |
| F. VISIBLES (en milliards \$ M) | | 70 | 20 470 | 80 | 19 100 | 40 | 18 000 |
| F. VISIBLES (en milliards \$ M) | | 30 | 31 000 | 30 | 40 000 | 70 | 40 000 |
| F. VISIBLES (en milliards \$ M) | | 30 | 31 000 | 30 | 30 000 | 30 | 31 000 |
| F. VISIBLES (en milliards \$ M) | | 30 | 100 000 | 30 | 100 000 | 70 | 100 000 |
| F. VISIBLES (en milliards \$ M) | | 0 | 7 000 | 0 | 9 000 | 0 | 9 000 |
| F. VISIBLES (en milliards \$ M) | | 11 000 | 400 000 | 10 000 | 300 000 | 9 000 | 300 000 |
| F. VISIBLES (en milliards \$ M) | | 11 000 | 400 000 | 10 000 | 300 000 | 9 000 | 300 000 |

Forum de l'OCDE

Le Forum 2007 de l'OCDE, intitulé « Innovation, croissance et équité », a attiré un nombre record de participants : 1 600 personnes originaires de plus de 100 pays. Le Forum joue un rôle essentiel dans les relations de l'OCDE avec les parties prenantes, en offrant la possibilité à des dirigeants d'entreprise, des décideurs publics, des syndicats, des universitaires et des représentants de la société civile, de débattre des grandes questions de l'actualité politique mondiale. Il s'est tenu juste avant la RCM annuelle. Pedro Solbes, Vice-président du gouvernement espagnol et ministre de l'Économie et des Finances, qui présidait la réunion ministérielle de 2007, est également intervenu au Forum. L'édition 2008 du Forum : « Changement climatique, croissance, stabilité » qui se tiendra dans le nouveau Centre de conférences de l'OCDE, aura lieu pour la première fois au même endroit que la RCM.

Informer le grand public

Les *Synthèses de l'OCDE* offrent des résumés clairs et concis des travaux menés par l'OCDE sur les grands enjeux planétaires d'aujourd'hui. Elles présentent aussi ses études économiques nationales. En 2007 et 2008, ces *Synthèses* ont notamment porté sur différents aspects du changement climatique ; les impôts et l'investissement ; l'équité dans l'éducation ; le tourisme et le développement ; les pensions ; et les politiques d'innovation.

Le magazine d'information générale, *L'Observateur de l'OCDE*, diffuse les données et les perspectives de l'OCDE auprès d'un lectorat de plus en plus nombreux, et sa ligne éditoriale contribue à faire de l'OCDE une plate-forme de la mondialisation. En 2007, son tirage s'est élevé à 26 000 exemplaires et le trafic en ligne des versions anglaise et française, a atteint quelque 170 000 visites par mois, soit près de 15 % de plus qu'en 2006. Les éditoriaux du Secrétaire général ont porté sur différents thèmes, depuis l'élargissement de l'OCDE et l'engagement renforcé jusqu'à la Stratégie de l'OCDE pour l'innovation. Par ailleurs, des personnalités comme Pedro Solbes, Vice-président du gouvernement espagnol, et Adrian Macey, Ambassadeur de Nouvelle-Zélande pour le changement climatique, ont été invités à rédiger des articles. Parmi les grands dossiers traités cette année, citons la lutte contre la corruption et le changement climatique.

Le *Rapport annuel de l'OCDE* est la seule publication qui embrasse, en un volume, l'ensemble des activités de l'OCDE. Il constitue donc un instrument précieux pour expliquer le travail de l'Organisation tout en donnant des aperçus des grandes évolutions économiques mondiales, faisant ainsi œuvre de transparence.

Les Centres de l'OCDE

Faciliter la coopération entre l'OCDE et la Présidence allemande du G8 constituait une priorité majeure pour le Centre de l'OCDE de Berlin en 2007. Il a donc organisé une série d'événements sur la mondialisation, l'investissement, l'innovation, l'énergie et le climat, le développement et l'Afrique, les réformes du marché du travail et la responsabilité sociale des entreprises, contribuant ainsi à souligner la pertinence des travaux de l'OCDE pour le G8 et le processus de Heiligendamm qui a suivi.

En 2007, le Centre de l'OCDE de Mexico a lancé une campagne d'information publique sur le PISA 2006. Suite à cela, les autorités mexicaines ont, pour la toute première fois, inclus un objectif PISA pour l'année 2012 dans leur programme d'éducation pour la période 2007-2012. En outre, en collaboration avec Columbia University, le Centre de Mexico



Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC)

www.biac.org
biac@biac.org

Bureau exécutif :

- Président :** Charles P. Heeter, associé principal, Deloitte & Touche USA LLP (États-Unis)
- Vice-présidents :** George N. Addy, associé, Davies Ward Phillips & Vineberg LLP (Canada) ; Guy de Panafieu, conseiller principal, Calyon (France) ; Ludolf von Wartenberg, membre de la présidence, Fédération des industries allemandes (BDI) (Allemagne) ; Bruno Lamborghini, vice-président, Olivetti S.p.A. (Italie) ; Keikichi Honda, président de BIAC Japon et président de EFI Japon (Japon) ; Jin Roy Ryu, président de BIAC Corée, président-directeur général, Poongsan Corporation (Corée) ; Erik Belfrage, vice-président, conseiller à la présidence, SEB (Suède).

Secrétaire général : Tadahiro Asami

Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC)

www.tuac.org
tuac@tuac.org

Comité d'administration :

- Président :** John Sweeney, président de l'American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO, États-Unis)
- Vice-présidents :** Luc Cortebbeck, président de la Confédération des syndicats chrétiens de Belgique (CSC, Belgique) ; Tsuyoshi Takagi, président de la Confédération des syndicats du Japon (RENGO-Japon).

Secrétaire général : John Evans



(De gauche à droite)

John Sweeney, Président du TUAC, Charles P. Heeter, Président du BIAC, et Pedro Solbes, Vice-président du gouvernement et ministre espagnol de l'Économie et des Finances, lors des consultations ministérielles avec le BIAC et le TUAC en mai 2007.

a pris une première série de dispositions pour concevoir et lancer un programme pilote de formation destiné aux dirigeants : le certificat sur les méthodes quantitatives pour les politiques publiques fondées sur des éléments tangibles.

Le Centre de l'OCDE de Tokyo a organisé une série de Forums consacrés aux politiques à mener pour faire face aux enjeux d'actualité, notamment les échanges et l'environnement, la gouvernance publique, l'aide au développement et les *Études économiques* de la Corée et de l'Inde. À l'occasion de la visite du Secrétaire général de l'OCDE à Tokyo en décembre 2007, le Centre a organisé plusieurs événements, notamment le lancement de l'étude du PISA 2006, ainsi que des réunions à haut niveau avec le Premier ministre, Yasuo Fukuda, et d'autres ministres. Ces réunions ont constitué une première étape importante pour la préparation du Sommet du G8 de 2008 qui se tiendra à Toyako, Hokkaido, et dans le cadre duquel l'OCDE jouera un rôle important.

Le Centre de l'OCDE à Washington assure la liaison entre les organes législatifs et exécutifs du gouvernement des États-Unis. En 2007, il a organisé 25 séminaires avec des experts de l'OCDE de passage à Washington DC, pour renforcer la visibilité de l'Organisation. Bon nombre de ces séminaires étaient financés par des membres du Congrès des États-Unis. Par ailleurs, le Centre assure la commercialisation des publications et des données de l'OCDE auprès du vaste marché nord-américain et propose formations et assistance aux clients. Il mène par ailleurs des actions de communication auprès de la société civile, des centres de réflexion et des universités. ■

Vous souhaitez en savoir plus ?

Principales activités

Centres à l'étranger : www.oecd.org/centres-fr
Éditions OCDE : www.oecd.org/editions
Forum de l'OCDE : www.oecd.org/forum2008-fr
Guides essentiels de l'OCDE : www.oecd.org/lesessentiels
Média : www.oecd.org/media-fr
Relations avec les parlementaires :
www.oecd.org/relationspubliques/parlementaires
Société civile : www.oecd.org/societecivile

Principales publications

L'Observateur de l'OCDE
L'OCDE en chiffres
Rapport annuel de l'OCDE
Synthèses de l'OCDE

Principale manifestation

Forum 2008 de l'OCDE « Changement climatique, croissance, stabilité », Siège de l'OCDE, juin 2008

Forum pour le partenariat avec l'Afrique

www.forumpartenariatafrique.org
apf.contact@oecd.org

Fort de taux de croissance annuels moyens avoisinant les 5 % ces trois dernières années, d'une inflation inférieure à 5 % depuis 2000, de ses progrès en matière de gouvernance et de ses ressources naturelles abondantes encore inexploitées, l'Afrique se forge peu à peu une image de « nouvelle frontière » économique. Cette évolution n'est pas passée inaperçue auprès des grands acteurs de la scène mondiale – États souverains comme sociétés privées – désireux de profiter des opportunités d'investissement et de croissance qu'offrent les marchés émergents africains. D'où un renforcement des flux commerciaux entre l'Afrique et le reste du monde (en particulier l'Asie) et une hausse des niveaux d'investissement. Entre 2002 et 2006, les flux nets de capitaux privés vers l'Afrique ont plus que quadruplé, passant de 13 à 60 milliards USD.

L'Afrique entre potentiellement dans une nouvelle ère de prospérité, en grande partie grâce aux efforts qu'elle a su déployer en mettant en œuvre de profondes réformes économiques, politiques et sociales pour renforcer la gouvernance et encourager la stabilité financière au plan national. Toutefois des défis restent à relever. Nombre de ces évolutions positives observées ont été guidées par le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), un cadre stratégique pour la transformation et le renouveau du continent créé en 2001 par des dirigeants africains. L'engagement fort qui lie l'Afrique à ses partenaires au développement est essentiel pour aider les pays à maîtriser pleinement leur potentiel et assurer une croissance durable. Le Forum pour le partenariat avec l'Afrique (FPA) a été créé dans cet esprit en novembre 2003, à la suite du Sommet du G8 à Évian, afin d'élargir le dialogue entre le G8 et le NEPAD. Le FPA y associe désormais d'autres institutions africaines ainsi que les principaux partenaires bilatéraux et multilatéraux au développement du continent. En 2005, les membres du FPA ont décidé de créer une Unité de soutien – actuellement hébergée par l'OCDE – chargée d'encadrer les travaux de suivi et d'analyse en cours.

Le FPA est devenu une tribune de premier plan où les problèmes de politique, les priorités et les engagements définis au service du développement de l'Afrique peuvent être débattus et faire l'objet d'un suivi au plus haut niveau. Il a pour mission de catalyser l'action et de coordonner le soutien apporté aux priorités africaines et au NEPAD, mais aussi d'aider le continent à se rapprocher des Objectifs du millénaire pour le développement. Il lui incombe en outre de suivre les progrès accomplis, de recenser les obstacles et d'identifier les priorités de l'action à mener par ses membres, ce qu'il fait à l'occasion de ses deux réunions annuelles. La 8^e réunion du FPA s'est tenue à Berlin en mai 2007, soit deux semaines à peine avant le Sommet du G8 de Heiligendamm. Le Forum a délivré au G8, à l'OCDE et aux dirigeants africains un message fort, à savoir la nécessité de stimuler l'investissement en Afrique et de promouvoir la paix et la sécurité par des financements plus prévisibles. En outre, ses participants ont appelé à agir contre le trafic d'armes légères et de ressources naturelles, et à lutter contre les discriminations à l'encontre des femmes et des filles. Il a aussi incité à soutenir les efforts que déploie l'Afrique pour s'adapter au changement climatique et réduire les émissions polluantes. Lors de la réunion suivante à Alger en novembre 2007, le FPA a souligné les progrès impressionnants de l'Afrique sur la voie de la bonne gouvernance, et a noté que des difficultés subsistent, notamment concernant l'égalité hommes-femmes et la corruption. Les partenaires au développement de l'Afrique ont effectivement répondu aux efforts déployés par ce continent en augmentant leur aide au développement et en allégeant la dette de manière considérable – réduisant ainsi la proportion de personnes vivant avec 1 USD par jour. Mais l'Afrique, comme ses partenaires, doivent faire plus encore pour assurer une croissance durable et atteindre les objectifs fixés en matière de lutte contre la pauvreté. La 10^e réunion du FPA a eu lieu à Tokyo les 7 et 8 avril 2008. ■

Africa Partnership Forum Forum pour le Partenariat avec l'Afrique

LE SAVIEZ-VOUS ?

Un Africain produit en moyenne 13 fois moins de gaz à effet de serre qu'un habitant d'Amérique du Nord.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Pour la première fois en Afrique, l'IDE est supérieure à l'APD bilatérale. L'Afrique égale ainsi l'Asie du Sud-Est, pour ce qui est de la part de l'IDE dans le PIB.

— Agence internationale de l'énergie

www.iea.org
info@iea.org



L'Agence internationale de l'énergie (AIE) conseille ses 27 pays membres (la Pologne franchit les dernières étapes des procédures d'adhésion) sur l'élaboration de politiques énergétiques qui favorisent la sécurité des approvisionnements, le développement économique et la viabilité de l'environnement. En outre, l'AIE gère un mécanisme d'intervention immédiate pour corriger les perturbations de l'approvisionnement des marchés pétroliers. Au cours de l'année écoulée, la sécurité énergétique n'a cessé d'être une grande priorité. La flambée des prix de l'énergie, les pressions du côté de l'offre, l'augmentation continue de la demande, les importations croissantes, les tensions politiques et la montée des sentiments nationalistes menacent la sécurité et la fiabilité des approvisionnements. Lors de la réunion du Conseil de direction au niveau ministériel en mai 2007, les ministres ont insisté sur la nécessité de surmonter une double difficulté. Il faut d'une part qu'une plus forte proportion de la population mondiale puisse compter sur des approvisionnements énergétiques sûrs et abordables, et d'autre part, que les conséquences pour l'environnement de la production, de la transformation et de l'utilisation de cette énergie soient maîtrisées durablement.

Les émissions de gaz à effet de serre s'accroissent depuis peu et suscitent des appels plus pressants à réduire les rejets liés à la production et à la consommation d'énergie. Suite à la demande formulée en 2005 par le G8 de contribuer à l'élaboration du Plan d'action de Gleneagles sur le changement climatique, l'énergie propre et le développement durable, l'AIE a présenté au Sommet du G8 tenu à Heiligendamm en 2007 de nouvelles recommandations sur des scénarios technologiques possibles, des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique et d'autres stratégies de réduction des émissions. La part de la demande d'énergie, des approvisionnements énergétiques et des émissions attribuées aux pays non membres de l'OCDE sont en hausse. L'AIE collabore activement avec les grands pays consommateurs et producteurs – notamment la Chine, l'Inde, les membres de l'OPEP et la Russie – dans le cadre d'initiatives allant de l'amélioration de la collecte et de la qualité des données énergétiques à l'élaboration de régimes d'échanges de droits d'émission.

Les marchés du pétrole et la sécurité d'approvisionnement

La publication de l'AIE intitulée *Oil Market Report* (OMR) présente des analyses à court et à moyen terme, des données et des bilans sur les marchés pétroliers mondiaux qui couvrent la demande mondiale, les approvisionnements, les stocks des pays de l'OCDE, l'activité de raffinage, les prix et le marché du fret pétrolier. Le Service de données mensuelles sur le pétrole diffuse des données ventilées par produit et par pays pour la demande, ainsi que par gisement pour les approvisionnements, outre des informations sur les stocks et les échanges pétroliers des pays de l'OCDE. La publication *Medium-Term Oil Market Report* analyse les mêmes paramètres que l'OMR, mais à un horizon de cinq ans, comblant ainsi l'écart entre l'OMR et les perspectives à plus long terme dont traite le *World Energy Outlook* (WEO). Cette année, le rapport présente également les résultats de la modélisation des approvisionnements par produits effectuée par l'AIE.

Incidences de l'énergie sur l'environnement et efficacité énergétique

L'AIE a analysé les interactions importantes entre les objectifs des politiques climatiques et les autres piliers de la politique énergétique, notamment la sécurité et les performances économiques. La publication *Energy Security and Climate Policy* propose une approche quantitative pour mesurer les effets des politiques de réduction des émissions de CO₂ et les risques associés à la concentration de plusieurs marchés de combustibles fossiles.

www.oilmarketreport.org
omr@iea.org

LE SAVIEZ-VOUS ?

L'augmentation de 45 % de la demande mondiale d'énergie primaire d'ici à 2030 sera imputable à la Chine et à l'Inde, la consommation d'énergie de ces deux pays faisant plus que doubler au cours de cette période.

L'ouvrage *Climate Policy Uncertainty and Investment Risk* évalue comment l'incertitude sur l'action des pouvoirs publics influence le comportement des investisseurs dans le secteur de l'électricité. Les répercussions des politiques climatiques sur la compétitivité industrielle restent un important sujet d'étude, notamment la nouvelle analyse des approches sectorielles pour les industries lourdes. L'édition 2007 du WEO privilégie la Chine et l'Inde, dont les marchés de l'énergie connaissent l'expansion la plus rapide du monde. Cette année, le WEO comporte une mise à jour au niveau mondial des projections énergétiques à moyen et à long terme, compte tenu de toutes dernières données en la matière. Il analyse l'impact de l'augmentation de la consommation énergétique de ces deux pays sur les prix internationaux de l'énergie, sur les besoins d'investissement et les montages financiers, sur les émissions de gaz à effet de serre et autres liées à l'énergie, ainsi que sur les flux commerciaux internationaux.

Électricité et gaz

L'ouvrage *Gas Market Review* brosse une vue d'ensemble complète de l'évolution des marchés du gaz naturel dans le monde d'ici à 2015, en attachant une grande importance aux questions de sécurité. Les travaux d'analyse sur la réforme des marchés se poursuivent à mesure que les industries du gaz et de l'électricité se libéralisent. Une nouvelle publication intitulée *Tackling Investment Challenges in Power Generation in IEA Countries* souligne les problèmes que posent les nouveaux investissements dans le secteur de l'électricité dans beaucoup de pays membres de l'AIE. La fiabilité des approvisionnements en électricité et la sécurité des approvisionnements gaziers demeurent prioritaires.

Technologie de l'énergie

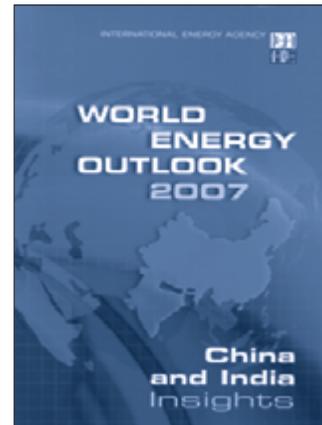
L'AIE met en avant les technologies de l'énergie qui contribuent à préserver la sécurité énergétique et qui peuvent réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'étude approfondie intitulée *Energy Technology Perspectives* révèle comment un avenir énergétique plus durable fondé sur les technologies actuelles et émergentes pourrait se concrétiser. L'AIE compte également sur le plus vaste réseau international de coopération en matière de technologie de l'énergie. Et dans le cadre de son initiative NEET (Networks of Expertise in Energy Technology, réseaux d'experts en technologies énergétiques qui travaillent à la mise en œuvre du Plan d'action du G8 défini à Gleneagles), elle renforce encore la participation des grands pays en développement.

Dialogue mondial sur l'énergie

L'AIE renforce ses liens, non seulement avec la Chine, l'Inde et la Russie, mais aussi avec tout un éventail d'autres pays producteurs, consommateurs ou de transit dans les domaines de la politique énergétique, de l'efficacité énergétique et de la collaboration technologique. En effet, des examens des politiques énergétiques de l'Indonésie et des Balkans de l'Ouest seront publiés en 2008. Une table ronde à haut niveau sur le gaz de la mer Caspienne et de l'Asie centrale s'est tenue en février à Paris. L'AIE est membre du Conseil exécutif du secrétariat du Forum international de l'énergie et joue un rôle fondamental dans le dialogue producteurs-consommateurs.

Statistiques de l'énergie

Lancée par sept organisations internationales (dont l'AIE, qui y joue un rôle clé), la Joint Oil Data Initiative (JODI) a permis d'attirer l'attention des ministres et des acteurs des marchés sur l'importance que revêtent des statistiques fiables, complètes et d'actualité pour suivre le marché pétrolier. Une initiative de plus grande ampleur, dénommée InterEnerStat s'appuie sur la JODI pour renforcer l'harmonisation et la coopération dans le monde entier. Elle regroupe plus de 20 organisations internationales, et l'AIE est chargée de la coordination. ■



Le rythme de croissance sans précédent de la Chine et de l'Inde nécessitera de plus en plus d'énergie, mais le niveau de vie de milliards de personnes en sera modifié. Cette édition explique comment s'acheminer vers un système énergétique plus sûr et plus propre.

LE SAVIEZ-VOUS ?

L'application généralisée de la recommandation formulée par l'AIE d'éliminer progressivement les ampoules à incandescence d'ici à 2012 permettrait d'économiser la production d'électricité d'environ 80 centrales nucléaires.

stats@iea.org

— La lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Le Groupe d'action financière (GAFI) est un organisme intergouvernemental indépendant chargé d'élaborer et de promouvoir des politiques destinées à protéger le système financier mondial contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Les Recommandations édictées par le GAFI énoncent des mesures de justice pénale et de réglementation qui doivent être appliquées pour lutter contre ces phénomènes. Ces Recommandations préconisent aussi la coopération internationale et incitent les institutions financières et d'autres entités comme les casinos, les agents immobiliers, les avocats et les comptables à prendre des mesures de prévention. Les Recommandations du GAFI sont reconnues comme la norme mondiale de lutte contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme.

Les membres du GAFI sont les suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Commission européenne, Conseil de coopération du Golfe, Danemark, Espagne, États-Unis, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hong-Kong (Chine), Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Portugal, République populaire de Chine, Royaume des Pays-Bas, Royaume-Uni, Singapour, Suède, Suisse, Turquie. Son secrétariat est situé dans les locaux de l'OCDE. Aux termes de son mandat, le GAFI doit remplir plusieurs missions fondamentales : il doit établir et affiner les normes mondiales de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, promouvoir et surveiller l'application de ces normes dans les différents pays, élargir la portée géographique et la mise en œuvre des normes du GAFI, identifier les menaces liées au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme et mobiliser les parties concernées.

Le GAFI est parvenu à la moitié de son troisième cycle d'évaluations mutuelles qui consiste à examiner les dispositifs de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme en place dans les juridictions de ses pays membres. Les rapports d'examen des dispositifs de la Finlande, de la Grèce, de la République populaire de Chine, du Royaume-Uni et de la Turquie ont été achevés et publiés en 2007.

Étendre et renforcer le réseau mondial de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme demeurent prioritaires pour le GAFI. Cette stratégie implique l'élargissement de la composition du GAFI, le renforcement des partenariats avec les organismes régionaux de type GAFI et avec les juridictions qui en font partie, et enfin, la coopération avec le secteur privé. En juin 2007, le GAFI a accueilli un nouveau membre, la République populaire de Chine. Et en octobre, le GAFI a publié une déclaration en vue de renforcer la coopération avec l'Iran.

Le GAFI veille à ce que ses normes reflètent les menaces actuelles et nouvelles. Des analyses approfondies ont ainsi été publiées en 2007 à propos de quatre thèmes préoccupants : « Le blanchiment associé à la fraude à la TVA de type carrousel », « Les techniques complexes de blanchiment de capitaux : panorama régional », « Le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme par le biais du secteur immobilier » et « Le blanchiment des produits du trafic de stupéfiants ». Ces rapports sur les typologies sont précieux à la fois parce qu'ils permettent aux pouvoirs publics de mieux comprendre les menaces et parce qu'ils aident le secteur privé à gérer les risques correspondants.

Outre les réunions habituelles prévues, le GAFI tiendra une réunion ministérielle à Washington DC en avril 2008. ■

www.fatf-gafi.org
contact@fatf-gafi.org



LE SAVIEZ-VOUS ?

La Corée et l'Inde ont le statut d'observateurs auprès du GAFI et sont en passe de devenir membres à part entière.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Plus de 175 membres du GAFI et des organismes régionaux de type GAFI appliquent désormais les normes du GAFI.

L'Unité de soutien du Processus du dialogue de Heiligendamm

www.oecd.org/g8-fr

En l'espace de 20 ans, le progrès technologique, les réformes structurelles, les évolutions politiques et la montée en puissance des économies émergentes ont considérablement changé le visage de l'économie mondiale. Au Sommet de Heiligendamm en 2007, les dirigeants des pays du G8 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni et Russie) et du G5 (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde et Mexique) ont examiné les défis auxquels l'économie mondiale doit faire face pour s'adapter à cette nouvelle donne. Conscients de l'interdépendance de leurs économies et de l'importance du dynamisme dans les échanges pour la bonne marche de l'économie mondiale, ils ont décidé d'engager un dialogue désormais appelé « Processus de Heiligendamm ».

Les pays partenaires ont défini quatre thèmes d'actualité qui seront débattus avec des membres de tous les pays dans le cadre de groupes de travail pendant toute la durée du mandat. Ces axes sont :

- la promotion d'investissements transfrontaliers gagnant-gagnant, avec l'incitation pour les entreprises, à adopter un comportement responsable ;
- la promotion de la recherche et de l'innovation, et entre autres les droits de propriété intellectuelle ;
- l'énergie, en particulier sous l'angle de l'efficacité ; et
- le développement, notamment en Afrique.

Le G8 a souhaité que l'OCDE serve de plateforme pour ce dialogue, et en juillet 2007, les pays membres de l'OCDE ont approuvé la création de l'Unité de soutien du Processus du dialogue de Heiligendamm (PDH). Le fonctionnement optimal de l'économie mondiale est au cœur de la mission de l'Organisation. Les pays membres voient en cette initiative sans précédent un moyen de renforcer la coopération entre les principaux acteurs économiques de la planète, estimant qu'ils gagneront, tout comme l'Organisation elle-même, à prendre part au Processus de Heiligendamm.

Un Comité de direction, composé des vice-ministres (« sherpas ») de tous les pays partenaires au dialogue, donne l'orientation politique du processus. Le Comité s'est réuni pour la première fois en octobre 2007, et a défini la structure, les procédures et le calendrier de ce processus. Le dialogue est mené sur un pied d'égalité et repose sur les principes fondamentaux que sont l'ouverture, la transparence et l'équité. Il s'agit d'une tribune ouverte à un débat politique autour de questions d'actualité, axé sur les résultats et conduit de façon souple et pragmatique sans préjuger des suites qui pourront lui être données.

L'Unité de soutien au PDH est présidée par un Directeur, qui sera secondé par des analystes politiques spécialisés dans chacun des quatre thèmes lorsque tous les postes seront pourvus. L'Unité de soutien apporte son concours en matière d'organisation et d'analyse pour les réunions du Comité de direction et des quatre groupes de travail.

Un rapport d'étape sur les progrès accomplis par le PDH sera présenté au Sommet du G8 qui se tiendra au Japon en juillet 2008, et un rapport final sera soumis au Sommet de 2009 qui aura lieu en Italie. ■



(De gauche à droite)
Le Secrétaire général de l'OCDE,
Angel Gurría, rencontre le Chef de l'Unité
de soutien du PDH, Ulrich Benterbusch,
en septembre 2007.

— Agence pour l'énergie nucléaire

www.nea.fr
nea@nea.fr



L'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN) est une agence spécialisée de l'OCDE. Elle a pour mission d'aider ses pays membres à maintenir et à approfondir, par l'intermédiaire de la coopération internationale, les bases scientifiques, technologiques et juridiques indispensables à une utilisation sûre, respectueuse de l'environnement et économique de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Ses 28 pays membres en Europe, en Amérique du Nord et dans la région Asie-Pacifique représentent près de 85 % de la puissance nucléaire installée dans le monde.

Questions clés

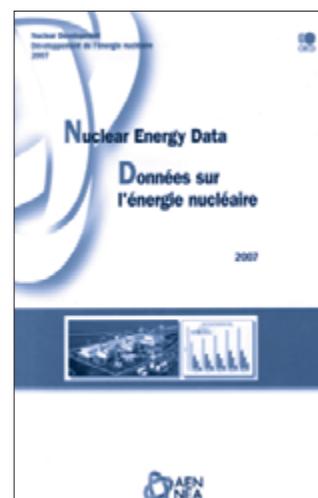
Dans un contexte de défis énergétiques croissants, l'énergie nucléaire figure de plus en plus souvent en tête du classement des choix de politique énergétique. Elle présente en effet plusieurs atouts : sécurité d'approvisionnement, prix concurrentiels et stables, et production quasi nulle de CO₂.

Dans les pays membres européens de l'OCDE/AEN, des centrales sont en construction en Finlande et en France, et des projets prennent forme en République slovaque. Pour la première fois depuis 30 ans, des demandes de construction de tranches nucléaires ont été déposées auprès de la *US Nuclear Regulatory Commission*. Cette Commission a déjà reçu des demandes pour 5 tranches et prévoit un total de 32 sur la période 2007-2009. Une évolution que viennent renforcer, dans les pays de l'OCDE de la région Pacifique, les commandes fermes de 13 tranches passées en Corée et au Japon.

Cependant, ce développement ne se fera pas sans efforts sur plusieurs fronts. Pour pouvoir continuer de réglementer et d'exploiter de manière satisfaisante les installations nucléaires existantes, mais aussi en construire de nouvelles dans les pays qui souhaitent s'équiper, les pays membres de l'OCDE/AEN ont adopté à l'unanimité une déclaration sur les besoins de ressources humaines qualifiées dans le secteur nucléaire. Si rien n'est fait dans ce domaine, le secteur s'expose à une pénurie de main d'œuvre qualifiée (voir le site Internet de l'AEN à www.nea.fr pour plus d'informations et pour consulter le texte intégral de la déclaration). Parallèlement, l'Agence poursuit ses collaborations dans toutes les disciplines de recherche pertinentes.

La question de la gestion des déchets radioactifs demeure également prioritaire. Diverses solutions sont à l'étude, dont le « recyclage » des matières fissiles qui subsistent dans le combustible nucléaire usé. Des stratégies de stockage définitif des déchets radioactifs dans des formations géologiques profondes viennent appuyer ces solutions.

En Finlande et aux États-Unis, des sites et des concepts de stockage ont été identifiés, et les travaux d'aménagement ont commencé. En Suède, deux communes ont été retenues pour y installer d'éventuels dépôts de déchets radioactifs. Les études préalables au choix définitif du site sont en cours. Par ailleurs, plusieurs autres pays membres de l'OCDE/AEN enregistrent des avancées dans ce domaine.



Cette édition présente des prévisions jusqu'en 2030 et des informations sur les capacités d'enrichissement par centrifugation dans les pays de l'OCDE.

Principales activités

Les études et les activités de coopération entreprises par l'AEN portent sur la sûreté et la réglementation nucléaires, la gestion des déchets radioactifs, la protection radiologique et la santé publique, les sciences nucléaires, l'économie, les ressources et la technologie, et enfin, le droit nucléaire. Ces activités sont décrites en détail sur le site Internet de l'AEN.

L'AEN prête son concours à l'organisation de projets et programmes d'échange d'informations multinationaux pour permettre aux pays intéressés d'effectuer des recherches ou d'échanger des données sur des questions ou dans des disciplines particulières en partageant les coûts. Ces projets communs, portant principalement sur la sûreté nucléaire, mais aussi sur la gestion des déchets radioactifs et la radioprotection, sont l'un des points forts de l'AEN.

En outre, l'Agence assure le secrétariat technique du Forum international Génération IV (GIF) (www.gen-4.org) et du Programme multinational d'évaluation des conceptions (MDEP) (www.nea.fr/mdep), lequel a été créé à l'initiative de la US Nuclear Regulatory Commission.

Publications

L'Agence publie environ 70 titres chaque année. La plupart des rapports peuvent être téléchargés gratuitement depuis le site Internet de l'AEN.

Quelques ouvrages clés parus en 2007 sont : *Risques et avantages de l'énergie nucléaire* ; *Transparency of Nuclear Regulatory Activities* ; *Nuclear Safety Research in OECD Countries* ; *La radioprotection aujourd'hui et la voie du développement durable* ; *Créer un lien durable entre une installation de gestion de déchets et sa collectivité d'accueil* ; *Chemical Thermodynamics of Solid Solutions of Interest in Nuclear Waste Management* ; *Physics of Plutonium Recycling* ; et *Innovation dans la technologie nucléaire*.

L'AEN publie également deux revues : le *Bulletin de droit nucléaire* et *AEN Infos*.

Manifestations importantes

Comme les autres secteurs de l'OCDE, l'AEN organise régulièrement des conférences, ateliers et séminaires internationaux. L'année 2007 a été notamment marquée par l'atelier international sur la transparence des activités réglementaires organisé à Tokyo et Tokai-Mura (Japon) du 22 au 24 mai, l'atelier international sur la sûreté du cycle du combustible hier, aujourd'hui et demain, qui a eu lieu à Wilmington (Caroline du Nord, États-Unis) du 16 au 18 octobre et le Forum sur la confiance des parties prenantes à Issy-les-Moulineaux (France) les 13 et 14 décembre. L'AEN commémorera son 50^e anniversaire au cours d'une manifestation à haut niveau en octobre 2008. ■



Ce rapport examine différents aspects de la chaîne nucléaire et d'autres chaînes de production d'électricité. Il donne des exemples d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs liés à la compétitivité économique, à l'impact environnemental et aux aspects sociaux.

LE SAVIEZ-VOUS ?

L'énergie nucléaire fait partie des rares sources d'énergie qui ne produisent presque pas de gaz à effet de serre.

Forum international des transports

Lors de leur réunion à Dublin en mai 2006, le Conseil des ministres a décidé de transformer la Conférence européenne des ministres des transports (CEMT) en Forum international des transports (FIT). Ce Forum aura pour objectif d'aider les responsables politiques et le grand public à mieux comprendre le rôle fondamental des transports. Il visera également à faciliter l'intégration des transports et de la logistique dans la formulation des politiques générales, tout en prenant en compte des enjeux de plus grande ampleur comme les aspects économiques, environnementaux et sociaux du développement durable.

Rattaché administrativement à l'OCDE, le FIT est une plateforme mondiale et un lieu de débat au plus haut niveau dédié aux transports, à la logistique et à la mobilité. Des représentants éminents des milieux gouvernementaux et politiques, du monde des entreprises et de l'industrie, de la recherche et de la société civile se rencontreront à Leipzig lors de la conférence annuelle, laquelle veut devenir le « sommet annuel des transports ». La première édition du Forum s'intitulera « Transport et énergie : le défi du changement climatique » et aura lieu en mai 2008. La participation de plus de 50 ministres des transports à cet événement favorise les liens directs et revêt une grande pertinence pour l'élaboration des politiques aux niveaux national et international.

Quoi de neuf ?

La réforme de la CEMT dont résulte le FIT procède d'un choix stratégique et exprime un nouvel engagement. Si la CEMT se caractérisait par son orientation fortement européenne, le FIT examinera des questions de portée mondiale. Cette évolution reflète la réalité d'une mondialisation qui, par son impact sur les échanges et les transports au niveau mondial, confère aux flux commerciaux une dimension et une dynamique nouvelles, mais pose aussi de nouveaux problèmes et défis. Le secteur des transports attend donc des réponses et des solutions au niveau mondial.

En outre, alors que la CEMT ne réunissait que les ministres et leurs délégations, le Forum sera ouvert au public. Il accueillera désormais des représentants des milieux gouvernementaux et politiques, des entreprises, de la recherche et de la société civile. Le Forum sera une large instance pour débattre et échanger, un point de rencontre mondial pour toutes les questions relatives aux transports, à la logistique et à la mobilité. Désormais, les thèmes évoqués ne se limiteront plus aux seuls transports de surface, mais couvriront aussi d'autres modes de transport.

Les défis

Le secteur des transports est confronté à des défis de taille qu'il faut relever pour permettre une cohésion économique et sociale durable. L'ampleur de ces défis est telle qu'elle nécessite des discussions et des consultations plus larges et plus approfondies que celles qu'offrait la CEMT. La mondialisation de l'activité économique, ainsi que le rôle fondamental des transports pour mener et faciliter ce processus, appellent désormais des stratégies définies à l'échelle internationale.

Le FIT reflètera l'importance des transports dans la vie quotidienne des populations du monde entier, ainsi que son impact sur les activités sociales et le fonctionnement des entreprises à l'échelle mondiale. Il élaborera des stratégies et des méthodes de communication ouverte pour faciliter le dialogue et une participation aussi large que possible.

www.internationaltransportforum.org/homefr.html
itf.contact@oecd.org



Réduire la congestion dans les transports

Les responsables politiques des transports au plus haut niveau de 53 pays se sont réunis à l'occasion de la dernière session ministérielle de la CEMT, à laquelle ont participé certains acteurs clés de l'industrie et du secteur privé. Cette réunion s'est tenue à Sofia les 30 et 31 mai 2007 sur le thème « Réduire la congestion dans les transports ».

Selon des estimations concordantes, les coûts engendrés par les encombrements dans les transports pourraient atteindre dans certains pays pas moins de 1.5 % du PIB. On estime que les retards imputables au franchissement des frontières augmentent le coût des marchandises transportées de 0.8 % pour chaque jour d'attente à la frontière. Le gaspillage d'énergie causé par les embouteillages contribue sensiblement à la pollution et au réchauffement de la planète. Et toutes les prévisions indiquent que le problème ne fera que s'accroître à l'avenir.

Après avoir examiné diverses mesures susceptibles de réduire la congestion croissante des réseaux de transport, les ministres des transports sont convenus de la nécessité d'élaborer une stratégie globale, dont les grandes lignes leur ont été exposées dans une série de messages clés.

Recherche sur les transports

Le Centre conjoint de recherche sur les transports de l'OCDE et le FIT œuvrent en faveur du développement économique. Ils contribuent également à l'amélioration structurelle des pays de l'OCDE et des autres économies membres du Forum dans le cadre de programmes de recherche sur les transports menés en collaboration avec les pays membres.

Les travaux d'orientation de politiques menés en 2007 sont les suivants :

- *Biocarburants : lier les politiques de soutien aux bilans énergétiques et environnementaux*
Table ronde, 7-8 juin 2007, Paris
- *Réglementation de la sécurité et de l'efficacité des poids lourds : étude de cas sur l'Australie*
Séminaire, OCDE-FIT-NTC-Austroroads, Paris, 24 septembre 2007
- *L'écoconduite – Atelier FIT-AIE, Paris, 22-23 novembre 2007*

En 2007, le Centre conjoint de recherche sur les transports a également publié un rapport intitulé « Gérer la congestion urbaine » ainsi que six nouveaux rapports dans la série des tables rondes.

Statistiques

Le FIT produit des statistiques annuelles sur les évolutions du secteur des transports ainsi que sur les accidents de la route. Il tient une base de données sur l'évolution à court terme du secteur des transports terrestres, qui est mise à jour chaque trimestre. Les chiffres relatifs aux investissements dans les infrastructures de transport sont publiés chaque année.

Le FIT a également élaboré, en collaboration avec Eurostat et la CEE-ONU, une version électronique du questionnaire commun utilisé pour la collecte de statistiques sur les transports. Les définitions des termes statistiques utilisés sont régulièrement actualisées et publiées dans le « Glossaire des statistiques de transports », accessible en ligne. ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

Dans les pays d'Europe occidentale, les investissements dans les infrastructures de transport terrestre ont augmenté en moyenne de plus de 20 % en termes réels entre 2000 et 2004.

www.internationaltransportforum.org/jtrc/indexfr.html
jtrc.contact@oecd.org

www.internationaltransportforum.org/statistics/statisticsfr.html

.....
AU SUJET
DE L'OCDE



— Activités civiques

Le Secrétariat de l'OCDE est une communauté diverse au sein de laquelle une multitude de compétences, de talents et de cultures sont représentés. Par-delà leur contribution aux travaux de l'Organisation, beaucoup d'agents de l'OCDE se consacrent à différentes activités civiques dont quelques-unes sont mises en exergue ci-dessous.

Les Enfants de Guinée

En 2007, l'association « Les Enfants de Guinée » s'est vu décerner le « Label Paris Co-développement Sud » par la Ville de Paris. Le montant qui lui a été attribué lui permettra de terminer la construction d'une bibliothèque et d'un espace informatique suivant des techniques traditionnelles et respectueuses de l'environnement. L'association a également organisé un concert de solidarité en collaboration avec le chanteur Sékouba Bambino, originaire de Siguiri (province de Haute-Guinée), et son orchestre, le Bouré Band. Les fonds récoltés permettront de construire et de gérer l'espace culturel du centre socio-éducatif de Siguiri. Pour en savoir plus ou pour faire un don, écrire à valerie.cisse@oecd.org ou à maureen.pucheu@oecd.org.

Les P'tites Mains – Hands for Hope

En 2007, l'association « P'tites Mains – Hands for Hope » a achevé la construction d'une maison qui accueille maintenant sept enfants abandonnés du village de Valea Plopului en Roumanie. Stimulée par cette réalisation, l'association renforcera ses activités en 2008 afin d'aider d'autres enfants abandonnés du village. Elle a par ailleurs constitué un partenariat avec un autre groupe de bénévoles implanté à Bucarest, proposant soutien et formation à de jeunes mères célibataires. Pour en savoir plus, voir le site www.pmh.org.

Groupe pour la lutte contre la faim de l'OCDE

Fondé en 1964 par des agents de l'OCDE avec l'appui du Secrétaire général, le Groupe pour la lutte contre la faim de l'OCDE peut se targuer de compter actuellement quelque 200 membres donateurs. Le Groupe reçoit aussi des dons ponctuels et organise occasionnellement des activités pour lever des fonds. En 2007, il a financé 19 projets de développement situés en Afrique subsaharienne, en Asie et en Amérique latine. Fin 2007, la Présidente du Groupe a effectué, à ses frais, une visite de terrain dans le



Une formation dispensée aux femmes en difficulté pour renforcer leur prise de conscience à Bijapur, État de Karnataka dans le sud de l'Inde.

sud de l'Inde pour évaluer plusieurs projets de développement intégré. Ces projets privilégient l'autonomisation des femmes, l'action fédératrice et l'éducation des enfants et adolescents qui travaillent. Ces activités ont été financées ces six dernières années dans des zones rurales très déshéritées. Les résultats obtenus sont impressionnants : plusieurs femmes siègent désormais aux conseils des villages. Par ailleurs, en 2007, pour la première fois, le Groupe a partiellement financé un projet sanitaire en Mongolie. Si vous souhaitez contribuer à l'action du Groupe, écrivez à : hunger.group@oecd.org.

ALORA

À l'OCDE, l'ALORA (Association loisirs, rencontres, ateliers) est l'association qui organise des activités culturelles, éducatives et de loisirs. Elle regroupe plus de 1 400 personnes, aussi bien des agents de l'Organisation que des membres des délégations ou de leur famille. Parmi ses activités régulières (plus de 70), le « café-rencontre » est l'une des plus appréciées. Lancée en 2007, cette activité est organisée pour les nouveaux arrivants. C'est une manière de souhaiter aux agents et à leur conjoint/compagnon la bienvenue au sein de la communauté OCDE. Les autres activités sont, entre autres, la garden-party estivale en juin, la journée de sortie ALORA en septembre, les soirées quiz, les groupes de conversation, la course à pied, les visites guidées de quartiers et de musées de Paris, et le Noël des enfants en décembre. ■

Parité hommes-femmes et diversité

Le Réseau de l'OCDE sur la diversité et la parité hommes-femmes (Réseau OWN) a pour vocation, comme son nom le sous-entend, de sensibiliser l'OCDE aux questions de parité hommes-femmes et de diversité. Pour marquer la Journée mondiale de la Femme en mars, le Réseau OWN a pour la première fois parrainé une remise de prix récompensant « l'environnement de travail le plus respectueux de l'égalité des chances hommes-femmes ». À cette occasion, une attestation et une statuette ont été remises au lauréat.



L'Ambassadrice d'Afrique du Sud en France, Nomasono Maria Sibanda-Thusi, et le Secrétaire général adjoint, Aart de Geus, remettant le prix à la Division du changement climatique, des ressources naturelles et des perspectives environnementales de la Direction de l'environnement.

Le lauréat, la Division du changement climatique, des ressources naturelles et des perspectives environnementales de la Direction de l'environnement, a été choisi parmi les propositions de noms faites par les agents.

L'Ambassadrice d'Afrique du Sud en France, Nomasono Maria Sibanda-Thusi, qui a remis le prix, a déclaré qu'elle se réjouissait particulièrement de constater que l'OCDE avait retenu la parité hommes-femmes comme thème central pour sa célébration de la Journée mondiale de la Femme, parce que « les organisations internationales comme l'OCDE ont un rôle crucial à jouer, non seulement dans le contexte général de la promotion des droits des femmes, mais aussi à une plus petite échelle, s'agissant de la promotion de partenariats axés sur les résultats et de stratégies visant l'égalité hommes-femmes, notamment auprès des pays en développement ».

Un nouveau « wiki » en ligne sur les questions de parité hommes-femmes a également été lancé par l'OCDE à l'occasion de la Journée mondiale de la Femme. La plate-forme www.wikigender.org est en libre consultation.

— Direction exécutive

www.ocde.org

La Direction exécutive (EXD) gère les actifs de l'OCDE. Elle est également responsable des infrastructures et de la prestation des principaux services au sein de l'Organisation, ce qui recouvre notamment la gestion des ressources humaines, la gestion financière, la sécurité, les technologies de l'information et des communications, les services de conférences, les services linguistiques et les services de documentation.

Depuis l'arrivée du Secrétaire général Angel Gurría, l'OCDE connaît d'importantes transformations de fond. Afin de mieux servir les pays membres, ces transformations s'accompagnent, en corollaire, de réformes dans la gestion des ressources de l'OCDE, tant humaines que financières. En outre, les règles et mécanismes institutionnels internes de l'OCDE sont réactualisés et affinés. En 2008, EXD continuera de mettre en œuvre plusieurs programmes de réforme.

Réexamen de la politique des ressources humaines

L'Organisation a lancé une réforme vaste et très ambitieuse de sa politique en matière de ressources humaines. Cette réforme améliorera la façon dont l'OCDE gère et encourage ceux qui constituent son atout le plus précieux : ses agents. L'objectif ultime de ce programme prioritaire est de faire de l'OCDE une référence de l'excellence dans les domaines de l'éthique, du recrutement, de la diversité et de la gestion des performances et des carrières.

Le nouveau Centre de conférences de l'OCDE a désormais ouvert ses portes.



Poursuite de la réforme budgétaire et financière

L'OCDE est une organisation internationale de premier plan en ce qui concerne la budgétisation axée sur les résultats. Elle s'efforce d'améliorer en permanence la façon dont elle alloue ses ressources et veut parfaire l'information qu'elle fournit aux pays membres en termes de planification et de performance. Les procédures d'évaluation des résultats par les pays membres sont régulièrement revues, et l'OCDE les étendra de façon plus formelle aux services centraux de l'Organisation. Par ailleurs, un important programme destiné à aligner la budgétisation axée sur les résultats de l'Organisation avec ses procédures financières et comptables, ainsi que ses systèmes de reporting et de gestion, est dans une phase de développement accéléré. Ce programme permettra de doter l'OCDE d'un cadre de planification budgétaire et de gestion unifié et harmonisé.



Les travaux de restauration du bâtiment principal avancent à grands pas.

Modernisation des mécanismes de contrôle interne

Un réexamen complet des règles financières de l'Organisation est en cours, notamment pour ce qui concerne l'architecture de l'audit. L'OCDE dispose d'une architecture d'audit solide, avec trois types d'auditeurs (les auditeurs internes, les auditeurs contractuels associés à la certification des états financiers annuels et les commissaires aux comptes, issus de quatre Cours des Comptes nationales). L'Organisation examine actuellement les dispositifs existants en vue de proposer un cadre de contrôle interne et d'audit révisé en 2008.

Achèvement du projet de rénovation du site de La Muette

En 2008, le projet de rénovation du site de La Muette entame sa phase finale, comme initialement prévu par les pays membres de l'OCDE lorsqu'ils ont approuvé le projet en 2003. À l'automne 2007, le maître d'œuvre a achevé et livré le nouveau Centre de conférences de l'OCDE, et les premières conférences pilotes se sont tenues en novembre et décembre. Le Centre de conférences de l'OCDE, lieu exceptionnel pour accueillir des conférences en plein cœur de Paris, a ouvert ses portes en janvier 2008.

Parallèlement, le désamiantage étant terminé, les travaux de rénovation du bâtiment principal ont commencé en février 2007. Le projet devrait s'achever dans les délais et dans les limites du budget fixés par les pays membres. Fin 2008 et début 2009, la livraison des bureaux rénovés et le rapatriement des agents de la Tour Europe constitueront les dernières étapes du projet. Elles marqueront la fin d'un important effort de la part du Secrétariat de l'OCDE, comme des pays membres, qui aura duré presque dix ans depuis la toute première décision de principe jusqu'au moment de sa conclusion. ■

— Qui fait quoi ?

www.oecd.org/apropos

Le Secrétariat réalise des études et des analyses à la demande des 30 pays membres de l'OCDE. Ces pays se rencontrent et échangent des informations dans des comités spécialisés sur des questions clés, le pouvoir de décision revenant au Conseil de l'OCDE.

Le Conseil se compose des Représentants permanents qui se réunissent régulièrement au nom de tous les pays membres, sous la houlette du Secrétaire général.

Une fois par an, le Conseil se réunit au niveau des ministres. En 2007, la réunion s'est tenue sous la présidence de l'Espagne et avait pour thème « L'innovation : programme d'action de l'OCDE pour la croissance et l'équité ».

L'OCDE compte environ 200 comités, groupes de travail et groupes d'experts au total. Chaque année, quelque 40 000 hauts fonctionnaires des administrations nationales participent à des réunions de comités de l'OCDE pour examiner les travaux effectués par le Secrétariat, y contribuer et en suggérer de nouveaux.

Les comités sont : le Comité de l'acier ; le Comité de l'agriculture ; le Comité des assurances et des pensions privées ; le Comité des produits chimiques ; le Comité de la concurrence ; le Comité de la politique à l'égard des consommateurs ; le Comité d'aide au développement ; le Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement ; le Comité des échanges ; le Comité de politique économique ; le Comité des politiques d'éducation ; le Comité de l'emploi, du travail et des affaires sociales ; le Comité des politiques d'environnement ; le Comité des relations extérieures ; le Comité des marchés financiers ; le Comité des affaires fiscales ; le Comité de l'industrie, de l'innovation et de l'entrepreneuriat ; le Comité de la politique de l'information, de l'informatique et des communications ; le Comité de l'investissement ; Comité de direction du Programme



L'ouverture de la réunion annuelle du Conseil des ministres de l'OCDE en mai 2007.

LEED ; le Comité des pêcheries ; le Comité de la gouvernance publique ; le Comité de la politique scientifique et technologique ; le Comité des statistiques ; le Comité des politiques de développement territorial ; et le Comité du tourisme.

L'Agence internationale de l'énergie (voir encadré p. 86) et l'Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire (voir encadré p. 90) traitent des questions d'énergie. Les travaux confiés par le Conseil sont réalisés par les différentes Directions du Secrétariat de l'OCDE.

Le Secrétariat général (SGE)

Le Secrétariat général dirige et coordonne les travaux de l'Organisation. Il se compose des cabinets du Secrétaire général et des Secrétaires généraux adjoints, du Bureau de l'Auditeur général, du Centre pour la coopération avec les non-membres, de la Direction des affaires juridiques, du Secrétariat du Conseil et du Comité exécutif, et enfin de l'Unité consultative sur les questions pluridisciplinaires.

Centre pour la coopération avec les non-membres (CCNM)

www.oecd.org/ccnm-fr
ccnmcont@oecd.org

L'OCDE compte 30 pays membres, mais de nombreux autres pays et économies non membres sont impliqués dans un large éventail de travaux menés par l'Organisation. Le CCNM, qui fait partie du Secrétariat général, élabore et supervise les orientations stratégiques dans le cadre des relations que l'OCDE entretient avec les non-membres au niveau mondial.

Direction de la coopération pour le développement (DCD)

www.oecd.org/cad
dac.contact@oecd.org

La DCD est l'organe opérationnel du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE dont les 23 membres représentent les principaux bailleurs de fonds du monde. Le CAD est une tribune de premier plan par laquelle les donateurs bilatéraux traitent de questions relatives au volume et à l'efficacité de la coopération au service du développement. Il a pour objectif de promouvoir l'efficacité de l'aide, la capacité de développement et le partage de la mondialisation par le biais des politiques et des pratiques menées par les donateurs. Il vise ainsi à stimuler la lutte contre la pauvreté et le développement durable dans les pays en développement.

La DCD est également une source incontournable de statistiques sur l'aide publique au développement. Elle fait partie du pôle de développement de l'OCDE, qui regroupe le Centre de développement, l'Unité de soutien au Forum pour le partenariat avec l'Afrique (voir encadré p. 85), le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, et le Centre pour la coopération avec les non-membres.

Direction des échanges et de l'agriculture (TAD)

www.oecd.org/tad-fr
tad.contact@oecd.org

TAD œuvre en faveur d'un système commercial multilatéral fort, régi par des règles. Elle aide les pays membres et non membres à concevoir et à mettre en œuvre des politiques dans le domaine des échanges, de l'agriculture et de la pêche qui pourront atteindre efficacement leurs objectifs tout en minimisant les distorsions dans les échanges. Les travaux préparatoires des futures négociations commerciales couvrent de nouvelles catégories de règles sur les échanges, notamment celles relatives à la politique de l'environnement, de la concurrence et de l'investissement. Parallèlement, ses travaux sans précédent sur les crédits à l'exportation dissuadent les pays de créer des distorsions dans les échanges. Les travaux entrepris dans les domaines de l'agriculture et de la pêche permettent de déterminer les politiques au service d'une gestion durable des ressources agricoles et halieutiques. Ils couvrent ainsi la réforme politique, la libéralisation

des échanges et la viabilité des ressources. TAD gère également un programme visant à élaborer des normes de produits agricoles pour faciliter les échanges, ainsi qu'un programme de recherche de coopération pour des systèmes d'agriculture durable.

Département des affaires économiques (ECO)

www.oecd.org/eco-fr
eco.contact@oecd.org

ECO examine l'évolution économique et financière des pays de l'OCDE et de certaines économies non membres. Il offre également un cadre global capable d'identifier les priorités structurelles qui requièrent l'attention des gouvernements. Il évalue les incidences d'un large éventail de questions structurelles du point de vue de l'ensemble de l'économie, en s'appuyant sur les travaux d'un certain nombre de comités spécialisés de l'OCDE. Les derniers travaux portent notamment sur plusieurs aspects de la mondialisation, la réglementation des marchés de produits et du travail, l'éducation, l'efficacité des dépenses publiques dans les soins de santé, la géographie économique et l'économie politique de la réforme.

Direction de l'éducation (EDU)

www.oecd.org/edu-fr
edu.contact@oecd.org

EDU aide les pays membres à parvenir à un enseignement de grande qualité accessible à tous, qui contribue au développement personnel, à la croissance économique durable et à la cohésion sociale. Elle formule des stratégies pour encourager l'éducation tout au long de la vie, en harmonie avec les autres politiques socio-économiques. Elle réfléchit aux moyens d'évaluer et d'améliorer les résultats de l'éducation, de favoriser un enseignement de qualité et de construire la cohésion sociale grâce à l'éducation. EDU englobe quelques programmes spécifiques, notamment le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), le Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI), le Programme sur la gestion des établissements d'enseignement supérieur (IMHE), et le Programme pour la construction et l'équipement de l'éducation (PEB).

Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales (ELS)

www.oecd.org/els-fr
els.contact@oecd.org

ELS supervise les travaux réalisés dans les domaines interdépendants de l'action publique qui peuvent stimuler l'emploi et améliorer la protection sociale dans un contexte de vieillissement de la population, de mondialisation et de progrès technologique rapide. Ses activités sont axées autour de cinq grands thèmes : (i) relever les taux d'emploi et la productivité du travail ; (ii) améliorer les compétences des travailleurs ; (iii) moderniser les systèmes de protection sociale pour que tous puisse saisir les opportunités et pour répondre aux défis démographiques ; (iv) parvenir à des systèmes de santé performants ; (v) et enfin gérer les migrations du travail dans l'intérêt du pays d'origine comme du pays d'accueil.

Centre pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local (CFE)

www.oecd.org/cfe-fr
cfe.contact@oecd.org

Le Centre a pour mission d'encourager l'esprit d'entreprise dans une société capable d'innover, de créer des emplois et de saisir les opportunités qu'offre la mondialisation, tout en contribuant à promouvoir croissance durable, développement intégré et cohésion sociale. En menant à bien sa mission, le CFE s'appuie sur l'expertise réunie au sein des autres Directions de l'OCDE, ses pays membres et son large réseau d'experts internationaux. C'est un guichet unique de l'OCDE pour l'entrepreneuriat, les PME, le développement local et les questions liées au tourisme.

Direction de l'environnement (ENV)

www.oecd.org/env-fr
env.contact@oecd.org

ENV aide les pays membres à concevoir et à mettre en œuvre des politiques efficaces et efficaces pour répondre aux problèmes d'environnement et gérer les ressources naturelles de manière viable. Pour encourager une utilisation des ressources et des modèles de production plus durables, elle examine l'interaction entre l'environnement et les enjeux économiques, sectoriels ou sociaux. Elle collabore avec d'autres Directions sur des thèmes clés, tels que le changement climatique, l'eau, les impôts liés à l'environnement, l'agriculture, les échanges, l'investissement et le développement. Elle réalise régulièrement des examens par les pairs sur les performances environnementales des pays membres. Elle compile des données et des indicateurs sur l'environnement, et mène un programme sur la santé et la sécurité environnementales.

Direction exécutive (EXD)

www.oecd.org

EXD gère le patrimoine de l'Organisation, ainsi que ses ressources humaines, financières et d'informations. Elle est responsable des infrastructures de l'OCDE et de la prestation de services fondamentaux, notamment la sécurité, les technologies de l'information et des communications, la gestion financière, les conférences, les services linguistiques et de documentation.

Direction des affaires financières et des entreprises (DAF)

www.oecd.org/daf-fr
daf.contact@oecd.org

La DAF cherche à améliorer la qualité de la gouvernance dans les entreprises et sur les marchés. Elle soutient les politiques publiques et la coopération internationale pour encourager l'efficacité du marché et combattre les abus. La Direction reprend les défis qui concernent directement les entreprises en matière de politiques publiques – notamment l'investissement, les finances, le gouvernement d'entreprise, la concurrence et la lutte contre la corruption – pour favoriser la croissance économique et le développement, et pour garantir la stabilité financière.

Centre de politique et d'administration fiscales (CTPA)

www.oecd.org/ctp-fr
ctp.contact@oecd.org

Le CTPA est le point de convergence des travaux de l'OCDE sur la fiscalité, couvrant toutes les questions en matière de taxes (autres que les droits de douane), ainsi que les questions de politique et d'administration fiscales. Il contribue aux travaux d'autres comités de l'OCDE sur des projets qui ont une forte composante fiscale. Parmi les exemples récents, citons l'étude des moyens pour surmonter les obstacles à l'application des taxes liées à l'environnement, l'analyse du rôle de la politique fiscale dans la mobilisation des investissements et l'impact des impôts sur la croissance.

Direction de la gouvernance publique et du développement territorial (GOV)

www.oecd.org/gov-fr
gov.contact@oecd.org

GOV contribue à une meilleure compréhension de la manière dont fonctionnent les politiques de gestion publique et de développement territorial selon les différents facteurs liés à la société et au marché. Elle aide également les pays à adapter leurs modes de gouvernement et leurs politiques territoriales à l'évolution des besoins. Il s'agit d'améliorer la performance des pouvoirs publics, tout en protégeant et en encourageant les valeurs de gouvernance à plus long terme au sein de la société.

Direction des relations extérieures et de la communication (PAC)

www.oecd.org

PAC assure la liaison entre l'OCDE et le monde entier, en diffusant rapidement auprès du public les informations relatives aux travaux de l'Organisation, contribuant ainsi à la transparence et à l'ouverture de l'Organisation.

Direction de la science, de la technologie et de l'industrie (STI)

www.oecd.org/sti-fr
sti.contact@oecd.org

STI aide les pays à encourager les progrès scientifiques et technologiques et, par le processus de l'innovation, à transposer les connaissances et la technologie en valeur économique au profit de la société et en solutions pour répondre aux défis mondiaux. Elle œuvre pour que les économies maximisent leur potentiel d'innovation et adaptent leurs politiques nationales aux opportunités qu'offrent le progrès technologique et la mondialisation.

Direction des statistiques (STD)

www.oecd.org/std-fr
stat.contact@oecd.org

STD collecte et analyse les statistiques économiques des pays membres de l'OCDE et de certains pays non membres. Celles-ci sont normalisées pour être comparables au plan international, et sont publiées sous formes imprimée et électronique. En collaboration avec des statisticiens de pays membres et d'autres organisations internationales, l'OCDE joue un rôle majeur dans la mise au point de nouveaux systèmes de données et de normes statistiques répondant aux nouvelles préoccupations des pouvoirs publics et aux besoins des utilisateurs. STD est aussi chargée de coordonner toutes les activités statistiques de l'Organisation.

Le Programme de l'OCDE sur l'avenir

www.oecd.org/prospective
michael.oborne@oecd.org

Ce Programme identifie les nouveaux problèmes économiques et sociaux qui risquent d'influencer considérablement l'élaboration des politiques des pays membres dans les années à venir. Son but est de promouvoir la pensée stratégique, d'expérimenter de nouvelles idées pour l'Organisation, d'élaborer des approches multidisciplinaires et de favoriser le dialogue entre pouvoirs publics, milieux d'affaires et chercheurs sur des questions présentant un intérêt à long terme.

Centre de développement (DEV)

www.oecd.org/dev-fr
dev.contact@oecd.org

DEV assure la liaison entre les pays membres de l'OCDE et les économies en développement, en transition et émergentes d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Il offre un lieu où les responsables politiques peuvent partager leurs expériences et trouver des solutions politiques pour stimuler la croissance et améliorer les conditions de vie dans les économies en développement et émergentes. L'adhésion au Centre est ouverte aux pays membres de l'OCDE comme aux non-membres. Fin 2007, l'Afrique du Sud, le Brésil, le Chili, l'Inde, la Roumanie et la Thaïlande figuraient parmi ces pays non membres.

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO)

www.oecd.org/csao
swac.contact@oecd.org

Le dialogue sur la politique de l'OCDE avec l'Afrique progresse également au niveau régional, en particulier grâce aux efforts du CSAO qui constitue un lien, une interface entre les acteurs de l'Afrique de l'Ouest et les pays membres de l'OCDE. Ses objectifs principaux sont les suivants : identifier les questions stratégiques liées au développement à moyen et à long terme en Afrique de l'Ouest ; mobiliser et renforcer les capacités africaines par une approche de réseau ; et encourager les débats constructifs qui aboutissent aux décisions innovantes au sein et à l'extérieur de la région. ■

Réunion du Conseil au niveau des ministres de 2007

www.oecd.org/mcm2007-fr

La réunion du Conseil au niveau des ministres (RCM) de 2007, la première à être organisée sous le mandat du Secrétaire général Angel Gurría, a débouché sur d'importants résultats concernant l'orientation future, la pertinence et la dimension mondiale de l'OCDE. Elle s'est déroulée sous la conduite éclairée de son Président, le Vice-président du gouvernement espagnol, Pedro Solbes, dont l'engagement personnel et la ferme direction en ont assuré le succès.

L'un de ces résultats a été de fixer clairement comme but à l'Organisation de devenir une plaque tournante reconnue et respectée pour le dialogue sur les enjeux économiques mondiaux du moment. Ce dialogue peut contribuer à mettre la mondialisation en perspective grâce à une meilleure compréhension de ses effets bénéfiques, ainsi qu'à les étendre à l'ensemble de la communauté mondiale.

La RCM a donné un mandat clair pour élargir la composition de l'Organisation en invitant le Secrétaire général à ouvrir des discussions d'adhésion avec le Chili, l'Estonie, Israël, la Fédération de Russie et la Slovénie. En outre, la RCM a défini une stratégie visant à renforcer l'engagement avec certains pays, en commençant par le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, la Chine et l'Afrique du Sud (BIICS), dans la perspective de leur adhésion. Elle a également préconisé de renforcer les activités d'ouverture en direction de régions d'importance stratégique, comme l'Asie du Sud-Est.

Les mandats ou points appelant une action énoncés lors de la RCM de 2007, notamment ceux qui figurent dans le Résumé du Président, sont les suivants :

- (i) Élargissement et engagement renforcé : « les ministres ont adopté la Résolution sur l'élargissement et l'engagement renforcé. Cela nécessitera un effort institutionnel important et transformera l'OCDE en une organisation plus large et plus diverse ».



(De gauche à droite)
Le Vice-président du gouvernement et ministre de l'Économie et des Finances espagnol, Pedro Solbes, et le Vice-ministre japonais du Bureau du gouvernement, Hideaki Ohmura, lors de la réunion annuelle des ministres de l'OCDE en mai 2007.

- (ii) Financement de l'élargissement : « les ministres ont appelé le Conseil à trouver un accord sur la réforme financière avant la réunion du Conseil au niveau des ministres de 2008 pour tenir compte des conséquences de l'élargissement de l'Organisation et faire en sorte que l'Organisation dispose d'une assise financière solide et pérenne ».
- (iii) L'OCDE, plaque tournante pour le dialogue sur les enjeux économiques mondiaux : « les ministres ont accueilli avec intérêt les propositions du Secrétaire général visant à préparer l'Organisation de demain et ont appelé l'OCDE à jouer un plus grand rôle dans la définition de mesures propres à faire en sorte que les avantages de la mondialisation soient partagés plus largement et fassent l'objet d'une communication plus efficace ».
- (iv) Croissance et équité : « les ministres ont pris note des propositions concernant les impacts socioéconomiques de la mondialisation, le rôle des entreprises multinationales et les migrations internationales ».
- (v) Stratégie pour l'innovation : « les ministres ont donné leur aval aux propositions relatives à une stratégie de l'OCDE pour l'innovation, et se sont félicités de l'intégration des activités transversales sur les innovations pour régler les problèmes mondiaux, notamment dans le domaine de l'environnement, la mondialisation de l'innovation, l'évaluation des politiques de l'innovation et l'analyse des politiques de certains pays ».
- (vi) Changement climatique : « les ministres se sont félicités des travaux menés par l'OCDE dans ce domaine. Pour aller plus loin, ils ont demandé le renforcement des travaux consacrés au changement climatique afin d'étudier comment (a) minimiser les coûts liés à la limitation des émissions de gaz à effet de serre en recourant à divers instruments d'action ; (b) mettre en place un cadre prévisible pour les investissements dans les biens d'équipement et les nouvelles technologies économisant l'énergie ; et (c) favoriser l'adaptation des politiques de développement et des politiques sectorielles ».
- (vii) Innovation ouverte : « les ministres ont demandé à l'OCDE d'étudier l'impact de l'innovation sur le secteur des services et de se pencher sur le fonctionnement du système actuel de droits de propriété intellectuelle dans l'environnement aujourd'hui plus ouvert qui caractérise l'activité d'innovation ; ils ont accueilli avec satisfaction la proposition d'entreprendre un projet sur l'innovation dans le secteur des logiciels ».
- (viii) L'économie politique de la réforme : « les ministres ont donné leur aval aux propositions d'intensifier les travaux de l'Organisation sur l'économie politique de la réforme lancés lors de la dernière réunion ministérielle ».
- (ix) Échanges et biocarburants : « les ministres ont accueilli favorablement la proposition de la Suède et des Pays-Bas préconisant que l'OCDE et l'AIE entreprennent de nouveaux travaux préparatoires sur les questions liées à la production et à l'utilisation de biocarburants, y compris sur les moyens d'en promouvoir l'utilisation accrue, le rapport devant être remis avant la réunion de 2008 du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres ». ■



(De gauche à droite)

Le ministre indien du Commerce et de l'Industrie, Kamal Nath, et la Représentante des États-Unis pour les négociations commerciales, Susan Schwab, lors de la réunion annuelle des ministres en mai 2007.



Le Secrétariat de l'OCDE

Avril 2008

Secrétaire général

www.oecd.org/secretairegeneral

Angel Gurría

Secrétaires généraux adjoints

www.oecd.org/secretairesgenerauxadjoints

Aart de Geus

Thelma Askey

Pier Carlo Padoan

Mario Amano

Cabinet du Secrétaire général

Rolf Alter

Auditeur général

www.oecd.org/auditinterne

Frederick Gazzoli

Centre pour la coopération avec les non-membres

www.oecd.org/ccnm-fr

Eric Burgeat

Direction des Affaires juridiques

www.oecd.org/juridique

Nicola Bonucci

Secrétariat du Conseil et du Comité exécutif

Roger Harmel

Unité consultative sur les questions pluridisciplinaires

www.oecd.org/prospective

Michael J. Osborne

Table ronde sur le développement durable

www.oecd.org/sd-roundtable

Simon Upton

Coopération pour le développement

www.oecd.org/cad

Richard Carey

Échanges et agriculture

www.oecd.org/tad-fr

Stefan Tangermann

Affaires économiques

www.oecd.org/eco-fr

Jorgen Elmeskov (*suppléant*)

Klaus Schmidt-Hebbel (*à partir du 8 septembre*)

Éducation

www.oecd.org/edu-fr

Barbara Ischinger

Emploi, travail et affaires sociales

www.oecd.org/els-fr

John Martin

Centre pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local

www.oecd.org/cfe-fr

Sergio Arzeni

Environnement

www.oecd.org/env-fr

Lorents Lorentsen

Directeur exécutif

Patrick van Haute

Affaires financières et des entreprises

www.oecd.org/daf-fr

Carolyn Ervin

Centre de politique et d'administration fiscales

www.oecd.org/ctp-fr

Jeffrey Owens

Gouvernance publique et développement territorial

www.oecd.org/gov-fr

Odile Sallard

Relations extérieures et communication

www.ocde.org

Anthony Gooch

Science, technologie et industrie

www.oecd.org/sti-fr

Susanne Huttner

Statistiques

www.oecd.org/std-fr

Enrico Giovannini

Forum pour le partenariat avec l'Afrique

www.forumpartenariatafrique.org

David Batt

Centre de développement

www.oecd.org/dev-fr

Javier Santiso

Agence internationale de l'énergie

www.iea.org

Nobuo Tanaka

Group d'action financière

www.fatf-gafi.org

Rick McDonell

Unité de soutien du processus du dialogue de Heiligendamm

www.oecd.org/g8-fr

Ulrich Benterbusch

Agence pour l'énergie nucléaire

www.nea.fr

Luis Echávarri

Unité consultative du partenariat pour la gouvernance démocratique

www.oecd.org/pdg

Jerzy Pomianowski

Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

www.oecd.org/csao

Normand Lauzon

Forum international des transports

www.internationaltransportforum.org/homefr.html

Jack Short

Organigramme

www.oecd.org/organigramme

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Angel Gurría

SECRETARIAT GÉNÉRAL

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Angel Gurría

SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX ADJOINTS

Aart de Geus
Thelma Askey
Pier Carlo Padoan
Mario Amano

Cabinet du Secrétaire général
Bureau de l'Auditeur général
Centre pour la coopération avec les non-membres
Direction des affaires juridiques
Secrétariat du Conseil et du Comité exécutif
Unité consultative sur les questions pluridisciplinaires

ORGANES PARTICULIERS

Forum pour
le partenariat
avec l'Afrique

Centre de
développement

Agence
internationale
de l'énergie

Groupe d'action
financière

Unité de soutien
du processus
du dialogue
de Heiligendamm

Avril 2008

DIRECTIONS

Direction de la coopération pour le développement

Direction des échanges et de l'agriculture

Département des affaires économiques

Direction de l'éducation

Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales

Centre pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local

Direction de l'environnement

Direction exécutive

Direction des affaires financières et des entreprises

Centre de politique et d'administration fiscales

Direction de la gouvernance publique et du développement territorial

Direction des relations extérieures et de la communication

Direction de la science, de la technologie et de l'industrie

Direction des statistiques

Agence pour l'énergie nucléaire

Unité consultative du partenariat pour la gouvernance démocratique

Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

Forum international des transports

Ambassadeurs, Représentants permanents auprès de l'OCDE

Avril 2008

www.oecd.org/ambassadeurs

De gauche à droite :

Allemagne

Son Excellence M. Matei I. Hoffmann

Australie

Son Excellence M. Christopher Langman

Autriche

Son Excellence M. Wolfgang Petritsch

Belgique

Son Excellence M. Chris Hoornaert

Canada

Son Excellence M. Paul-Henri Lapointe

Corée

Son Excellence M. Tae-shin Kwon

Danemark

M. Ole Christoffersen (*ad interim*)

Espagne

M. Luis Tejada Chacón (*ad interim*)

États-Unis

Son Excellence M. Christopher Egan

Finlande

Son Excellence M. Pertti Majanen

France

Son Excellence M. Philippe Marland

Grèce

Son Excellence M. Nikolaos Tatsos

Hongrie

Son Excellence M. Péter Gottfried

Irlande

Son Excellence M. Paul Murray

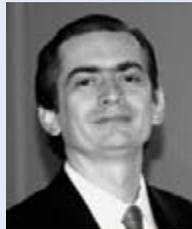
Islande

Son Excellence M. Tómas Ingi Ólrich

Italie

Son Excellence M. Bruno Cabras



*De gauche à droite :*

Japon

Son Excellence M. Norio Hattori

Luxembourg

Son Excellence M. Georges Santer

Mexique

Son Excellence M. Agustin García López

Norvège

Son Excellence M. Harald Neple



Nouvelle-Zélande

Son Excellence Mme Sarah Dennis

Pays-Bas

Son Excellence M. Joan Boer

Pologne

Son Excellence M. Jan Woroniecki

Portugal

Son Excellence M. Eduardo Ferro Rodrigues



République slovaque

Son Excellence Mme Jana Kotová

République tchèque

Son Excellence M. Karel Dyba

Royaume-Uni

Son Excellence M. David Lyscom

Suède

Son Excellence M. Mats Ringborg



Suisse

Son Excellence M. Eric Martin

Turquie

Son Excellence M. Ahmet Erozan

Commission européenne

Son Excellence Mme Laurence Argimon-Pistre

— Les pays membres de l'OCDE et l'année d'adhésion

www.oecd.org/paysmembres
www.oecd.org/infopays

| | |
|------------------|------------------------|
| Allemagne, 1961 | Italie, 1962 |
| Australie, 1971 | Japon, 1964 |
| Autriche, 1961 | Luxembourg, 1961 |
| Belgique, 1961 | Mexique, 1994 |
| Canada, 1961 | Norvège, 1961 |
| Corée, 1996 | Nouvelle-Zélande, 1973 |
| Danemark, 1961 | Pays-Bas, 1961 |
| Espagne, 1961 | Pologne, 1996 |
| États-Unis, 1961 | Portugal, 1961 |
| Finlande, 1969 | Rép. slovaque, 2000 |
| France, 1961 | Rép. tchèque, 1995 |
| Grèce, 1961 | Royaume-Uni, 1961 |
| Hongrie, 1996 | Suède, 1961 |
| Irlande, 1961 | Suisse, 1961 |
| Islande, 1961 | Turquie, 1961 |

OCDE Paris

2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16
Tél. : 33 (0) 1 45 24 81 67
Fax : 33 (0) 1 45 24 19 50
E-mail : sales@oecd.org
Commande en ligne : www.oecd.org/librairie

Centre OCDE de Berlin

Schumannstrasse 10, D-10117 Berlin
Tél. : 49 30 288 8353
Fax : 49 30 288 83545
E-mail : berlin.centre@oecd.org
Internet : www.oecd.org/berlin

Centre OCDE de Mexico

Av. Presidente Mazaryk 526
Colonia : Polanco, C.P. 11560, México, D.F.
Tél. : 52 55 91 38 62 33
Fax : 52 55 52 80 04 80
E-mail : mexico.contact@oecd.org
Internet : www.oecd.org/centrodemexico

L'OCDE DANS LE MONDE

www.ocde.org

Centre OCDE de Tokyo

3rd Floor, Nippon Press Center Building
2-2-1 Uchisaiwaicho
Chiyoda-ku, Tokyo 100-0011
Tél. : 81 3 5532 0021
Fax : 81 3 5532 0035
E-mail : tokyo.contact@oecd.org
Internet : www.oecdtokyo.org

Centre OCDE de Washington

2001 L Street, NW, Suite 650, Washington DC 20036-4922
Tél. : 1 202 785 6323
Fax : 1 202 785 0350
E-mail : washington.contact@oecd.org
Internet : www.oecdwash.org